



Montpellier
Agglomération

Montpellier, le 11 DEC. 2012

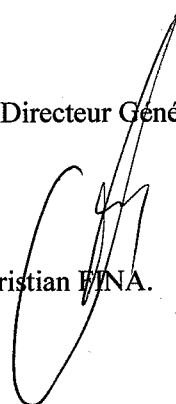
N/Réf. : CF/CC/PR/CG - n° 2012-7954

Cher(e) collègue,

Je vous prie de trouver ci-joint l'exemplaire du compte rendu de la séance du Conseil de Communauté du mercredi 28 novembre 2012 à 18h00.

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie d'agréer, Cher(e) collègue, l'expression de ma considération distinguée.

Le Directeur Général des Services,


Christian FINA.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 NOVEMBRE 2012

Compte rendu

L'an deux mille douze et le vingt-huit novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOARGHA JAFFIOL, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, M. H. MARTIN, M. J. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, M. R. CALVAT suppléant de M. J.-M. CASTET.

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à M. J. MARTINIER, M. A. BARRANDON à M. G. PASTOR, Mme F. BERGER à M. T. BREYSSE, M. C. BOUILLE à M. J.-L. GELY, Mme M. CASTRE à Mme E. BECCARIA, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. M. DELAFOSSE, M. M. DUFOUR à M. P. THINES, Mme C. LABROUSSE à M. M. LEVITA, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. P. VIGNAL à M. J. MARTIN.

Absent(es):

Mme S. BLANPIED, M. J.-P. COULET, M. M. LENTHERIC

AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président présente l'ordre du jour qui comporte 50 affaires.

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°2 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU MARDI 30 OCTOBRE 2012

Monsieur le Président soumet à l'approbation des élus le projet du procès-verbal du mardi 30 octobre 2012.

A la demande de M. REVOL et après approbation de M. le Président, l'extrait du procès-verbal relatif à l'affaire n°31 « HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTERIEURS - CREATION D'UNE SOCIÉTÉ D'ECONOMIE MIXTE - STATUTS - PRISE DE PARTICIPATION - ELECTION DES REPRÉSENTANTS – APPROBATION » est modifié comme suit :

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 1 (Grabels)

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à la majorité des voix exprimées.

Le procès-verbal modifié de la séance du mardi 30 octobre 2012 est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

N°D2012-288 – 26/10/12 - Direction de la Culture

Décision relative à un contrat de maintenance des systèmes de projection et de sonorisation du planétarium

Galilée

Objet : Un marché de prestations de service de maintenance et fonctionnement des systèmes audiovisuels de simulation du ciel en temps réel Digital Sky 2, de tous les sous-systèmes de projection, des systèmes de sonorisation, d'éclairage, d'automatisation et de découpage des images du planétarium Galilée est passé avec la société SkySkan Europe GmbH sise en Allemagne. Le marché prend effet à compter du 1^{er} octobre 2012 au 30 septembre 2013. Il pourra être renouvelé deux fois par période annuelle, de manière expresse deux mois avant sa date de fin, jusqu'au 30 septembre 2015. Le montant du marché s'élève à 20 625,00 € H.T.

N°D2012-304 – 17/10/12 - Direction de la Culture

Décision relative au marché n°3011DC12 de maîtrise d'œuvre relative à la scénographie et la signalétique avec suivi des travaux de l'exposition 'Diderot, l'encyclopédie et le siècle des Lumières' à la Médiathèque Emile Zola

Objet : Un marché à bons de commandes n°3011DC12 avec un montant minimum de 10 000 € H.T. et un montant maximum de 50 000 € H.T., pour la maîtrise d'œuvre relative à la scénographie et la signalétique avec suivi des travaux de l'exposition "Diderot, l'encyclopédie et le siècle des Lumières", présentée à la Médiathèque Centrale d'Agglomération Emile Zola est attribué au groupement solidaire : Hervé MANGANI et Valérie JULIEN. Le marché prend effet à compter du 1^{er} octobre 2012. Sa durée est de 16 mois.

N°D2012-307 – 18/10/12 - Direction de la Culture

Décision relative au marché n°3076DC12 de fourniture de produits frais et de denrées sèches pour l'Ecolothèque

Objet : Un marché à bons de commande n°3076DC12 de fourniture de produits frais et de denrées sèches pour l'écolothèque, est passé avec la société SAS RELAIS VERT. Ce marché est conclu pour une durée d'un an renouvelable une fois, pour un montant maximum annuel estimatif de 35 000 € H.T.

N°D2012-310 – 17/10/12 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat du spectacle Scènes et légendes du Monde

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle « Scènes et légendes du Monde » joué du 20 octobre au 13 décembre 2012 au Théâtre Pierre Tabard de Montpellier. Ce marché est conclu avec la Compagnie Je Pars à Zart et le Théâtre Pierre Tabard, Diffuseur. Le montant du marché s'élève à 1 682 € H.T.

N°D2012-381 – 19/10/12 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision concernant l'avenant n°1 sur le mandat d'études préalables à l'aménagement et au réinvestissement du secteur sud de la Commune du Crès

Objet : Un avenant au mandat d'étude en date du 26 avril 2010 doit être passé entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Société d'Aménagement de l'agglomération de Montpellier. Il concerne la réalisation d'études techniques complémentaires. Cet avenant s'élève à 25 000 € H.T. et porte le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle du mandat à 225 000 € H.T. La durée initiale du mandat est prorogée de 8 mois, ce qui porte la durée totale du mandat à 32 mois à compter de l'entrée en vigueur de la convention initiale.

N°D2012-423 – 19/10/12 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à un avenant au mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur Cannabe sur la Commune de Cournonterral

Objet : Le mandat d'étude initial doit être prolongé jusqu'au 31 décembre 2012 afin de permettre la réalisation d'études complémentaires concernant la nature des remblais déposés dans l'ancienne décharge de déchets inertes. Cet avenant est sans incidences financières par rapport au mandat initial.

N°D2012-464 – 17/10/12 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat du spectacle Eh bien dansons maintenant

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle « Eh bien dansons maintenant » joué du 17 au 19 octobre 2012 au Théâtre Jean Vilar de la Ville de Montpellier. Ce marché est conclu avec la Compagnie Grognon Frères et la Ville de Montpellier, diffuseur. Le montant du marché s'élève à 3 738 € H.T.

N°D2012-466 -26/10/12 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à l'avenant de transfert au marché n°2208 lot 2, aménagement de l'Avenue Mas de Rochet

Objet : Un avenant n°3 de transfert au marché n°2208 lot 2 doit être passé en vue du transfert à la société Razel-Bec des prestations exercées jusqu'alors par Bec Frères.

N°D2012-471 – 17/10/12 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat du spectacle La mégère apprivoisée

Objet : La Communauté d'Agglomération participe à l'achat du spectacle "La mégère apprivoisée" pour un montant de 3738 € H.T. programmé au Théâtre de la Méditerranée La Vista du 15 novembre au 2 décembre 2012 joué par la Compagnie Les têtes de Bois.

N°D2012-479 – 16/10/12 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société Vignobles du Soleil en vue de la location dans le VEAS Hannibal

Objet : La candidature de la société Vignobles du Soleil est agréée en vue de la location dans le VEAS Hannibal. Son activité est le négoce en vins. Elle est candidate au renouvellement de la location des lots B09 et B10 de 10 m² pour une période de respectivement 5 et 6 mois. La SAS emploie actuellement 6 personnes et projette d'atteindre un effectif de 8 personnes à 3 ans.

N°D2012-481 – 24/10/12 - Direction de la Culture

Décision relative à la mise à disposition gratuite de l'Espace Rencontres par la Ville de Castelnau le Lez pour la médiathèque Aimé Césaire

Objet : Une convention d'occupation temporaire de l'Espace Rencontres de Castelnau le Lez est conclue avec la Ville de Castelnau le Lez. Cette mise à disposition, accordée à titre gracieux, permettra à la médiathèque Aimé Césaire d'assurer les deux animations jeunesse des mardis 16 octobre et 11 décembre 2012, proposées dans le cadre du réseau des médiathèques.

N°D2012-486 - 07/11/12 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat du spectacle Eh bien dansons maintenant

Objet : La décision n°D2012-464 relative à l'achat du spectacle Eh bien dansons maintenant est abrogée. La Communauté d'Agglomération participe à l'achat du spectacle « Eh bien dansons maintenant » joué du 17 au 19 octobre 2012 au Théâtre Jean Vilar de la Ville de Montpellier. Ce marché est conclu avec la Compagnie Grognon Frères et la Ville de Montpellier, diffuseur. Le montant du marché s'élève à 4 000 € T.T.C.

N°D2012-488 - 08/11/12 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat du spectacle Scènes et légendes du Monde

Objet : La décision n°D2012-310 relative à l'achat du spectacle Scènes et légendes du Monde est abrogée. La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle « Scènes et légendes du Monde » joué du 20 octobre au 13 décembre 2012 au Théâtre Pierre Tabard de Montpellier. Ce marché est conclu avec la Compagnie Je Pars à Zart et le Théâtre Pierre Tabard, Diffuseur. Le montant du marché s'élève à 1 800 € T.T.C.

N°D2012-490 - 08/11/12 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat du spectacle La mégère apprivoisée

Objet : La décision n°D2012-471 relative à l'achat du spectacle « La mégère apprivoisée » est abrogée. La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle « La mégère apprivoisée », joué du 15 novembre au 2 décembre 2012 au Théâtre de la Méditerranée La Vista. Ce marché est conclu avec la Compagnie Les Têtes de bois et le Théâtre de la Méditerranée La Vista, diffuseur. Le montant du marché s'élève à 4 000 € T.T.C.

N°D2012-493 - 19/10/12 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société FHONE en vue de la location dans le VEAS Hannibal

Objet : La candidature de la société FHONE est agréée en vue de la location dans le VEAS Hannibal. Son activité est la gestion d'appels téléphoniques. Elle est candidate à la location du lot B01 de 64,85 m² pour une période de 23 mois. Elle prévoit un effectif de 6 personnes à 3 ans soit 4 emplois nouveaux.

N°D2012-495 - 16/10/12 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société KLOE en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire

Objet : La candidature de la société KLOE est agréée en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire. Son activité est la conception et la fabrication de composants pour circuits optiques intégrés destinés aux réseaux de télécommunications. Elle est candidate au renouvellement de la location des lots B02A et B01 d'une surface totale de 360,50 m² pour une période de 23 mois et 9 jours. KLOE emploie actuellement 12 personnes et projette d'atteindre un effectif de 20 personnes dans 3 ans.

N°D2012-496 - 16/10/12 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société ADR en vue de la location dans le VEAS Hannibal

Objet : La candidature de la société ADR est agréée en vue de la location dans le VEAS Hannibal. Son activité est la prestation de services d'études techniques industrielles. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot B02 de 63,73 m² pour une période de 23 mois. ADR emploie actuellement 3 personnes et projette un effectif de 4 personnes à 3 ans.

N°D2012-497 - 19/10/12 - Direction de la Culture

Décision relative au marché n°3027DC12 d'assistance à maîtrise d'Ouvrage et Maîtrise d'Œuvre partielle sur le bâtiment du CORUM

Objet : Un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre partielle n°3027DC12 est conclu avec la société INGENCO, pour un montant forfaitaire de 49 000 € H.T. Ce marché, conclu pour une durée de 18 mois, concerne d'une part le diagnostic des désordres et fuites constatées en couverture du bâtiment du Corum, ainsi que la conception et le suivi des travaux de sauvegarde, et d'autre part la conception et le suivi de travaux de mise en sécurité des terrasses accessibles et passerelle d'accès.

N°D2012-500 - 16/10/12 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société ERBA DIAGNOSTICS FRANCE en vue de la location dans les Ateliers Relais du Millénaire

Objet : La candidature de la société ERBA DIAGNOSTICS FRANCE est agréée en vue de la location dans les Ateliers Relais du Millénaire. Son activité est la fabrication et la commercialisation de robots d'analyse et réactifs. Elle est candidate à la location du lot MA de 637 m² pour une période de 12 mois. L'entreprise projette un effectif de 21 personnes dans 3 ans.

N°D2012-502 - 16/10/12 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société DEINOVE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha et extension de l'activité sur une surface complémentaire

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée est conclu avec la société

DEINOVE pour une période de douze mois à compter du 1er octobre 2012 soit jusqu'au 30 septembre 2013. L'extension sur une surface complémentaire est également conclue dans le même avenant. La redevance à payer par la société DEINOVE pour la surface de 608,76 m² qu'elle occupe au sein de la pépinière est fixée à 6 568,25 euros H.T.

N°D2012-503 - 18/10/12 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un marché n°2987RI12 de mise en œuvre d'une infrastructure de reverse proxy et VPN SSL

Objet : Un marché de mise en œuvre d'une infrastructure de reverse proxy et VPN SSL est conclu avec la société TELINDUS sise à Marseille. Ce marché est conclu pour une durée de 12 mois à compter de l'ordre de service prescrivant le démarrage des prestations. Le montant du marché s'élève à 79 753,08 € T.T.C.

31/10/12 N°D2012-504 - 31/10/12 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°2769 de travaux de remplacement de sept baies vitrées de l'Opéra Comédie

Objet : Un avenant n°1 au marché n°2769 est passé avec la société MALBREL CONSERVATION sise à Capdenac (46). Cet avenant concerne des travaux supplémentaires sur le remplacement de sept baies vitrées de l'Opéra Comédie à Montpellier, sur le lot menuiseries bois extérieurs.

Il augmente le montant du marché de 4 200 € H.T. et le porte donc à 153 459,60 € H.T. Il prolonge le délai global d'exécution des travaux de 2 mois.

N°D2012-506 - 16/10/12 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société WALL au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société WALL pour une période de 6 mois à compter du 1^{er} octobre 2012, soit jusqu'au 31 mars 2013. A compter du 1^{er} octobre 2012, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société WALL pour la surface de 15,64m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 218,80 euros.

N°D2012-508 - 26/10/12 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à l'avenant n°3 au marché n°2511GD10 de maîtrise d'œuvre pour l'extension de la plateforme d'exploitation de Pignan

Objet : Un avenant n°3 au marché n°2511GD10 de maîtrise d'œuvre pour l'extension de la plateforme d'exploitation du site ouest de la Régie de collecte à Pignan est passé avec la société BETEREM Ingénierie. Cet avenant concerne l'implantation d'un filtre à sable planté de roseaux en lieu et place de l'actuel bassin d'orage. Le présent avenant s'élève à 4 900 € H.T. Le nouveau montant du marché s'élève à 49 696 € H.T.

N°D2012-510 - 06/11/12 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°2374DE10 de prestations de services

Objet : Un avenant n°1 au marché n°2374DE10 est passé avec ERNST & YOUNG. Cet avenant concerne la réalisation d'un argumentaire de promotion économique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le présent avenant s'élève à 12 600 € H.T. Le nouveau montant du marché s'élève à 80 200 € H.T.

N°D2012-513 - 13/11/12 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Deux conventions de servitudes avec ERDF pour l'implantation d'un transformateur sur 20 m2 et de 3 supports pour une ligne aérienne sur 98 ml sur la parcelle BL 38 Commune de Baillargues

Objet : Deux conventions de servitudes sont consenties par la Communauté d'Agglomération de Montpellier au profit d'ERDF sise Paris la Défense pour l'implantation d'un transformateur et d'une ligne aérienne concernant la parcelle BL 38 Commune de Baillargues sur laquelle est construite la station d'épuration intercommunale Baillargues-Saint-Brès. Les conventions sont consenties à titre gratuit.

N°D2012-515 - 19/10/12 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule tracteur de marque Renault

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier n'a pas intérêt à conserver le véhicule tracteur de marque Renault immatriculé 503AGV34. Ce véhicule est cédé à la Société Lavage du Près d'Arènes à Montpellier pour un montant net de 6 000,00 €.

N°D2012-516 - 16/10/12 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ITK au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha et extension de l'activité sur une surface complémentaire

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée est conclu avec la société ITK pour une période de six mois à compter du 01 octobre 2012 soit jusqu'au 31 mars 2013. L'extension sur une surface complémentaire est également conclue dans le même avenant. La redevance à payer par la société ITK pour la surface de 251,30 m² qu'elle occupe au sein de la pépinière est fixée à 2 494,55 € H.T.

N°D2012-517 - 24/10/12 - Direction de la Culture

Décision relative à une convention d'occupation temporaire du Domaine Public - Conservatoire à Rayonnement Régional - CNFPT

Objet : Une convention d'occupation temporaire du Domaine Public est passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le CNFPT Délégation Régionale Languedoc-Roussillon aux fins d'organisation d'une formation. La convention porte sur des locaux situés 3 rue de Candolle à Montpellier. Compte-tenu de l'intérêt général, cette occupation est consentie à titre gratuit du 5 au 7 novembre 2012.

N°D2012-518 - 19/10/12 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SILKAN (ex HPC) au sein de

la pépinière d'entreprises Cap Omega et prenant acte des modifications intervenues dans ses statuts

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société SILKAN pour une période de 6 mois à compter du 1^{er} octobre 2012, soit jusqu'au 31 février 2013. A compter du 1^{er} octobre 2012, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société SILKAN pour la surface de 84,82 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 1 186,63 euros conformément au tarif applicable. Il est pris acte dans cet avenant des modifications intervenues dans les statuts de la société, notamment du transfert de son siège social, nom de la société et capital social.

N°D2012-521 – 15/10/12 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice M. Benhamida Hocine

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération est confiée au groupement d'avocats "SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" et "SCP Charrel et Associés" suite au dépôt de la requête n°1203829-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 6 septembre 2012 par Monsieur Hocine Benhamida tendant à demande d'indemnisation pour préjudice subi consécutivement aux travaux de réalisation de la ligne n°3 du tramway.

N°D2012-527 – 25/10/12 - Direction des Sports

Décision relative au marché n°3104DS12 d'acquisition de robots pour le nettoyage des bassins des piscines et la maintenance du parc actuel

Objet : Un marché de prestations de services à bons de commande n°3104DS12 est passé avec la société Hexagone, sise à Argenteuil (95). Ce marché concerne l'acquisition de robots pour le nettoyage des piscines de l'Agglomération de Montpellier et la maintenance du parc actuel.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'1 an renouvelable 1 fois, sauf renonciation du titulaire. Le montant du marché à bons de commande s'élève à 10 000 € H.T. minimum et 45 000 € H.T. maximum.

N°D2012-528 -24/10/12 - Direction de la Culture

Décision relative au prêt à titre gratuit de l'exposition Cultures indiennes à la médiathèque Victor Hugo

Objet : Un contrat de prêt de photos de l'exposition « Cultures indiennes » est conclu avec Raphaëlle Parello. Le prêt consenti à titre gratuit prendra effet à compter du 9 novembre 2012 jusqu'au 27 novembre 2012. Il comprend 20 cadres avec photographies sans verre de protection.

N°D2012-531 – 24/10/12 - Direction de la Culture

Décision relative au prêt à titre gratuit d'objets indiens dans le cadre de l'animation autour du Diwali, fête des lumières en Inde à la médiathèque Victor Hugo

Objet : Un contrat de prêt d'objets indiens dans le cadre de l'animation autour du « Diwali, fête des lumières en Inde » est conclu avec Alice Ramanoudjame. Le prêt consenti à titre gratuit prendra effet à compter du 3 novembre 2012 jusqu'au 30 novembre 2012. Il comprend un ensemble de 95 objets et vêtements traditionnels.

N°D2012-532 – 24/10/12 - Direction de la Culture

Décision relative au prêt à titre gratuit de l'exposition Les 7 Continents à la médiathèque Albert Camus

Objet : Un contrat de prêt de documents de l'exposition « Les 7 Continents » est conclu avec l'association Arts en mouvement. Le prêt consenti à titre gratuit prendra effet à compter du 27 novembre 2012 jusqu'au 4 décembre 2012. Il comprend 20 tableaux et 10 carnets de voyage Art en Mouvement.

N°D2012-533 -24/10/12 - Direction de la Culture

Décision relative au prêt à titre gratuit de l'exposition Fenêtres ouvertes sur le rêve à la médiathèque La Gare à Pignan

Objet : Un contrat de prêt de documents de l'exposition « Fenêtres ouvertes sur le rêve » est conclu avec l'atelier galerie A Tempera. Le prêt consenti à titre gratuit prendra effet à compter du 1^{er} décembre 2012 jusqu'au 4 janvier 2013. Il comprend 20 toiles, 10 mini-toiles et 10 sculptures de l'atelier galerie A Tempera.

N°D2012-534 – 25/10/12 - Direction des Sports

Décision relative à un marché à bons de commande n°3095DS12 de fourniture de consommables, d'outillage à main et portatif

Objet : Un marché de prestations de services à bons de commande (marché n°3095DS12) est passé en application de l'article 28 du Code des Marchés Publics avec la société Baurès sise à Montpellier. Ce marché concerne l'acquisition de consommables, d'outillage à mains et portatif de type professionnel pour la Régie Technique des piscines de l'Agglomération de Montpellier. Le marché prendra effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an renouvelable une fois, sauf renonciation du titulaire. Le montant du marché à bons de commande s'élève à 10 000 € H.T minimum et 45 000 € H.T. maximum.

N°D2012-536 – 24/10/12 - Direction de la Culture

Décision relative au prêt à titre onéreux de l'exposition Le Larzac, la lutte en affiche, composée de 25 affiches, pour la médiathèque Jean Giono

Objet : Un contrat de prêt d'affiches de l'exposition « Le Larzac, la lutte en affiche » est conclu avec l'Association Pour l'Aménagement du Larzac (APAL). Le prêt, consenti avec défraiements soit 268 €, prendra effet à compter du 23 octobre 2012 jusqu'au 10 novembre 2012. Il comprend le prêt de 25 affiches et une conférence-débat autour du film « Tous au Larzac ».

N°D2012-537 – 19/10/12 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société Léo Développement dans le VEAS Hannibal

Objet : La candidature de la société Léo Développement est agréée en vue de la location dans le VEAS Hannibal. Son activité est la collecte de déchets recyclables. Elle est candidate à la location des lots A08 et A09 de 246 m² pour une période de 23 mois. L'entreprise projette un effectif de 8 personnes dans 3 ans.

N°D2012-538 – 19/10/12 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société SECURISK dans le VEAS Parc 2000

Objet : La candidature de la société SECURISK est agréée en vue de la location dans le VEAS Parc 2000. Son activité est le contrôle technique des constructions. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot B06 de 73,13 m² pour une période de 24 mois. SECURISK projette un effectif de 4 personnes dans 3 ans

N°D2012-540 – 24/10/12 - Direction de la Culture

Décision relative à la location de l'exposition Kimonos et objets d'art japonais à la médiathèque William Shakespeare

Objet : Un contrat de prêt de vêtements et objets d'art pour l'exposition « Kimonos et objets d'art japonais » est conclu avec l'Association Assiana. Le prêt consenti à titre onéreux, d'un montant de 582 euros, prendra effet à compter du 26 octobre 2012 jusqu'au 4 décembre 2012. Il comprend 10 kimonos et 3 yukats du XVIII^{ème} siècle, 20 photos et objets décoratifs japonais.

N°D2012-541 - 13/11/12 - Direction des Ressources Humaines

Décision relative à l'avenant n°1 du marché n°2599RH11 de Formation Langue Anglaise

Objet : Un avenant n°1 au marché n°2599RH11 de Formation Langue Anglaise est passé avec le titulaire ACB SESAME. Cet avenant concerne la prolongation de la durée du marché, jusqu'au 31 décembre 2012, sans incidence financière.

N°D2012-542 – 19/10/12 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société CHAUSSON SALVAZA dans la ZAC Marcel Dassault

Objet : La candidature de la société CHAUSSON SALVAZA est agréée en vue l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Marcel Dassault. Elle est candidate à l'acquisition du lot 9.1 de 8 248 m². L'utilisateur final sera la société CHAUSSON MATERIAUX dont l'activité est le négoce de matériaux de construction. L'entreprise projette un effectif de 9 personnes dans 3 ans.

N°D2012-543 – 19/10/12 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à une convention de domiciliation avec la société System Controls France sise au Montpellier International Business Incubator

Objet : Une convention de domiciliation établissant le siège social de la société System Controls France au MIBI – 672, rue du Mas de Verchant est passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société System Controls France. La présente domiciliation est conclue à compter de la date de signature pour une durée d'un an. La convention est conclue moyennant paiement d'une somme forfaitaire mensuelle de 17,91 € H.T.

N°D2012-547 – 19/10/12 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société NEOTIC dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire

Objet : La candidature de la société NEOTIC est agréée en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire. Son activité est la réalisation de logiciels. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot B02G de 580 m² pour une période de 24 mois. NEOTIC emploie actuellement 43 personnes et projette d'atteindre dans 3 ans un effectif de 55 personnes.

N°D2012-548 – 19/10/12 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ADN ID au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée est conclu avec la société ADN ID pour une période de douze mois à compter du 1^{er} octobre 2012 soit jusqu'au 30 septembre 2013. La redevance à payer par la société ADN ID pour la surface de 135 m² qu'elle occupe au sein de la pépinière est fixée à 1 501,29 € H.T.

N°D2012-551 – 26/10/12 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°2942EA12 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le Projet EcoCité - Ville en alerte

Objet : Un marché de prestations intellectuelles est passé avec la société HydroPraxis sise à Montpellier, en vue de la réalisation d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en œuvre opérationnelle d'un système de surveillance et de gestion en temps réel du risque hydrologique destiné au territoire de l'EcoCité de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. La durée du marché est de 24 mois à compter de la date de notification. Le montant du marché s'élève à 29 500 € H.T.

N°D2012-552 - 31/10/12 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché n°3093DS12 de fourniture et mise en place du contrôle d'accès pour le stade Yves du Manoir à Montpellier

Objet : Un marché n°3093DS12 de prestations de services concernant la fourniture et mise en place du contrôle d'accès pour le stade Yves du Manoir à Montpellier est passé avec l'entreprise Skidata France sise à MONTMELIAN. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 3 semaines. Le montant du marché s'élève à 197 681,70 € H.T.

N°D2012-553 - 13/11/12 - Direction des Sports

Décision relative à une convention de partenariat pour la mise en œuvre du projet Sud Avenir Plongée

Objet : Une convention de partenariat, est conclue entre le MAPUC, la PJJ et l'Agglomération de Montpellier pour la mise en œuvre du projet « Sud Avenir Plongée », organisé à la piscine Spilliaert. La durée de cette convention couvrira la période comprise entre le 1er novembre 2012 et le 30 juin 2013. L'Agglomération de Montpellier

mettra à disposition du MAPUC et de la PJJ, à titre gracieux un couloir de 25m dans le grand bassin de la piscine Spilliaert avec l'encadrement d'un ETAPS sur une dizaine de séances.

N°D2012-554 - 08/11/12 - Direction de la Culture

Décision relative à l'avenant n°2 au marché n°2952DC12 de réfection du dispositif d'éclairage des salles d'expositions temporaires du musée Fabre

Objet : Un avenant n° 2 au marché n°2952DC12 de réfection du dispositif d'éclairage des salles d'expositions temporaires du musée Fabre est passé avec la Société ISEA concernant l'ajout de rails et un raccordement électrique supplémentaire dans une salle du premier étage. Le montant de l'avenant s'élève à 4 660 € H.T. correspondant à un pourcentage d'écart de 2,33% pour un montant total du marché de 204 232 € H.T. Le montant cumulé des deux avenants de ce marché induit un pourcentage d'écart de 3,45% par rapport au montant initial.

N°D2012-560 - 19/10/12 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice CALVET Francis

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP D'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés suite au dépôt de l'assignation par Monsieur Francis Calvet devant le Tribunal de Grande Instance de Montpellier tendant à rendre opposables à la Communauté d'Agglomération de Montpellier les opérations d'expertise relatives aux infiltrations subies par M^{me} Cretinon sur sa propriété sise 3 rue Yvan à Montpellier jouxtant la propriété de M. Calvet.

N°D2012-561 - 13/11/12 - Direction de la Culture

Décision relative à la mise à disposition temporaire du Théâtre du Hangar à l'association Compagnie Alcibiade

Objet : La Communauté d'agglomération de Montpellier autorise l'Association Compagnie Alcibiade à occuper temporairement le Théâtre du Hangar, sis 3, rue Nozeran à Montpellier, afin d'y répéter un spectacle. L'occupation est autorisée à titre gratuit pour la période du 5 novembre 2012 au 1er février 2013 inclus. Une convention fixe les modalités de cette occupation.

N°D2012-563 - 05/11/12 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative au marché n°3053MG12 de fourniture et livraison sur sites de fioul

Objet : Un marché n°3053MG12 de fourniture et livraison sur sites de fioul est signé par la Communauté d'Agglomération de Montpellier avec l'entreprise CHARVET, sise à Villars. Le contrat est conclu pour une durée d'1 an et pourra être reconduit 2 fois, sans dépasser la date du 31 décembre 2015. Le montant minimum annuel du marché est de 20 000 euros H.T. et le montant maximum annuel est de 60 000 euros H.T.

N°D2012-564 - 08/11/12 - Direction de la Culture

Avenant n° 1 au marché n°2727DC11 de nettoyage des locaux du Conservatoire d'Art Dramatique

Objet : Un avenant n°1 au marché n°2727DC12 relatif au marché de nettoyage du Conservatoire d'Art Dramatique est passé avec la société ESPACE PROPRIÉTÉ. Cet avenant n°1 concerne l'extension des prestations de nettoyage de cette société pour assurer la prise en charge des anciens locaux de l'Archevêché, proches du Conservatoire d'Art Dramatique, mis à la disposition du Conservatoire à Rayonnement Régional pour les cours de danse. Le montant initial du marché était de 39 696,73 € H.T. Le présent avenant s'élève à 5 719,08 € H.T. Le nouveau montant du marché s'élève à 45 415,81 € H.T.

N°D2012-565 - 13/11/12 - Direction de la Culture

Décision relative au contrat de prêt à titre gratuit de l'exposition 'Pourquoi les mathématiques ?'

Objet : Un contrat de prêt d'œuvres est conclu avec l'Université Montpellier 2 Sciences et Techniques dans le cadre de l'organisation "Pourquoi les mathématiques ?" à la médiathèque ZOLA du 30 octobre au 02 décembre 2012. Ce contrat conclu à titre gratuit concerne le prêt de 27 panneaux autoportants, 8 objets interactifs et un panneau titre.

N°D2012-566 - 07/11/12 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative aux contrats INSITO et INSITO PRIVILEGE pour une mission d'assistance à la gestion active de la dette

Objet : Les contrats suivants sont conclus avec la société FINANCE ACTIVE sise à Paris : droit d'accès à la plateforme multi-utilisateurs INSITO via un accès sécurisé et prestation complémentaire INSITO PRIVILEGE. Ces contrats prennent effet à compter de leur notification pour une durée d'1 an. Ils seront renouvelables par reconduction expresse par période d'1 an, sans pouvoir excéder 2 renouvellements.

Les montants annuels de ces contrats s'élèvent à 10 118,16 € T.T.C. pour le contrat de droit d'accès à la plateforme multi-utilisateurs INSITO et 3 130,39 € T.T.C. pour le contrat de prestation complémentaire INSITO PRIVILEGE.

N°D2012-568 - 05/11/12 - Direction des Finances

Décision relative à la modification de la régie de recettes de l'Ecolothèque de Saint-Jean-de-Védas

Objet : Afin d'assurer le bon fonctionnement de la régie de recettes de l'Ecolothèque de Saint-Jean-de-Védas, il convient de modifier la date limite d'encaissement, qui est portée à trois mois.

N°D2012-570 - 13/11/12 - Direction de la Culture

Décision relative à la mise à disposition gratuite d'une salle par la Maison de Retraite Jean Périquier au bénéfice de la médiathèque Victor Hugo

Objet : Une convention de mise à disposition d'une salle de la Maison de Retraite Jean Périquier est conclue à titre gracieux par celle-ci au bénéfice de la médiathèque Victor Hugo dans le cadre de l'organisation de l'animation « Contes en Occitan et Français » de l'Association « La Licorne Mirgallhada », le jeudi 6 décembre à 15 heures.

N°D2012-572 - 13/11/12 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché n°2721EA12 d'audit et programme d'optimisation du système d'assainissement

de MAERA

Objet : Un marché n°2721EA12 de service est passé avec le groupement d'entreprises IRH/EGIS EAU, sis à CHAPONNAY (69). Ce marché concerne un audit et programme d'optimisation du système d'assainissement de MAERA. Le marché prend effet à compter de la date de notification et le délai maximum d'exécution est de 8 mois. Le montant du marché s'élève à 132 825,00 € H.T (117 575,00 euros H.T. pour l'offre de base et 15 250,00 euros H.T. pour la prestation supplémentaire n°1).

N°D2012-574 - 12/11/12 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice Danielle Prades

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°346802 près le Conseil d'Etat par Madame Danielle Prades contre l'arrêt n°10MA00187 du 20 décembre 2010 par lequel la cour Administrative d'Appel de Marseille qui a annulé le jugement n°084633 du 17 novembre 2009 par lequel le Tribunal Administratif de Montpellier a annulé la délibération de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 juillet 2008 changeant la dénomination du Musée archéologique à Lattes.

N°D2012-575 - 12/11/12 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'aliénation de la parcelle AH85p - Lieu-dit Marie-Thérèse - Commune de Grabels

Objet : Cession d'une partie de la parcelle AH 85 lieu-dit Marie Thérèse à Grabels. Cette partie de parcelle intéresse le propriétaire voisin. La Communauté d'Agglomération de Montpellier n'a aucun intérêt à conserver cette partie étroite de la parcelle qui représente seulement 156 m². Le solde de la parcelle conservé par la Communauté d'Agglomération soit 1 817 m² permet à lui seul d'ouvrir une éventuelle voirie.

N°D2012-582 - 12/11/12 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées SL 109, SM 36, 37, 38, 40, 41, 42, 44, 46 et 49 ; SN 9, 11, 13, 19, 20, 21 et 24 ; SO 7, 8, 9 et 11 ; SR 6 et 7 ; SS 10 et 11; SV 45 sur la Commune de Montpellier

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur auprès de la Ville de Montpellier d'un certain nombre de parcelles situées au Sud de l'Autoroute A9, d'une superficie de 14, 98 ha, afin de constituer des réserves foncières dans le cadre de l'aménagement d'un nouveau quartier autour et en liaison avec la nouvelle gare TGV, et également en vue de la réalisation d'une future zone tertiaire en face du Zénith (avenue Albert EINSTEIN).

N°D2012-584 - 31/10/12 - Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat

Décision relative au marché n°3078UH12 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration d'un Schéma Directeur Temps et Territoire (SDiTT)

Objet : Un marché n°3078UH12 d'assistance à maîtrise d'ouvrage est passé avec l'entreprise ACADIE. Ce marché concerne une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration d'un Schéma Directeur, Temps et Territoire, document de planification temporelle du territoire. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 14 mois. Le montant du marché s'élève à 89 700 € H.T.

N°D2012-588 - 13/11/12 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative au marché n°3080DE12 de prospection de projets d'implantation sur le territoire de l'agglomération de Montpellier

Objet : Un marché n°3080DE12 de prestations intellectuelles est passé avec la société IBT PARTNERS, 17 rue du Colisée, 75008 Paris. Ce marché concerne une mission de prospection de projets d'implantation sur le territoire de l'agglomération de Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 8 mois. Le montant du marché s'élève à 19 913 € H.T.

N°D2012-594 - - Direction des Finances

Décision relative à un emprunt obligataire groupé contracté conjointement et sans solidarité pour un montant de 610 Millions d'Euros (Six cent dix millions d'Euros)

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe pour un montant de 4,9 Millions d'euros (Quatre millions neuf cent mille Euros), à un emprunt obligataire groupé contracté conjointement et sans solidarité pour un montant de 610 Millions d'Euros (Six cent dix millions d'Euros). Cet emprunt est contracté sur une durée de 10 ans, au taux fixe de 4,30%, avec un amortissement à terme en totalité au pair.

N°D2012-603 - 12/11/12 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un contrat de maintenance du progiciel de gestion des allocations pour perte d'emploi GALPE

Objet : Un contrat de maintenance informatique, mise à jour et assistance téléphonique est conclu avec la société INFO DECISION sise à Etioilles. Ce contrat concerne le progiciel de gestion des allocations pour perte d'emploi GALPE installé à la Direction des Ressources Humaines. Ce contrat court jusqu'au 31 décembre 2012. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 1 an, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2014. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 2 453,32 € T.T.C.

N°D2012-608 - 12/11/12 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un contrat de maintenance du progiciel de gestion des œuvres FLORA MUSEE

Objet : Un contrat de maintenance informatique, mise à jour et assistance téléphonique est conclu avec la société EVER TEAM sise à Lyon. Ce contrat concerne le progiciel de gestion des œuvres FLORA MUSEE utilisé par le Musée de l'Histoire de la France en Algérie. Ce contrat prend effet à compter de la date de démarrage telle que définie dans les conditions particulières et court jusqu'au 31 décembre 2012. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période d'1 an, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2014. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 6 243,12 € T.T.C.

N°D2012-610 - 13/11/12 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un contrat de maintenance des logiciels de Système d'Information Géographique (SIG) WEBVILLE, IMARES, IMACAD et IMAPOS

Objet : Un contrat de maintenance informatique, mise à jour et assistance téléphonique est conclu avec la société IMAGIS MEDITERRANEE sise à Nîmes.

Ce contrat concerne les logiciels de Système d'Information Géographique (SIG) WEBVILLE, IMARES, IMACAD et IMAPOS installés à la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat.

Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2012. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 1 an du 1^{er} janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2014.

Le montant de ce contrat s'élève à 6 705,97 € T.T.C. pour l'année 2012 et 4 731,85 € T.T.C. pour les années 2013 et 2014.

N°D2012-617 - 12/11/12 - Direction des Finances

Décision relative à un contrat d'emprunt entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier conclut un contrat d'emprunt de 10 Millions d'Euros avec la Caisse des Dépôts et Consignations au taux fixe de 3.95% sur une durée de 15 ans avec des échéances annuelles constantes.

Le Conseil prend acte de ces décisions.

AFFAIRE N°4 : FINANCES – BUDGET 2012 - DÉCISION MODIFICATIVE N°2 - ADOPTION

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2012, il convient de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du Budget Principal, du Budget annexe du service funéraire, du Budget annexe d'Assainissement et du Budget annexe de l'eau potable.

La Décision Modificative du Budget Principal s'équilibre à – 21 975 906,86 euros en investissement et à 9 741 287,00 euros en fonctionnement.

La Décision Modificative concernant le Budget Principal se présente de la façon suivante :

BUDGET PRINCIPAL – FONCTIONNEMENT

SECTION DE FONCTIONNEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	-1 683 942,38	11 425 229,38	9 741 287,00
dont 920 – Administration générale	-1 422 168,00		-1 422 168,00
dont 921 – Sécurité et salubrité publiques	14 000,00		14 000,00
dont 922 – Enseignement - Formation	-100 000,00		-100 000,00
dont 923 – Culture	-331 202,00		-331 202,00
dont 924 – Sport et jeunesse	368 873,00		368 873,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
dont 927 – Logement	-5 000,00		-5 000,00
dont 928 – Aménagement et services urbains, environnement	2 207 006,57		2 207 006,57
dont 929 – Action économique	384 507,00		384 507,00
dont 931 – Opérations Financières	-5 466 000,00		-5 466 000,00
dont 933 – Impôts et taxes non affectées	2 666 041,05		2 666 041,05
dont 934 – Transferts entre sections		3 739 588,00	3 739 588,00
dont 939 – Virement à la section d'investissement		7 685 641,38	7 685 641,38
Total général	-1 683 942,38	11 425 229,38	9 741 287,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	8 738 381,00	1 002 906,00	9 741 287,00
dont 920 – Administration générale	7 034,00		7 034,00
dont 923 – Culture	246 711,00		246 711,00
dont 924 – Sports et Jeunesse	49 058,00		49 058,00
dont 928 – Aménagement et services urbains, environnement	720 584,00		720 584,00
dont 929 – Action économique	255 994,00		255 994,00
dont 933 – Impôts et taxes non affectées	7 459 000,00		7 459 000,00
dont 934 – Transferts entre sections		1 002 906,00	1 002 906,00
Total général	8 738 381,00	1 002 906,00	9 741 287,00

BUDGET PRINCIPAL – INVESTISSEMENT

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	-27 285 581,86	5 309 675,00	-21 975 906,86
dont 900 – Administration générale	-276 120,00		-276 120,00
dont 903 – Culture	-4 935 749,21		-4 935 749,21
dont 904 – Sport et jeunesse	-795 000,00		-795 000,00
dont 907 – Logement	-671 732,00		-671 732,00
dont 908 – Aménagement et services urbains, environnement	-17 237 502,65		-17 237 502,65
dont 909 – Action économique	-3 369 478,00		-3 369 478,00
SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES			
dont 910 – Opérations patrimoniales		4 306 769,00	4 306 769,00
dont 914 – Transferts entre sections		1 002 906,00	1 002 906,00
Total général	-27 285 581,86	5 309 675,00	-21 975 906,86

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	-37 707 905,24	15 731 998,38	-21 975 906,86
dont 903 – Culture	615 247,00		615 247,00
dont 904 – Sport et jeunesse	-836 418,00		-836 418,00
dont 907 – Logement	-249 232,00		-249 232,00
dont 908 – Aménagement et services urbains, environnement	-2 624 703,00		-2 624 703,00
dont 909 – Action économique	-537 375,00		-537 375,00
dont 910 – Opérations patrimoniales		4 306 769,00	4 306 769,00
dont 911 – Dettes et autres opérations	-31 401 424,24		-31 401 424,24
dont 914 – Transfert entre sections		3 739 588,00	3 739 588,00
dont 919 – Virement de la section de fonctionnement		7 685 641,38	7 685 641,38
dont 95 – Produits des cessions d'immobilisations	-2 674 000,00		-2 674 000,00
Total général	-37 707 905,24	15 731 998,38	-21 975 906,86

Il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Décision Modificative du Budget Principal par chapitre en section d'investissement et en section de fonctionnement, conformément à la nomenclature M14,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

La Décision Modificative du Budget annexe du service funéraire s'équilibre à **72 755,51 euros en investissement** et à **10 755,51 euros en fonctionnement**.

La Décision Modificative concernant le Budget annexe du service funéraire se présente de la façon suivante :

BUDGET ANNEXE DU SERVICE FUNERAIRE – EXPLOITATION

SECTION DEPENSES	D'EXPLOITATION	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux		-62 000,00	72 755,51	10 755,51
dont 011 – Charges à caractère général		-2 000,00		-2 000,00
dont 012 – Charges de personnel et frais assimilés		-60 000,00		-60 000,00
SECTION DEPENSES	D'EXPLOITATION	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
dont 023 – Virement à la section d'investissement			52 851,34	52 851,34
dont 042 – Opé. d'ordre de transfert entre sections			19 904,17	19 904,17
Total général		-62 000,00	72 755,51	10 755,51

SECTION RECETTES	D'EXPLOITATION	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux		10 755,51	0,00	10 755,51
dont 75 – Produits divers de gestion courante		10 755,51		10 755,51
Total général		10 755,51	0,00	10 755,51

BUDGET ANNEXE DU SERVICE FUNERAIRE – INVESTISSEMENT

SECTION DEPENSES	D'INVESTISSEMENT	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux		72 755,51	0,00	72 755,51
dont 20 – Immobilisations incorporelles		-4 000,00		-4 000,00
dont 21 – Immobilisations corporelles		-15 934,00		-15 934,00
dont 23 – Immobilisations en cours		92 689,51		92 689,51
Total général		72 755,51	0,00	72 755,51

SECTION RECETTES	D'INVESTISSEMENT	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux		0,00	72 755,51	72 755,51
dont 021 – Virement de la section d'exploitation			52 851,34	52 851,34
dont 040 – Opé. d'ordre de transfert entre sections			19 904,17	19 904,17
Total général		0,00	72 755,51	72 755,51

Il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Décision Modificative du Budget annexe du service funéraire par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M4,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

La Décision Modificative du Budget annexe d'assainissement s'équilibre à – 569 757,00 euros en investissement et à 388 203,00 euros en fonctionnement.

La Décision Modificative concernant le Budget annexe d'assainissement se présente de la façon suivante :

BUDGET ANNEXE D'ASSAINISSEMENT – EXPLOITATION

SECTION DEPENSES	D'EXPLOITATION	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux		-30 000,00	418 203,00	388 203,00
dont 012 – Charges de personnel et frais assimilés		-30 000,00		-30 000,00
SECTION DEPENSES	D'EXPLOITATION	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
dont 023 – Virement à la section d'investissement			416 834,00	416 834,00
dont 042 – Opé. d'ordre de transfert entre sections			1 369,00	1 369,00
Total général		-30 000,00	418 203,00	388 203,00

SECTION RECETTES	D'EXPLOITATION	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux		388 203,00	0,00	388 203,00
dont 70 – Ventes de produits, prestations de services		166 022,00		166 022,00
dont 74 – Subvention d'exploitation		153 307,00		153 307,00
dont 77 – Produits exceptionnels		68 874,00		68 874,00
Total général		388 203,00	0,00	388 203,00

BUDGET ANNEXE D'ASSAINISSEMENT – INVESTISSEMENT

SECTION DEPENSES	D'INVESTISSEMENT	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux		-569 757,00	0,00	-569 757,00
dont 20 – Immobilisations incorporelles		-110 000,00		-110 000,00
dont 21 – Immobilisations corporelles		-689 757,00		-689 757,00
dont 23 – Immobilisations en cours		230 000,00		230 000,00
Total général		-569 757,00	0,00	-569 757,00

SECTION RECETTES	D'INVESTISSEMENT	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux		-987 960,00	418 203,00	-569 757,00
dont 10 – Apports, dotations et réserves		440,00		440,00
dont 13 – Subventions d'investissement		-988 400,00		-988 400,00
dont 021 – Virement de la section d'exploitation			416 834,00	416 834,00
dont 040 – Opé. d'ordre de transfert entre sections			1 369,00	1 369,00
Total général		-987 960,00	418 203,00	-569 757,00

Il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Décision Modificative du Budget annexe d'assainissement par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

La Décision Modificative concernant le Budget annexe de l'eau potable s'équilibre à – 342 882,00 euros en

investissement et à 5 220,00 euros en fonctionnement.

La Décision Modificative concernant le Budget annexe de l'eau potable se présente de la façon suivante :

BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE – EXPLOITATION

SECTION DEPENSES	D'EXPLOITATION	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux		-1 500,00	6 720,00	5 220,00
dont 011 – Charges à caractère général		-1 500,00		-1 500,00
dont 023 – Virement à la section d'investissement			6 720,00	6 720,00
Total général		-1 500,00	6 720,00	5 220,00

SECTION RECETTES	D'EXPLOITATION	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Correction résultat reporté		-100,00	0,00	-100,00
Crédits nouveaux		5 220,00	0,00	5 220,00
dont 77 – Produits exceptionnels		5 220,00		5 220,00
Total général		5 120,00	0,00	5 120,00

BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE – INVESTISSEMENT

SECTION DEPENSES	D'INVESTISSEMENT	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux		-342 882,00	0,00	-342 882,00
dont 13 – Subventions d'investissement		-161 000,00		-161 000,00
dont 20 – Immobilisations incorporelles		-62 000,00		-62 000,00
dont 23 – Immobilisations en cours		-119 882,00		-119 882,00
Total général		-342 882,00	0,00	-342 882,00

SECTION RECETTES	D'INVESTISSEMENT	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux		-349 602,00	6 720,00	-342 882,00
dont 13 – Subventions d'investissement		-349 602,00		-349 602,00
dont 021 – Virement de la section d'exploitation			6 720,00	6 720,00
Total général		-349 602,00	6 720,00	-342 882,00

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Décision Modificative du Budget annexe de l'eau potable par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°5 : FINANCES – AFFECTATION DES SUBVENTIONS - DÉCISION MODIFICATIVE N°2 - ADOPTION

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

Dans le cadre de la Décision Modificative n°2 de 2012, il est proposé l'affectation des subventions d'investissement et de fonctionnement telles que décrites dans le tableau ci-dessous :

INVESTISSEMENT				
Article / Imputation			Nom de l'organisme	Montant de la subvention
84000	908 820	204181	FONDS DE CONCOURS PÔLE D'ECHANGE MULTIMODAL (PEM) - BAILLARGUES	78 000
10300	908 824	2041412	PROJETS D'INTERET COMMUN (PIC)	37 000
908			AMENAGEMENT - SERVICES URBAINS - ENVIRONNEMENT	115 000

FONCTIONNEMENT				
Article / Imputation			Nom de l'organisme	Montant de la subvention
11100	920 020.0	6574	L'AMICALE DES RETRAITES DE L'AGGLO	2 000
920			SERVICES GENERAUX	2 000
70000	923 30.0	6574.06	FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINEMA MEDITERRANEEN DE MONTPELLIER	10 000
			OPERA ET ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER LANGUEDOC ROUSSILLON	10 000
923			CULTURE	20 000
50000	924 40	6574	MONTPELLIER RUGBY CLUB (MRC)	350 000
			GESTARE - COLLECTIF LA BOUSSOLE Délibération 11116 du 8 octobre 2012	500
			MONTPELLIER AGGLOMERATION CANOE KAYAK Délibération 11116 du 8 octobre 2012	1 500
924			SPORTS	352 000
81600	929 90.0	6574	CAP COM - COMMUNICATION PUBLIQUE TERRITORIALE Délibération 11133 du 8 octobre 2012	25 000
			COOPERATION AGRICOLE DU LANGUEDOC ROUSSILLON Délibération 11133 du 8 octobre 2012	8 000
			UNIVERSITE DE MONTPELLIER 2 (UM2) - INGENIERIE DES AGROPOLYMERES ET TECHNOLOGIES EMERGENTES (IATE) Délibération 11133 du 8 octobre 2012	3 000
			UNIVERSITE DE MONTPELLIER 2 (UM2) POLYTECH MONTPELLIER - Délibération 11133 du 8 octobre 2012	2 500
			COMPAGNIE REGIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (CRCC) - Délibération 11211 du 30 octobre 2012	10 000
			CONFEDERATION NATIONALE DES AVOCATS (CNA) Délibération du 28 novembre 2012	10 000
			CLUB BUSINESS 34 LR - Délibération du 28 novembre 2012	5 000
			CHAMBRE DEPARTEMENTALE DE L'ARTISANAT ET DES METIERS - Délibération du 28 novembre 2012	40 000
			929	

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'octroi des subventions d'investissement et de fonctionnement telles que décrites dans les tableaux ci-dessus,
- dire que les subventions seront versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec les structures bénéficiaires,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité (Mmes N. Bigas, J. Claverie, J. Galabrun-Boulbes, N. Miraoui, A. Boyer, P. Danan et MM A. Zylberman, P. Saurel, M. Aslanian, P. Thines, J.-P. Moure ne prennent pas part au vote).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité (Mmes N. Bigas, J. Claverie, J. Galabrun-Boulbes, N. Miraoui, A. Boyer, P. Danan et MM A. Zylberman, P. Saurel, M. Aslanian, P. Thines, J.-P. Moure ne prennent pas part au vote).

AFFAIRE N° 6 : FINANCES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CRÉDITS DE PAIEMENT EN LIEN AVEC LA DÉCISION MODIFICATIVE N°2 - MODIFICATIONS - ADOPTION

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

Dans le cadre de travaux à caractère pluriannuel, le Code Général des Collectivités Territoriales (article L.2311-3 et R.2311-9) permet la mise en place d'une gestion par autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP) en dérogation au principe de l'annualité budgétaire.

La procédure d'autorisations de programme et crédits de paiement est un mode de gestion et de planification du financement pluriannuel d'un équipement ou d'un grand projet communautaire.

Les autorisations de programme constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements et incluent l'actualisation prévisionnelle des prix.

Elles définissent l'évaluation financière globale du projet et permettent une gestion des dépenses sur plusieurs exercices à travers un échéancier de crédits de paiement représentant la répartition des dépenses prévisionnelles.

Concernant les opérations présentées ci-après, leur montant global pluriannuel n'est pas modifié, seul un ajustement annuel est nécessaire.

Budget principal : Autorisation de programme et crédits de paiement relatifs à la Direction des Ressources Informatiques :

Direction des Ressources Informatiques :

Schéma Directeur d'Aménagement Numérique (SDAN)

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2012
Initial	Révisé		
8 289 600	8 289 600	0,00	352 292

Reste à financer (au delà de l'exercice 2012)	Reste à financer - Répartition par exercice			
	2013	2014	2015	2016
7 937 308,00	1 610 400	1 470 000	1 850 000	3 006 908

Budget principal : Autorisation de programme et crédits de paiement relatifs à la Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments :

Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments : Accessibilité aux équipements

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2012
Initial	Révisé		
1 155 000	1 155 000	15 997,22	192 882,78

Reste à financer (au delà de l'exercice 2012)	Reste à financer - Répartition par exercice	
	2013	2014
946 120,00	425 000	521 120

Budget principal : Autorisations de programme et crédits de paiement relatifs à la Direction des Transports et de la Voirie :

Direction des transports : Investissements DSP Transports

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2012
Initial	Révisé		
41 355 000	45 513 455	7 822 178,86	3 800 000

Reste à financer (au delà de l'exercice 2012)	Reste à financer - Répartition par exercice				
	2013	2014	2015	2016	2017
33 891 276,14	2 588 500	4 744 500	8 562 500	8 906 000	9 089 776,14

Direction des transports : Pôle d'échange multimodal Montpellier Saint-Roch

Montant		Credits de paiement	Credits de paiement
Initial	Révisé	antérieurs	ouverts au titre de l'exercice 2012
6 000 000	6 645 100	1 430 850	716 300

Reste à financer (au delà de l'exercice 2012)	Reste à financer - Répartition par exercice		
	2013	2014	2015
4 497 950	1 554 100	1 601 900	1 341 950

Budget principal : Autorisation de programme et crédits de paiement relatifs à la Direction de la Prévention et de la Gestion des Déchets :**Direction de la Prévention et de la Gestion des Déchets : Plateforme de Grammont**

Montant		Credits de paiement	Credits de paiement	Reste à financer (au delà de l'exercice 2012)	Reste à financer - Répartition par exercice
Initial	Révisé	antérieurs	ouverts au titre de l'exercice 2012		2013
1 100 000	1 000 000	13 158,39	15 360	971 481,61	971 481,61

Budget principal : Autorisations de programme et crédits de paiement relatifs à la Direction des Sports :**Direction des Sports : Piscine Les Néréides**

Montant		Credits de paiement	Credits de paiement	Reste à financer (au delà de l'exercice 2012)	Reste à financer - Répartition par exercice
Initial	Révisé	antérieurs	ouverts au titre de l'exercice 2012		2013
8 600 000	8 600 000	2 380 538,04	4 050 000	2 169 461,96	2 169 461,96

Direction des Sports : Piscine Héraclès

Montant		Credits de paiement	Credits de paiement
Initial	Révisé	antérieurs	ouverts au titre de l'exercice 2012
10 296 000	10 296 000	176 496,13	8 000

Reste à financer (au delà de l'exercice 2012)	Reste à financer - Répartition par exercice			
	2013	2014	2015	2016
10 111 503,87	293 000	550 000	5 300 000	3 968 503,87

Direction des Sports : Accessibilité aux équipements

Montant		Credits de paiement	Credits de paiement
Initial	Révisé	antérieurs	ouverts au titre de l'exercice 2012
2 900 000	2 900 000	0	0

Reste à financer (au delà de l'exercice 2012)	Reste à financer - Répartition par exercice		
	2013	2014	2015
2 900 000	700 000	1 050 000	1 150 000

Budget principal : Autorisations de programme et crédits de paiement relatifs à la Direction de la Culture :

Direction de la Culture : Cage de scène Opéra Comédie

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2012	Reste à financer (au delà de l'exercice 2012)	Reste à financer - Répartition par exercice 2013
Initial	Révisé				
14 000 000	16 731 470,40	7 154 754,73	9 526 715,67	50 000,00	50 000,00

Direction de la Culture : Travée Molière Opéra Comédie

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2012
Initial	Révisé		
11 137 300	11 137 300	0,00	44 801,86

Reste à financer (au delà de l'exercice 2012)	Reste à financer - Répartition par exercice		
	2013	2014	2015
11 092 498,14	4 821 800	5 098 000	1 172 698,14

Direction de la Culture : Extension 1 Aquarium Mare Nostrum

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2012	Reste à financer (au delà de l'exercice 2012)	Reste à financer - Répartition par exercice 2013
Initial	Révisé				
9 568 000	13 053 241,96	10 694 741,96	1 261 800	1 096 700	1 096 700

Direction de la Culture : Musée de l'Histoire de la France en Algérie

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2012
Initial	Révisé		
19 360 000	19 360 000	8 798 548,40	1 350 900,00

Reste à financer (au delà de l'exercice 2012)	Reste à financer - Répartition par exercice		
	2013	2014	2015
9 210 551,60	845 118,50	2 000 000	6 365 433,10

Budget principal : Autorisation de programme et crédits de paiement relatifs à la Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel :**Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel : Acquisitions Foncières (Réserves)**

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2012	Reste à financer (au delà de l'exercice 2012)
Initial	Révisé			
32 000 000	36 252 339,17	21 082 907,34	15 169 431,83	0

Budget principal : Autorisation de programme et crédits de paiement relatifs à la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat :**Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat : Contournement Nîmes-Montpellier**

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2012
Initial	Révisé		
99 075 000	99 075 000	1 883 303,06	5 586 146,20

Reste à financer (au delà de l'exercice 2012)	Reste à financer - Répartition par exercice				
	2013	2014	2015	2016	2017
91 605 550,74	8 905 096,94	18 933 000	33 520 000	20 175 000	10 072 453,80

Budget annexe de l'Assainissement : Autorisation de programme et crédits de paiement relatifs à la Direction de l'eau et de l'Assainissement :

Direction de l'Eau et de l'Assainissement : Station d'épuration Pignan - Saussan - Fabrègues

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2012	Reste à financer (au delà de l'exercice 2012)
Initial	Révisé			
16 310 000	18 305 118,02	17 696 806,57	608 311,45	0

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modifications des crédits de paiement relatifs aux autorisations de programmes suivantes : Schéma Directeur d'Aménagement Numérique (SDAN), accessibilité aux équipements liés aux moyens généraux et bâtiments, investissements liés à la DSP transports, réalisation du pôle d'échange multimodal Montpellier Saint-Roch, rénovation de la plateforme de Grammont, réalisation des piscines Les Néréides et Héraclès, accessibilité aux équipements sportifs, Cage de scène Opéra Comédie, Travée Molière Opéra Comédie, extension 1 aquarium Mare Nostrum, musée de l'Histoire de la France en Algérie, acquisition foncières (Réserves), contournement Nîmes-Montpellier, station d'épuration Pignan-Saussan-Fabrègues,
- retenir comme échéancier des crédits de paiements les tableaux susmentionnés,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°7 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE TERRITORIALE DE MONTPELLIER - CONVENTION DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier élabore et met en œuvre des politiques publiques destinées à consolider le tissu des entreprises installées sur son territoire, et à l'enrichir par des actions de soutien à leur croissance et de prospection au niveau national et international. Dans cet objectif, la Communauté d'Agglomération de Montpellier mène depuis plusieurs années une politique de soutien à la création, à l'innovation, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation des entreprises. La Communauté d'Agglomération favorise les synergies entre les entreprises et l'ensemble de la sphère économique, notamment par le soutien aux pôles d'activités, aux universités et aux institutions représentant les entreprises.

Parallèlement, et pour répondre à sa forte attractivité démographique, la Communauté d'Agglomération de Montpellier planifie et aménage la Ville de demain, à travers le SCOT et le déploiement de grands projets stratégiques. Ces aménagements, à l'instar du projet EcoCité, reposent sur une démarche participative, intégrant les citoyens, les entreprises et les commerçants comme partie prenante de cette dynamique urbaine.

Acteur économique incontournable du territoire, la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Montpellier (CCI) soutient le développement de l'économie locale en agissant sur les besoins de l'entreprise et son environnement. La Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Montpellier crée les conditions favorables à l'implantation et à la croissance d'activités et est partenaire des collectivités locales et des services de l'Etat.

A ce titre, elle est notamment amenée à assurer toute mission d'expertise, de consultation, ou toute étude demandée par les pouvoirs publics sur une question relevant de l'industrie, du commerce, des services, du développement économique, de la formation professionnelle ou de l'aménagement du territoire.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Montpellier souhaitent s'appuyer sur leurs compétences et savoir-faire respectifs pour développer des synergies, à travers un plan d'actions commun, encadré une convention.

D'une part, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Montpellier ont pour objectif commun de conforter et actualiser leur compréhension du tissu commercial, à l'échelle du bassin de consommation élargi.

Dans le cadre de la révision du SCOT, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est en charge de l'élaboration du DAC (Document d'Aménagement commercial) et de la définition des zones d'aménagement commercial. Pour ce faire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite s'appuyer sur l'expertise sectorielle de la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Montpellier.

La présente convention prévoit que la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Montpellier conduise une étude relative aux comportements d'achats. Cette étude sera ainsi lancée en 2012 par la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Montpellier. La Communauté d'Agglomération de Montpellier contribuera au financement de cette étude, à hauteur de 50 000 €, maximum.

D'autre part, dans le cadre de leurs missions d'accueil et d'accompagnement des entreprises, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Montpellier souhaitent renforcer l'animation des parcs d'activités et mobiliser un agent, assurant une présence directe et de premier

niveau, auprès de ces entreprises. Le périmètre d'intervention de cet agent qui sera recruté par la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Montpellier est celui des parcs d'activités gérés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le plan de prospection de l'agent donnera lieu à un programme élaboré en amont par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Chambre de Commerce et d'Industrie.

Le poste sera financé à 50% par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et 50% par la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Montpellier. La Communauté d'Agglomération de Montpellier prévoit ainsi de mobiliser 25 000 €/an, au maximum, à cet effet.

De plus, pour répondre à cet objectif de développement économique local, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Montpellier s'engagent à soutenir conjointement la création et le développement d'entreprises innovantes. Pour ce faire, elles élaboreront une programmation concertée d'actions d'accompagnement et de formation à destination des entreprises innovantes et assureront la promotion réciproque de leurs programmes respectifs à destination des entreprises innovantes. Ainsi une prescription mutuelle des projets de création et de développement d'entreprises innovantes susceptibles de bénéficier de leurs services respectifs, sera garantie de manière à optimiser l'accompagnement des entreprises innovantes du territoire.

En outre, en cours de conventionnement, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Montpellier pourront conjuguer leurs moyens sur des actions de communication destinées aux entreprises, aux commerçants ou grandes enseignes.

Enfin, la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaitent poursuivre leur réflexion commune concernant des actions complémentaires, notamment

- la mise en place d'un conseil global aux entreprises en matière de gestion des flux (déchets, eau, énergie, transport)

- la mise en place d'un dispositif de type chèque transports ou ticket à tarif préférentiel pour le tramway, pour une période et un nombre de titres déterminé

Ces pistes d'actions pourraient alors donner lieu à des avenants à la présente convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Montpellier,
- autoriser le versement d'une subvention d'un montant maximum de 75 000 euros à la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits aux budgets de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitres 908 et 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Montpellier ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°8 : ARTISANAT, COMMERCE, MARCHÉ D'INTÉRÊT NATIONAL – CHAMBRE DÉPARTEMENTALE DE L'ARTISANAT ET DES MÉTIERS, UNION PROFESSIONNELLE ARTISANALE CONSTITUÉE DE LA CAPEB, LA CGAD ET DE L'UNAMS - CONVENTION DE PARTENARIAT 2012 POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ARTISANAT - AUTORISATION DE SIGNATURE ET DE FINANCEMENT

Mme G. DELONCLE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Artisanat, Commerce, Marché d'intérêt National, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier met en place des politiques publiques destinées à promouvoir et à consolider le tissu des entreprises installées sur son territoire, quelle que soit leur activité ou leur taille.

Le territoire de l'agglomération de Montpellier compte 7500 entreprises artisanales dont 47% sont des entreprises du bâtiment. Au total, les entreprises artisanales représentent 27% des entreprises de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et leur effectif salarié 16% de la population active.

Afin de soutenir les entreprises du secteur artisanal, il convient de renouveler la convention cadre avec la Chambre départementale de l'Artisanat et des Métiers de l'Hérault (CMA), l'Union Professionnelle Artisanale (UPA) constituée de la Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB), la Confédération Générale de l'Alimentation en Détail (CGAD) et de l'Union Nationale de l'Artisanat des Métiers et Services (UNAMS/CNAMS) dans le but de contribuer au développement de l'artisanat.

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault est un établissement public administré par des artisans. Elle a pour vocation de représenter les intérêts généraux de l'artisanat auprès des pouvoirs publics. La Chambre départementale de l'Artisanat et des Métiers travaille en étroite collaboration avec les Organisations Professionnelles représentatives de l'Artisanat chargées de la défense des intérêts particuliers des différents métiers.

De la création à la transmission, en passant par toutes les phases de développement, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat a une fonction fondamentale d'appui et de conseil. La CMA procède également à toutes les études liées à la solution des problèmes techniques, économiques et sociaux relatifs au secteur des métiers (PLU, déchets...).

L'Union Professionnelle Artisanale de l'Hérault (UPA 34) est constituée de :

- la CAPEB, syndicat patronal de l'artisanat du bâtiment, représente toutes les entreprises artisanales du bâtiment,
- la CGAD (Confédération Générale de l'Alimentation en Détail), syndicat patronal de l'artisanat de l'alimentaire, représente toutes les entreprises artisanales de l'alimentaire,
- l'UNAMS/CNAMS (Union Nationale des Métiers et Services), syndicat patronal de l'artisanat des métiers et services, représente toutes les entreprises artisanales des métiers et services.

Dans ce contexte, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Chambre départementale de l'Artisanat et des Métiers, l'Union Professionnelle Artisanale constituée de la Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment, la Confédération Générale de l'Alimentation en Détail et de l'Union Nationale de l'Artisanat des Métiers et Services souhaitent poursuivre leur partenariat en 2012, en mettant en place des actions stratégiques communes autour des axes suivants :

- l'écoconstruction
- l'expertise des représentants de la filière de l'artisanat dans les projets stratégiques portés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier : le Plan Climat Energie Territorial; Ecocité; etc.,...
- l'étude sur le schéma directeur des Villages d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) de l'agglomération et notamment le projet de VEAS (VEAS) dédié à l'éco construction,
- le projet de création d'un pôle d'innovation de l'artisanat,
- le Pack croissance : un appui à la structuration d'un dispositif de soutien aux projets de croissance des artisans,
- l'emploi à travers la collaboration avec la Cyberbase, la participation aux Rencontres pour l'emploi organisées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur son territoire et l'action Recruter autrement portée par la CAPEB,
- l'accessibilité et la mise aux normes avant 2015,
- les déchets professionnels,
- l'accès aux marchés publics et de l'allotissement,
- l'élaboration d'un baromètre économique des entreprises artisanales de l'agglomération de Montpellier pour l'information sur les effectifs d'emploi dans les parcs d'activités à partir des statistiques du secteur.

La convention de partenariat précise ces champs de collaboration.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier propose d'allouer une subvention annuelle de 40 000 euros pour l'année 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Chambre départementale de l'Artisanat et des Métiers, l'Union Professionnelle Artisanale constituée de la Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment, la Confédération Générale de l'Alimentation en Détail et de l'Union Nationale de l'Artisanat des Métiers et Services,
- autoriser l'attribution et le versement d'une subvention de 40 000 euros à la Chambre des métiers et de l'artisanat au titre de l'année 2012,
- dire que les crédits correspondant à la dépense sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°9 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE D'ATTRIBUTION DES AIDES À LA PIERRE - CLÔTURE DE L'EXERCICE 2012 - AVENANT N°4 À LA CONVENTION SIGNÉE AVEC L'ETAT - AVENANT N°1 À LA CONVENTION DE GESTION DES AIDES À L'HABITAT PRIVÉ CONCLUE AVEC L'ANAH - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

En application de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est vue déléguer par l'Etat, pour une durée de 6 ans (2009-2014), la compétence pour l'attribution des aides publiques à la construction des logements sociaux et à la rénovation des logements privés.

A ce titre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a signé, le 29 juin 2009, une convention de délégation de compétence avec l'Etat, complétée par une seconde convention en date du 30 avril 2012 conclue avec l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) pour la gestion des aides à l'habitat privé.

Ces conventions prévoient qu'un avenant annuel dit « de fin de gestion » précise les dotations de crédits effectivement allouées à la Communauté d'Agglomération de Montpellier et, le cas échéant, les dotations complémentaires accordées au regard de l'évolution de la programmation. Ces avenants conditionnent le déblocage par l'Etat et l'Agence Nationale de l'Habitat, du reliquat d'autorisations d'engagement déléguées à la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Au terme de l'année 2012, le nombre de logements sociaux publics (création) et de logements privés (rénovation) à financer s'avère nettement supérieur aux prévisions initiales. Aussi la Communauté d'Agglomération de Montpellier a sollicité et obtenue une enveloppe complémentaire de la part de l'Etat et de l'ANAH, afin d'honorer

les demandes en attente.

La réalisation de logements sociaux publics :

L'avenant n°3 à la convention principale de délégation de compétence signée avec l'Etat en date du 24 mai 2012 fixait pour 2012 un objectif de 1 185 logements locatifs sociaux à financer (hors résidences pour étudiants et personnes âgées ou handicapées). L'avenant n°4 de fin de gestion permettra finalement de financer 1 493 logements, selon la répartition suivante :

Types de financements	Objectifs initiaux 2012	Logements financés 2012	Rappel objectifs PLH
PLAI	380	415	185 au moins (20 %)
PLUS	730	1 039	555 environ (60 %)
PLS ordinaire	75	39	185 au plus (20%)
TOTAL	1 185	1 493	925 *

* hors logements financés par ailleurs par l'Agence National de Rénovation Urbaine (ANRU) et hors résidences étudiantes et foyers pour personnes âgées ou handicapées

PLAI : prêt locatif aidé d'intégration

PLUS : prêt locatif à usage social

PLS ordinaire : prêt locatif social ordinaire (hors étudiants et foyers)

Les 415 logements à financer en PLAI se décomposent en 344 logements familiaux (contre 234 initialement) et 71 places d'hébergement ou logements adaptés à réaliser en structures collectives de type maison-relais/pension de famille (contre 146 initialement).

Les perspectives de réalisation 2012 sont donc supérieures à la fois aux attentes de l'Etat qui fixe, dans le cadre de la « feuille de route » régionale, 1 110 logements (PLUS-PLAI) à produire cette année dans l'agglomération, et à l'objectif du Programme Local de l'Habitat de 965 logements sociaux (PLUS – PLAI - PLS ordinaires) à réaliser par an, hors rénovation urbaine.

La création de 107 places en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) et en foyer d'accueil spécialisé pour personnes handicapées, ainsi que de 7 logements sociaux étudiants devrait en outre mobiliser 114 agréments PLS «spécifiques».

Enfin, 188 logements seront financés en Prêt Social Location-Accession (PSLA) pour 130 prévus initialement.

Pour atteindre ces résultats, le montant total des crédits délégués à la Communauté d'Agglomération est porté à 5 039 601 €, à comparer à 4 516 656 € en dotation initiale, dont 725 336 € dédiés au financement en PLAI de places d'hébergement et logements adaptés.

Le tableau annexé à la présente délibération détaille les projets inscrits à la programmation définitive du financement du logement social au titre de l'année 2012.

La rénovation de l'habitat privé ancien :

L'avenant n°1 à la convention de gestion des aides à l'habitat privé a pour objet de réajuster également à la hausse, au regard du prévisionnel de réalisation, le montant des enveloppes déléguées par l'ANAH à la Communauté d'Agglomération pour la rénovation du parc privé ancien au titre de l'année 2012.

Il permet en outre d'intégrer les évolutions réglementaires approuvées par le Conseil d'Administration de l'ANAH du 2 octobre 2012, relatives aux modalités de mise en place par l'Agence des autorisations d'engagements et crédits de paiement au bénéfice de la Communauté d'Agglomération.

Au terme de l'année 2012, la réhabilitation des parties communes des immeubles en copropriété concernera 265 lots d'habitation, contre un objectif initialement fixé par l'ANAH à 133, qui était nettement inférieur aux besoins exprimés par la Communauté d'Agglomération.

S'agissant de la lutte contre l'habitat indigne et très dégradé, 36 logements seraient finalement financés contre 56 prévus initialement.

Compte tenu du durcissement des conditions de financement des propriétaires bailleurs par l'Anah, 37 logements locatifs seront réhabilités et loués à loyers modérés après travaux, pour un objectif initial fixé à 66 logements.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier permettra également l'amélioration de 57 logements occupés par des propriétaires modestes au titre de la lutte contre la précarité énergétique ou de l'adaptation du logement au handicap ou au vieillissement, contre 125 prévus initialement.

Par ailleurs, 138 propriétaires occupants bénéficieront de l'Aide de Solidarité Ecologique attribuée au titre du programme national « Habiter Mieux » pour des travaux d'amélioration de la performance énergétique réalisés dans leur logement ou leur immeuble et permettant un gain de plus de 25% sur l'étiquette énergie.

Le montant des droits à engagement mis à la disposition de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour la rénovation de l'habitat privé est ainsi porté à 3 444 941 €, contre 2 485 864 € accordés initialement, soit une enveloppe supplémentaire de 959 077 €, à laquelle s'ajoute la dotation du programme national « Habiter Mieux » d'un montant de 256 942 €. Les engagements complémentaires prévus concernent essentiellement l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) de la copropriété des Cévennes 1, dont le programme de travaux et le plan de financement ont été revu à la hausse afin de mieux prendre en compte l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments.

L'annexe 2 de l'avenant à approuver modifie en outre les règles locales de recevabilité et d'octroi des aides de l'ANAH applicables pour l'année 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°4 à la convention principale de délégation d'attribution des aides à la pierre à intervenir entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Etat,
- approuver la programmation définitive du logement social pour l'année 2012, dont le détail figure dans le tableau joint en annexe ;
- approuver le projet d'avenant n°1 à la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé à intervenir entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Agence Nationale de l'Habitat,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ces avenants, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°10 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE COORGANISATION DE L'EXPOSITION SIGNAC, LES COULEURS DE L'EAU, AVEC LE MUSÉE DES IMPRESSIONNISMES GIVERNY - DEMANDE DE SUBVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Dans le cadre de la seconde édition du festival Normandie Impressionniste consacrée au thème de l'eau, le musée des impressionnistes Giverny organise une exposition consacrée à « Signac, les couleurs de l'eau ». Le musée Fabre de Montpellier, dont les prestigieuses collections montrent un riche panorama du XIX^e siècle français, souhaite s'associer à ce projet. Ainsi, les deux musées français présenteront successivement cette exposition du 29 mars au 2 juillet 2013 au musée des impressionnistes Giverny, puis du 13 juillet au 27 octobre 2013 au musée Fabre.

L'exposition comptera cent vingt œuvres environ, peintures, aquarelles et dessins. Elle sera complétée par une riche section documentaire (photographies, publications et correspondances) présentée avec le concours des Archives Signac. Les éditions Gallimard publieront à cette occasion le journal inédit de l'artiste, annoté par Marina Ferretti et par Georges Liébert. Enfin, les deux musées dédient cette exposition à la mémoire de Françoise Cachin, petite-fille du peintre, Directrice des musées de France, qui avait particulièrement œuvré à la restructuration du musée Fabre.

Dans cette optique, il est nécessaire de conclure une convention de coorganisation définissant les obligations et engagements respectifs des parties dans la mise en œuvre d'un certain nombre d'éléments communs à l'événement, et notamment pour les missions telles que le transport et la conservation des œuvres, ainsi que pour l'édition du catalogue.

Cette convention dispose ainsi que la liste d'œuvres communes est élaborée en collaboration entre les deux institutions, qui restent chacune libre d'ajouter toute œuvre pour sa seule étape, celle-ci restant de la seule responsabilité et aux frais exclusifs de ladite étape. Le musée des impressionnistes Giverny, assisté dès lors qu'il le souhaite par le musée Fabre, gère les demandes de prêt au nom des deux musées. Pour les œuvres communes, les conditions de prêt spécifiques ou frais supplémentaires (restauration, échanges de prêt...) sont examinées de concert. Un catalogue commun de l'exposition sera en outre édité, et les parties conviennent de mentionner l'autre partenaire dans les outils et opérations de communication.

Enfin, concernant les frais induits, les parties collaborent pour réduire autant que possible, dans le respect des conditions d'usage de prêt, les frais liés à la gestion administrative, au transport et au convoiement des œuvres. Chaque organisation gère séparément et prend en charge à ses frais exclusifs le déballage et remballage des œuvres, l'accueil des convoyeurs, l'installation, la muséographie, les dispositifs de présentation et de médiation, le personnel, la communication et les frais de représentation sur son étape. Les frais dits 'partagés', composés des frais de construction de caisse, de conservation, d'encadrement, de transport y compris des convoyeurs, de prêts réciproques, de droits d'auteurs et de suivi éditorial pour le catalogue, seront quant à eux avancés par chacun des partenaires aux différents stades de l'itinérance. Ils seront confrontés à l'issue de l'exposition et donneront lieu le cas échéant à une refacturation pour aboutir à une répartition équitable.

Le montant estimatif du budget total de cette exposition est de 980 000 €. Considérant l'importance de ce montant financier, il est proposé de formaliser des demandes de subventions les plus larges possible auprès de l'Etat, de la Région Languedoc-Roussillon et du Département de l'Hérault.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de coorganisation entre le musée Fabre et le musée des impressionnistes Giverny ;
- demander les subventions les plus larges possibles auprès de l'Etat, de la Région Languedoc-Roussillon et du Département de l'Hérault ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°11 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – COMMUNE DE BAILLARGUES - SITE STRATÉGIQUE PLAINE DU COLOMBIER - CONVENTION POUR LE FINANCEMENT DES ÉTUDES ET TRAVAUX RELATIFS À LA SUPPRESSION DU PASSAGE À NIVEAU N°33 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

La mise en service du contournement Nîmes-Montpellier (CNM) en 2017 va permettre de renforcer les services ferroviaires régionaux (TER) sur l'actuelle voie. Les communes et les secteurs desservis vont directement bénéficier de cette amélioration de l'offre de transport. Dans cette perspective le site de la Plaine du Colombier (125 ha) où se situe la halte ferroviaire de Baillargues a été identifiée au SCOT comme un des 11 sites stratégiques. L'aménagement de ces sites stratégiques, dont celui de Baillargues, a été déclaré d'intérêt communautaire en avril 2011.

Ainsi, la Plaine du Colombier a vocation à devenir un pôle urbain majeur de la seconde couronne de l'Est de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du fait de l'aménagement prochain d'un Pôle d'Echange Multimodal (PEM) qui permettra de rejoindre la gare centrale de Montpellier Saint Roch à 8 minutes.

Des études préliminaires conduites en partenariat avec toutes les collectivités impliquées, ont permis de définir et de chiffrer ce projet de PEM et de finaliser en juillet 2012 un accord portant sur le montage global qui regroupe les opérations suivantes :

- le Pôle d'Echanges Multimodal,
- la mise en accessibilité des quais ferroviaires,
- la dénivellation du passage à niveau n°33,
- les travaux de voirie à réaliser sur la route départementale RD26 en direction de Mauguio.

Les partenaires partagent l'objectif d'une mise en service de la première phase du PEM à la fin de l'année 2013, de sa deuxième phase ainsi que de la suppression du PN n°33 à l'horizon 2016, et de la rectification de la RD 26 à l'horizon 2017.

Un protocole d'accord pour le financement des études et travaux relatifs à la suppression du passage à niveau n°33 de Baillargues (classé prioritaire par l'Etat et RFF) a été approuvé par le Conseil de Communauté le 19 juillet 2012. Les signataires de ce protocole sont l'Etat/RFF, la Région Languedoc Roussillon, le Département de l'Hérault, la Commune de Baillargues et la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'objet de la convention qui vous est soumise à présent concerne les engagements réciproques des parties en ce qui concerne :

- le programme d'opération et la consistance des travaux à réaliser,
- les études d'Avant-Projet (AVP) et de Projet (PRO) relatives à ce programme de travaux,
- le calendrier général de l'opération,
- l'assiette et le plan de financement,
- les modalités de versement des fonds,
- les procédures administratives et foncières.

Le programme de l'opération est constitué par :

- la dénivellation du passage à niveau n°33 par un passage inférieur (pont-rail) d'un gabarit normal,
- les raccordements de voirie entre le rond-point Philippe Lamour sur la RN113 et la RD26 au sud.

Le délai prévisionnel de l'opération est de 50 mois au total, ce qui conduit à une livraison des ouvrages fin 2016.

Concernant la gouvernance : RFF assure la maîtrise d'ouvrage et impliquera étroitement le Département de l'Hérault, gestionnaire routier actuel. Une étroite collaboration devra être mise en place entre les différents maîtres d'ouvrage engagés dans les opérations connexes, pour assurer une coordination technique tant en phase de conception que lors de la réalisation des travaux.

Coût de l'opération et répartition du financement :

Conformément au protocole approuvé en juillet 2012, le coût de l'opération globale est évalué à 8 595 000 € (H.T.) aux conditions économiques de janvier 2011. Le plan de financement indicatif prévoit une participation :

- de RFF de 4,225 M € (49,10%)
- du Département de l'Hérault de 2,000 M € (23,30%)
- de la Région Languedoc-Roussillon de 0,760 M € (8,80%)
- de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de 1,180 M € (13,80%)
- de la Commune de Baillargues de 0,430 M € (5,00 %)

Les modalités de versement prévoient que le maître d'Ouvrage RFF procède à un premier appel de fonds de 15% du montant à la signature de cette dernière.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention avec RFF, la Région Languedoc-Roussillon, le Département de l'Hérault et la Commune de Baillargues pour le financement des études et travaux relatifs à la suppression du passage à niveau n°33,
- dire que les crédits sont prévus au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire...

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°12 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – GESTION DE L'AGRIPARC COMMUNAUTAIRE DU DOMAINE DE VIVIERS - COMMUNE DE CLAPIERS, ASSAS ET TEYRAN - BAUX RURAUX À LONG TERME - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est propriétaire d'une réserve foncière de 189 ha dont 88 ha environ de terres agricoles sur les Communes de Clapiers, Jacou, Teyran et Assas, à la suite de l'acquisition du Domaine de Viviers à la famille Pagézy en 2010.

L'exploitation agricole qui a majoritairement été abandonnée en 2008 est, à l'initiative de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en cours de relance depuis 2011 dans le cadre d'un projet d'Agriparc communautaire.

Les parcelles concernées sont toutes situées en zones agricoles ou naturelles des PLU des communes concernées, conformément au SCOT.

Des études ont été menées par le Cabinet Traverses et par la Safer Languedoc-Roussillon. Elles ont conduit à définir trois typologies de reconquête agricole pour la gestion de ce qui deviendra l'Agriparc du Domaine de Viviers : premièrement des céréales ou des cultures légumières ou fouragères bio sur le secteur Plan Guiraud, deuxièmement de la vigne et le maintien des oliviers sur le secteur Plan des Masques et une grande partie de la Plaine de Grattes, et troisièmement, sur les terres les plus riches au Nord-Est du Domaine et sur la Commune de Teyran, des cultures légumières en circuits courts ou des cultures innovantes.

Par délibérations successives du 17 avril, 25 mai et 8 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé la signature des neuf premiers baux à ferme confiés aux agriculteurs ou viticulteurs locaux. Deux agriculteurs pressentis pour planter de la vigne se sont désistés. Il convient aujourd'hui de les remplacer et d'attribuer le solde des terres qui n'avaient pas encore trouvé preneur par bail rural à long terme. En conséquence, il est proposé d'affecter deux lots à deux agriculteurs s'engageant à planter de la vigne, un lot à la SARL Terracoopa pour compléter son attribution précédente par des terres limitrophes de la première attribution et situées sur le territoire de la Commune d'Assas et enfin un lot attribué à un projet de création d'une ferme hélicicole (élevage d'escargots) sur la Commune de Teyran. Tous s'engagent à pratiquer une agriculture respectueuse de l'environnement.

Il est ainsi proposé d'attribuer :

- au GAEC du Domaine des Rosiers, ayant son siège 3 rue F Soubeyran à Jacou (34830), représenté par Mme Lançon Nicole, les parcelles sises sur la Commune de Clapiers, lieu-dit « Plaine des Grattes », cadastrées section BB n° 39 pour 1ha 6 a 24ca et BB n° 40 pour 94a 29ca, soit une contenance totale de 2ha 56a 53ca et un montant total annuel de 385,00 € ;
- à M. Tempier Philippe, domicilié 30 avenue des Cévennes, à Saint Vincent de Barbeyrargues, les parcelles sises sur la Commune de Clapiers, lieu-dit « Plaine des Grattes », cadastrées section BB n°65 pour 1ha 87a 60 ca et BB n°69 pour 1ha 65a 12ca , ainsi que la parcelle sise sur la Commune d'Assas, lieu-dit « Plaine de Gratte Ouest », cadastrée section E n°11 pour 43a 90ca, soit une contenance totale de 3ha 96a 62ca et un montant annuel de 595,00 € ;
- à la SARL TERRACOOA, coopérative à capital variable ayant son siège Hôtel de la Coopération, 55 rue Saint Cléophas à Montpellier (34070), les parcelles situées sur la commune d'Assas lieu-dit « Plaine de Gratte Ouest », cadastrées section E n°77 pour 68a 50ca et E n°94 pour 1ha 26a 10ca, soit au total 1ha 94a 60ca et un montant annuel de 292,00 € ;
- à M. Puigsegur Laurent domicilié 17 rue Roland Garros, à Jacou (34830), la parcelle sise sur la Commune de Teyran, lieu-dit « Grates », cadastrée section-C n°1432 pour 51a 78ca et un montant annuel de 100,00 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les baux à ferme à long terme consentis auprès du GAEC Domaine des Rosiers représenté par Mme Lançon Nicole pour 2ha 56a 53ca sur la Commune de Clapiers et un montant annuel de 385,00 €, à M. Tempier Philippe pour 3ha 96a 62ca sur les Communes de Clapiers et Assas et un montant annuel de 595 €, à M Puigsegur Laurent pour 51 a 78 ca sur la Commune de Teyran et un montant annuel de 100 €, à la SCRL Terracoopa pour 1ha 94a 60 ca sur la Commune d'Assas et un montant de 292 €,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928,
- autoriser le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les baux ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°13 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – SITE NATURA 2000 PLAINE DE FABRÈGUES-POUSSAN - CONVENTION DE PARTENARIAT POUR L'ÉLABORATION DU DOCUMENT D'OBJECTIF - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a été chargée de l'élaboration du document d'objectifs (DOCOB ou plan de gestion) de la zone Natura 2000 « Plaine de Fabrègues-Poussan » lors du Comité de pilotage qui a réuni

les partenaires concernés le 22 novembre 2011.

Natura 2000 est un réseau européen institué par la Directive sur la conservation des habitats naturels de la faune et de la flore sauvages, du 21 mai 1992. En cours de constitution, ce réseau doit permettre de réaliser les objectifs fixés par la Convention sur la diversité biologique, adoptée lors du Sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992 et ratifiée par la France en 1996.

Comme l'ensemble des États membres de l'Union Européenne, la France a sélectionné sur son territoire les sites naturels susceptibles de contribuer à la formation du réseau Natura 2000. Dans cette perspective, le site Natura 2000 FR 911220 « Plaine de Fabrègues-Poussan » a été désigné comme zone de Protection Spéciale par arrêté ministériel du 7 mars 2006, pour intégrer le réseau écologique européen Natura 2000.

Au stade actuel, le périmètre de la zone d'étude du site concerne 3 intercommunalités :

- la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour 2 870 hectares (67% de la superficie de la zone d'étude), répartis sur les Communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Pignan et Saussan ;
- la Communauté de Communes Nord Bassin de Thau pour 1 216 hectares (28,3% de la superficie de la zone d'étude), répartis sur les Communes de Montbazin et Poussan ;
- la Communauté d'Agglomération Bassin de Thau pour 205 hectares (4,7% de la zone d'étude) sur la Commune de Gigan.

Le DOCOB constitue le plan de gestion propre à chaque site. Etabli conformément à une méthodologie nationale, il permet de déterminer, sur la base d'un diagnostic écologique et socio-économique, les enjeux et objectifs de conservation, mais aussi les mesures à mettre en œuvre et leurs conditions d'accompagnement financier.

Le plan de financement de l'élaboration du DOCOB de la zone Natura 2000 « Plaine de Fabrègues-Poussan », dont le coût est évalué à environ 70 000 € T.T.C., a été approuvé lors du Conseil Communautaire du 29 novembre 2011. Afin d'organiser le partenariat administratif et financier entre les trois EPCI concernées par ce site, une convention a été mise au point qui prévoit le financement de la part des dépenses non subventionnée par l'Etat et l'Europe, soit environ 14 000 € T.T.C. La clé de répartition choisie, comme le plus souvent pour ce type de projet, est assise sur la population et sur la superficie des communes concernées. Les deux critères sont pondérés respectivement à hauteur de 30 et 70%.

Le montant de la contribution s'élève donc à :

- 3 704,40 € pour la Communauté de Communes du Nord Bassin de Thau ;
- et 1 117,90 € pour la Communauté d'Agglomération Bassin de Thau ;
- la Communauté d'Agglomération de Montpellier ayant à sa charge les 9 204, 20 € restant.

Ce montant sera mobilisé à part égale sur 2 ans (2013 et 2014).

Le suivi de l'élaboration du DOCOB par l'ensemble des parties sera réalisé dans le cadre d'un comité de pilotage dont la Communauté d'Agglomération de Montpellier assurera le secrétariat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de partenariat pour l'élaboration du Document d'Objectifs du site Natura 2000 "Plaine de Fabrègues-Poussan" à intervenir entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Communauté de Communes Nord Bassin de Thau et la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau,
- approuver le montant des contributions demandées à la Communauté de Communes Nord Bassin de Thau et à la Communauté d'Agglomération Bassin de Thau,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de partenariat, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°14 : DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIES NOUVELLES ET GESTION DES TEMPS - PROJET DE SCHÉMA RÉGIONAL CLIMAT AIR ENERGIE (SRCAE) - AVIS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Développement Durable, Energies Nouvelles et Gestion des Temps, rapporte :

Par courrier daté du 8 octobre 2012, le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault et le Président de la Région Languedoc-Roussillon ont notifié à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le projet de Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE), validé en séance plénière du Conseil Régional le 20 juillet 2012 et par arrêté préfectoral du 3 août 2012.

Conformément à l'article R.222-4 du Code de l'Environnement, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est invitée à émettre un avis au titre de sa compétence pour l'élaboration du Plan Climat Energie Territorial, du Schéma de Cohérence Territoriale, parce qu'elle a approuvé, lors du Conseil communautaire du 29 novembre 2011, son Agenda 21 et en sa qualité d'Autorité Organisatrice des Transports.

Le SRCAE a vocation à faciliter la coordination et la cohérence territoriale des politiques menées localement dans les domaines du changement climatique, de la qualité de l'air et de l'énergie, tout en contribuant à l'atteinte des objectifs européens pour atteindre les objectifs du « 3 x 20 » (20% de réduction des consommations énergétiques, 20% de réduction des émissions de gaz à effet de serre, 20% d'augmentation des énergies renouvelables à l'horizon 2020).

permettre d'atteindre les objectifs retenus dans le SRCAE, à savoir :

- revenir au niveau de consommations d'énergie de 2005 à l'horizon 2020 (soit une réduction de 9% par rapport à un scénario tendanciel) ;
- assurer une production d'énergies renouvelables représentant 32% de la consommation énergétique finale à l'horizon 2020 – actuellement cette production est de 10% sur le territoire régional ;
- réduire les émissions de gaz à effet de serre d'environ 34% en 2020 par rapport à 1990 ;
- réduire les émissions de polluants atmosphériques entre 2007 et 2020 de 44% pour les oxydes d'azote (NOx), de 24% pour les particules (PM_{2,5}), de 75% pour le benzène, de 31% pour les composés organiques volatils ;
- définir une stratégie d'adaptation aux effets attendus du changement climatique.

Le SRCAE fixe également les objectifs à atteindre à l'horizon 2050.

Le document soumis pour avis précise bien la place du SRCAE dans la hiérarchie des normes : les Plans Climat Énergie Territoriaux (PCET), les Plans de Protection de l'Atmosphère (PPA) et les Plans de Déplacements Urbains (PDU) doivent être compatibles avec lui ; les Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT) et les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) doivent, quant à eux, prendre en compte les Plans Climat Énergie Territoriaux (PCET).

L'action menée depuis de nombreuses années par la Communauté d'Agglomération de Montpellier au travers de ces documents de planification stratégique et de sa politique volontariste en matière de développement durable, s'inscrit pleinement dans les orientations du projet de SRCAE.

Ainsi, le SCOT de l'Agglomération de Montpellier, en articulation avec le PDU et le Programme Local de l'Habitat (PLH), anticipe en très large partie les orientations visant un urbanisme durable intégrant les enjeux énergétiques, climatiques et de qualité de l'air. Il promeut l'intensification des formes urbaines, une desserte efficace en transport en commun et la lutte contre l'étalement urbain.

Dans le domaine des mobilités, les ambitions portées à l'échelle de son territoire par la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans son PDU, vient renforcer les orientations du projet de SRCAE sous la forme de trois grands axes stratégiques : construire la ville des courtes distances, agir sur les comportements et déployer une offre de transport intermodale à l'échelle de la métropole.

La poursuite d'un urbanisme bioclimatique, tenant compte des spécificités méditerranéennes, l'intégration de la nature en ville et les objectifs de rénovation thermique, sont des sujets qui alimentent d'ores et déjà l'élaboration du Plan Climat, du PLH 2013-2018, et de la révision du SCOT.

Le projet de SRCAE fixe pour objectifs de préserver localement les terres à forte valeur agronomique et de favoriser une agriculture périurbaine. Dans cette perspective, il préconise la mise en place de périmètres de protection des espaces agricoles et naturels périurbains (PAEN) ou de zones agricoles protégées (ZAP). Il vise la division par deux de la perte des surfaces agricoles d'ici 2020, conformément aux dispositions de la Loi de Modernisation de l'Agriculture et de la Pêche du 28 juillet 2010.

Les actions menées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier envers l'agriculture périurbaine et le développement des circuits courts (guide des Agriparks de l'Agenda 21, gestion des baux ruraux au Domaine de Viviers, projet d'expérimentation agri-photovoltaïque...) s'inscrivent d'ores et déjà dans les orientations du projet de SRCAE.

Toutefois, l'objectif de division par deux de la perte des surfaces agricoles à l'horizon 2020 semble très ambitieux au niveau du territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans un contexte de croissance démographique soutenue et de réalisation de grandes infrastructures (Contournement Nîmes Montpellier, ligne nouvelle Montpellier Perpignan...).

Aussi, la prise en compte des spécificités territoriales locales pourrait être envisagée afin de rendre la contribution régionale à l'atteinte de l'objectif national plus réaliste, à l'image de l'adaptation, dans le cadre du SRCAE, des objectifs d'atteinte du 3x20 au contexte régional.

S'agissant du développement des énergies renouvelables, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a adopté en novembre 2011 son Schéma Directeur des Énergies Renouvelables (SDER), l'un des quatre « éco-projets » de son Agenda 21. Les projets de production d'énergie renouvelable, portés par ce schéma, ainsi que les pistes de réflexion poursuivies dans le cadre de l'élaboration du Plan Climat, viendront contribuer à l'atteinte de l'objectif fixé par le projet de SRCAE. Toutefois, compte-tenu d'une part, de la demande croissante en énergie liée au contexte démographique montpellierain et, d'autre part, vu le caractère limité du foncier mobilisable sur le territoire, l'objectif, à 2020, de production d'énergies renouvelables porté par le Plan Climat ne va pas au delà des 23% de la déclinaison française des objectifs européens. En particulier, les objectifs de production d'énergie renouvelable à partir de l'éolien, identifiés dans le projet de SRCAE semblent difficilement atteignables localement, malgré le projet d'implantation d'une ZDE sur les Hauts de Cournonterral, projet soutenu par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, identifié au SRCAE en zone présentant des enjeux jugés forts mais non rédhibitoires au développement de l'éolien.

Le projet de SRCAE détaille plusieurs actions relatives à la préservation de la ressource en eau et des milieux naturels dans un contexte d'évolution climatique, par le biais d'une optimisation de l'exploitation de la ressource, d'une diminution de la consommation et de la mobilisation de ressources complémentaires. A titre indicatif, une étude multi-usage sur le système karstique du Lez, élaborée sur 3 ans, est en cours de finalisation, analysant notamment les conséquences de l'évolution climatique sur la ressource. La mise en place d'une tarification incitative est envisagée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le cadre de l'élaboration du Schéma de l'eau, pourrait être un levier possible. Cependant, l'objectif de réduction des consommations d'au moins 5 à 10% semble ambitieux au regard de la croissance démographique.

Le projet de SRCAE du Languedoc-Roussillon, rassemble, au sein d'un seul document des enjeux et des stratégies

moins 5 à 10% semble ambitieux au regard de la croissance démographique.

Le projet de SRCAE du Languedoc-Roussillon, rassemble, au sein d'un seul document des enjeux et des stratégies jusqu'à présent traitées dans des démarches et des politiques publiques distinctes. Il définit un cadre « local » stratégique de lutte et d'adaptation au changement climatique auquel le Plan Climat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et par rayonnement le SCOT, le PLH, le PDU, apportent une mise en œuvre opérationnelle.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- émettre un avis favorable au projet de Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie ;
- demander que les spécificités locales soient prises en compte ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°15 EAU ET ASSAINISSEMENT – EAU BRUTE - DISSOLUTION DU SITIVS - MODALITÉS ET CONDITIONS DE RÉPARTITION PATRIMONIALES ET FINANCIÈRES - APPROBATION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Le Syndicat Intercommunal de Travaux d'Irrigation de la Vallée du Salaison (SITIVS) exerce depuis 1998 la compétence distribution d'eau brute sur les Communes d'Assas, Teyran et Guzargues (depuis 2007), adhérentes à la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup (CCGPSL) ainsi que sur les Communes de Jacou, Clapiers, Vendargues adhérentes à la Communauté d'Agglomération de Montpellier (CAM).

Suite à la prise de compétence « eau brute » par la Communauté d'Agglomération de Montpellier le 11 décembre 2008 et par la CCGPSL en 2010, ces intercommunalités interviennent en représentation substitution des Communes membres au sein du Comité Syndical du SITIVS, conformément aux dispositions des articles L5214-21 et L5216-7 du code Général des Collectivités Territoriales, le SITIVS ayant été érigé en Syndicat Mixte aux termes de l'arrêté préfectoral n°2010-1-3695 en date du 31 décembre 2010.

Aujourd'hui, et dans le cadre de la perspective d'exploitation des feeders d'eau brute par BRL pour le compte de la Région Languedoc-Roussillon au titre du projet Aqua Domitia, le Département de l'Hérault a souhaité rétrocéder la totalité de ses ouvrages à la Région. Cinq ouvrages sont concernés dont notamment la station et le supprimeur de « Combe Douce » ainsi que 7 kms de feeder exploités par le SITIVS. Ils sont destinés à l'alimentation du Nord Ouest Montpelliérain dans le cadre du projet Aqua domitia.

La cession par le Département à la Région des 2 équipements structurants (station et feeder) privant le SITIVS de structures de gestion ayant constitué le fondement de sa création, les intercommunalités le composant se sont rapprochées à l'effet de définir les modalités de répartitions patrimoniales et financières entre elles, et ce préalablement à la demande motivée conjointe de dissolution du SITIVS à la date du 31 décembre 2012, en conformité avec les dispositions des articles L.5212-33, L.5211-25-1 et L.5211-26 du Code Général des Collectivités Territoriales.

A la suite de la délibération du conseil syndical du SITIVS en date du 16 octobre 2012, la CCGPSL, par délibération en date du 22 octobre 2012, a demandé son adhésion à la compétence à la carte Eau brute du Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) pour les trois Communes d'Assas, Guzargues et Teyran à compter du 1^{er} janvier 2013, et a approuvé les modalités de dissolution du SITIVS et les conditions de répartition patrimoniales et financières proposées au 1^{er} janvier 2013.

Par délibération du 29 octobre 2012, le Conseil du SMGC a accepté la demande d'adhésion de la CCGPSL et approuvé ces mêmes modalités et conditions. Le Conseil Communautaire doit à son tour approuver ces dispositions qui ont été définies à partir des états suivants :

Les états d'inventaire de l'année 2012 du SITIVS (pour les 6 Communes) correspondant à l'état de l'actif dressé par le Comptable Public sont arrêtés à :

- Pour le compte 2158 (réseaux) : 2 646 811,44 €
- Pour le compte 218 (mobilier) : 4 428,78 €
- Pour le compte 13 (subventions) : 1 956 962,22 €

Ils représentent pour les 5 Communes (hormis Guzargues) :

- Pour le compte 2158 (réseaux) : 1 437 110,31 €
- Pour le compte 13 (subventions) : 1 049 944,64 €

L'état de la dette arrêté au 31 décembre 2012 (4 prêts), deux prêts relatifs à des investissements hors Commune de Guzargues auprès de la Caisse d'Epargne et deux prêts pour des investissements destinés à alimenter la Commune de Guzargues. L'annuité de la dette pour la partie hors Guzargues s'élève à 173 519,37 €, celle pour la partie concernant Guzargues s'élève à 350 514,52 €.

Les linéaires de réseau représentent :

- un linéaire total de 56 367,54 ml
- un linéaire de réseau uniquement sur la commune de Guzargues de 10 908,50 ml.

Compte tenu des éléments précités, et afin de procéder à la mise en œuvre de cette dissolution, il est proposé :

- Que lors de la répartition patrimoniale entre le SMGC et la CAM, les réseaux et emprunts affectés concernant la commune de Guzargues ne soient pas intégrés à la répartition mais fassent l'objet d'un transfert intégral au SMGC. Toutefois ces opérations ayant été engagées par le SITIVS dans le cadre d'une globalité territoriale antérieure à l'arrivée de la CAM, une soulte sera versée par cette dernière au SMGC d'un montant de 20 000 €.
 - Qu'au regard du linéaire de réseau devant être transféré aux deux structures, et compte tenu de ce que dessus, la clé de répartition soit arrêtée à 26% pour la CAM et 74% pour le SMGC. Cette clé s'appliquant également à la répartition de l'actif.
 - D'arrêter les linéaires de réseaux transférés au regard de cette répartition à :
Réseau SMGC : 44 569,94 ml
Réseau CAM : 11 797,60 ml
 - D'évaluer le transfert d'actif sous réserve d'ajustement au 31/12/2012, à :
Pour le SMGC : compte 2158 : 2 273 162,76 €
Compte 218 : 4 428,78 €
Compte 13 : 1 683 976,61 €
Pour la CAM : compte 2158 : 373 648,68 €
compte 13 : 272 985,61 €
 - D'arrêter le montant du transfert de charges d'emprunt à :
478 918,85 € pour le SMGC
45 115,04 € pour la CAM
 - Que le SMGC prendra en charge la totalité des emprunts après transfert des contrats à son bénéfice. La CAM versera à échéance semestrielle (au 30 juin et au 31 décembre) la quotité lui incombant.
- La Communauté d'Agglomération de Montpellier versera également au SMGC selon le rythme défini ci-dessus durant les années 2013 à 2018 le 1/6 de la soulte fixée à 20 000 €.
- Que la clé de répartition, concernant les résultats du compte administratif de l'exercice 2012 sera différente de celle précédemment arrêtée, pour être fixée à 79% pour le SMGC et 21% pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin de tenir compte d'une globalité de gestion ayant inclue la Commune de Guzargues.
 - Que l'ensemble de la procédure ainsi que les décisions y afférant soient mises en œuvre sous réserve de la contractualisation officielle des accords de rétrocession de la Région Languedoc-Roussillon avec le Département de l'Hérault.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la dissolution du Syndicat Intercommunal de Travaux d'Irrigation du Pic Saint Loup
- approuver les modalités de dissolution et les conditions de répartition patrimoniales et financières définies par la délibération du Conseil du SITIVS en date du 16 octobre 2012 et rappelées ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°16 EAU ET ASSAINISSEMENT – RÉALISATION DU SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - RACCORDEMENT DES EFFLUENTS DE PÉROLS À MAERA - AVENANT N°1 AU MARCHÉ DE TRAVAUX N°1930EA08 LOT N°1 CANALISATIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Par délibération n°8466 du 29 septembre 2008, le Conseil de Communauté a autorisé la signature du marché de travaux n°1930 pour la construction du réseau de raccordement des effluents de la Commune de Pérols sur la station d'épuration MAERA

Le lot n°1 du marché comportant une tranche ferme et trois tranches conditionnelles a été attribué au groupement d'entreprises SOGEA Sud (mandataire) / EHTP / SADE / SCAM TP / CSM BESSAC pour un montant total, sur la base du devis quantitatif estimatif, de 2 803 882,50 € H.T. soit 3 353 447,47 € T.T.C. dont un montant de 1 302 186,00 € H.T. soit 1 557 414,46 € T.T.C. pour la tranche ferme.

Lors de la réalisation des travaux de la tranche ferme, divers aléas de chantier ont nécessité des adaptations aux difficultés rencontrées. Ces modifications s'expliquent principalement par :

1- Des travaux rendus nécessaires du fait de nouvelles contraintes de chantier liées au décalage de l'opération :

- La prise en compte des aménagements du tramway sur l'avenue de la mer impliquant la pose de la canalisation sous le fossé le long du parc des expositions,
- Les adaptations des modalités de blindage des fouilles pour le tronçon longeant l'étang,
- Les contraintes imposées par le Département pour la pose de la canalisation en traversée de l'échangeur des Levades et la réfection de la chaussée, ainsi que l'aménagement d'une piste d'accès au regard de la ventouse, sur le terre-plein de l'échangeur,
- Prise en compte de l'aménagement récent de la voirie et du rond-point d'accès à la Park & Suites Arena,
- Le passage nécessaire sous un cadre pluvial.

2 - L'exécution des travaux non réalisés dans le cadre des autres lots du marché, pour des raisons de coordination avec les travaux de construction de la ligne 3 du tramway :

- Le raccordement sur le PR Fenouillet,
- Le raccordement de la ZAC Commandeur,
- La réalisation d'un tronçon gravitaire en aval de la ZAC Fenouillet.

3 - Des prestations complémentaires demandées par la Maîtrise d'Ouvrage :

- La protection des regards sur le réseau gravitaire contre les sulfures,
- Le prolongement du réseau de refoulement de chaque côté du forage dirigé sous l'échangeur des Levades, lié aux déplacements des points d'entrée et de sortie du forage dirigé préconisé par les études géotechniques.

Ces sujétions imprévues imposent une modification dans la nature des prestations à réaliser telles que décrites au CCTP du marché initial, et les adaptations quantitatives et financières correspondantes.

Un avenant n°1 au marché de travaux n°1930 lot n°1 s'avère donc aujourd'hui nécessaire afin de prendre en compte les incidences des adaptations du projet et les travaux supplémentaires sur la tranche ferme.

Cet avenant tenant compte de la création de prix nouveaux ainsi que des quantités réellement exécutées, génère une plus-value de 279 140,97 € H.T. qui se décompose de la manière suivante :

+ 26 993,31 € H.T pour la prise en compte des quantités réelles mises en œuvre sur les travaux exécutés et l'affermissement des prix nouveaux rendus nécessaires.

+ 180 668,33 € H.T. pour la réalisation de travaux initialement compris dans le lot 2 exécuté par anticipation pour être coordonné avec les travaux du tramway.

+ 71 479,33 € H.T pour la réalisation des travaux supplémentaires rendus nécessaires suite aux nouvelles demandes de la maîtrise d'ouvrage.

Le nouveau montant de la tranche ferme s'établirait alors à 1 581 326,97 € H.T. Le total du marché serait ainsi porté à 3 083 023,47 € H.T., soit une augmentation de 9,96% de son montant initial.

Les modifications présentées dans le présent avenant conduisent d'autre part à une augmentation des délais d'exécution de 3 mois. Ainsi, le délai d'exécution des travaux de la tranche ferme passe de 10 mois à 13 mois.

Les autres clauses du marché restent inchangées.

La Commission d'Appel d'Offres du 13 novembre 2012 s'est prononcée favorablement sur la conclusion de cet avenant n°1.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant n°1 au marché de travaux n°1930 EA 08 Lot n°1 Canalisations, pour le raccordement des effluents de Pérols à MAERA avec l'entreprise SOGEA Sud, portant le montant total du marché à 3 083 023,47 € H.T., soit 3 687 296,07 € T.T.C., et le délai d'exécution à 13 mois,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant au marché de travaux susvisés ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°17 : EAU ET ASSAINISSEMENT - RÉALISATION DU SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - RACCORDEMENT DES EFFLUENTS DE PÉROLS À LA STATION D'ÉPURATION MAERA - AVENANT N°1 AU MARCHÉ DE TRAVAUX N°1930 LOT N°4 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Le Schéma Directeur d'Assainissement a retenu le principe du raccordement à la station d'épuration MAERA des effluents de la Commune de Pérols. Cette opération est considérée comme prioritaire car conduisant à la déconnection des systèmes d'assainissement de cette commune du bassin versant de l'Etang de l'Or, milieu naturel superficiel à protéger.

La solution retenue prend en compte l'ensemble des effluents collectés sur la Commune de Pérols mais aussi sur les secteurs de Carnon, de l'aéroport et de Figuières sur la Commune de Mauguio.

Les travaux de cette opération ont été décomposés en quatre lots techniques, les trois premiers concernant la fourniture et pose des canalisations, et le lot n°4 la réalisation des postes de refoulement. Ce dernier lot comprend la construction et l'équipement de deux stations de refoulement, le poste des Faïsses, d'une capacité de pompage de 930 m³/h et le poste du Fenouillet d'une capacité de pompage de 1050 m³/h.

Par délibération n°8466 du 29 septembre 2008, le lot n°4 du marché de travaux a été attribué à entreprise SOGEA Sud, sise 381 avenue Mas d'Argelliers 34078 MONTPELLIER Cedex 03 pour un montant de 1 477 859,75 € H.T., soit 1 767 520,26 € T.T.C. ;

La rémunération de l'entreprise est globale et forfaitaire. La durée du marché est fixée à 12 mois dont 2 mois de préparation, 8 mois de travaux et 2 mois d'observation.

Les conditions de réalisation de ces travaux telles que prévues dans le marché ont été modifiées du fait de plusieurs sujétions d'ordre technique. Ces modifications visent à améliorer la technique de réalisation des 2 postes de refoulement notamment la phase terrassement, à renforcer les traitements préventifs et curatifs afin de lutter contre le développement d'odeurs liées au transfert des effluents et à faciliter les conditions de leur exploitation.

Elles portent, en particulier sur :

- * La réalisation des bâches des 2 postes de pompage par havage en lieu et place de la construction en déblai avec protection par palplanches initialement prévue au marché, amélioration proposée par l'entreprise qui génère une moins-value de 5 182,61 € H.T.
- * des travaux supplémentaires visant à renforcer le traitement des sulfures :
 - La mise en place d'un traitement au chlorure ferrique sur le poste de refoulement des Faïsses,
 - Le renforcement des volumes des cuves de réactifs nécessaires aux traitements en vue d'augmenter leur autonomie,
 - La protection des bétons de la bache du PR des Faïsses contre l'agressivité des sulfures et du traitement au chlorure ferrique.

Pour un montant total cumulé de 110 409,84 € H.T.

* des travaux supplémentaires améliorant les conditions d'exploitation, notamment :

- La modification de la voie d'accès au PR Fenouillet afin de prendre en compte les nouveaux aménagements de voiries réalisées dans le cadre de la ligne de tramway et sécuriser l'accès,
- La mise en place de portiques pour la manutention des pompes et équipements des postes.

Un avenant n°1 au marché de travaux n°1930 lot n°4 s'avère donc aujourd'hui nécessaire afin de prendre en compte les incidences des adaptations du projet et les travaux supplémentaires.

Cet avenant génère une plus-value globale de 222 102,17 € H.T.

Le nouveau montant total du marché serait ainsi porté à 1 699 961,92 € H.T., soit une augmentation de 15,02% du montant initial.

Les modifications présentées dans le présent avenant conduisent d'autre part à une augmentation des délais d'exécution de 2 mois passant de 12 à 14 mois.

Ce délai supplémentaire correspond à 1 mois de préparation pour les études d'exécution des prestations complémentaires demandées à l'entreprise et l'obtention des accords administratifs et 1 mois pour les travaux correspondants.

Les autres clauses du marché demeurent inchangées.

La Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 13 novembre 2012, a donné un avis favorable à ce projet d'avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant n°1 au marché de travaux n°1930 Lot n°4 pour le raccordement des effluents de Pérols à MAERA avec l'entreprise SOGEA Sud, portant le montant total du marché à 1 699 961,92 € H.T. et le délai d'exécution à 14 mois,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant au marché de travaux susvisés ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°18 : EAU ET ASSAINISSEMENT – KARST DE LA SOURCE DU LEZ - GESTION MULTI-USAGES DES AQUIFÈRES KARSTIQUES MÉDITERRANÉENS - LE LEZ, SON BASSIN VERSANT ET SON BASSIN D'ALIMENTATION ASSOCIÉ AU SYSTÈME KARSTIQUE DU LEZ - AVENANT N°1 À LA CONVENTION DE RECHERCHE & DÉVELOPPEMENT PARTAGES AVEC LE BRGM - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

En mai 2009, la Ville de Montpellier et le BRGM (Bureau de Recherches Géologiques et Minières) ont signé une convention de recherche et développement partagés afin d'acquérir des connaissances nouvelles sur l'aquifère de la source du Lez et sur ses potentialités en matière de ressource en eau.

D'autres objectifs comme la caractérisation de l'impact d'une gestion active sur les risques d'inondation et la proposition d'éléments pour une gestion concertée de la ressource étaient également assignés à cette convention.

Ces objectifs ont été déclinés en un programme d'actions qui a été discuté au préalable avec les partenaires techniques et financiers du projet (Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, Conseil Général de l'Hérault) ainsi qu'avec les services de l'Etat et qui doit permettre :

- de parfaire la connaissance du milieu karstique d'un point de vue géologique et du point de vue de ses propriétés hydrodynamiques,
- de réévaluer la ressource en eau exploitable au sein de l'aquifère et de caractériser les impacts éventuels de nouveaux scénarios d'exploitation,
- d'évaluer la vulnérabilité de l'aquifère karstique et de proposer des recommandations en termes d'aménagement du territoire,
- de produire un inventaire et un état des lieux de la biodiversité souterraine de l'aquifère du Lez,
- de caractériser le régime hydrologique du fleuve côtier Le Lez et de mieux évaluer l'aléa inondation et la qualité du milieu,
- d'étudier les effets de la gestion active actuellement menée sur la diminution des crues et de simuler ce quelle

pourrait être dans le futur (réduction volontariste des crues) en considérant différents scénarios climatiques, de besoins en eau et de soutien d'étiage,

- d'analyser du point de vue économique l'intérêt et la faisabilité d'une gestion multi-usages de cet aquifère karstique et de proposer des éléments pour un plan de concertation de la gestion de la ressource en eau.

Le coût de ce programme de recherche s'élève à 1 212 173 € H.T., financé à hauteur de 20% par la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur le budget annexe de l'eau potable depuis la prise de compétence en janvier 2010.

Le planning prévisionnel prévoyait un démarrage de l'étude en mai 2009 pour une restitution en novembre 2012 (42 mois). Toutefois, le projet de recherche ayant nécessité de nombreuses opérations de terrain mobilisant plusieurs équipes de recherche sur des durées supérieures à celles initialement prévues, il convient de prolonger de cinq (5) mois la durée du projet, de façon à permettre de produire les livrables dans de bonnes conditions.

C'est l'objet unique de l'avenant n°1 à la convention qui est donc sans incidence financière.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 de prolongation de délai à la convention de recherche et développement partagés entre le BRGM et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour la réalisation du projet de recherche "Gestion multi-usages des aquifères karstiques méditerranéens – le Lez, son bassin versant et son bassin d'alimentation associé au système karstique du Lez,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°19 : ENVIRONNEMENT – COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - CONVENTION AVEC LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN DE THAU POUR L'USAGE DU POINT PROPRIÉTÉ DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Par délibération n°7798 du 31 juillet 2007, le Conseil Communautaire a approuvé la signature d'une convention portant sur la répartition des charges d'exploitation du Point Propriété de Villeneuve-lès-Maguelone, initialement propriété du SIVOM de Frontignan et accessible aux habitants des communes de Vic la Gardiole et Mireval aujourd'hui intégrées à la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau. Cette convention, d'une durée de 3 ans, reconductible par accord entre les parties pour une durée supplémentaire maximale de 2 ans arrive à échéance le 31 décembre 2012. Il convient donc de la renouveler pour assurer la continuité du service rendu aux usagers des communes concernées et permettre à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de facturer à la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau les charges correspondantes réparties au pro rata des populations des Communes membres.

Les pourcentages de prise en charge, acceptés par les parties, sont établis sur la base du recensement de source INSEE en 2009, publié au 1^{er} janvier 2012, soit 59,13% pour Villeneuve-lès-Maguelone, 18,95% pour Vic la Gardiole et 21,92% pour Mireval.

La présente convention est conclue pour une durée d'un an renouvelable par accord des parties dans la limite de 5 ans soit au plus tard le 31 décembre 2018. Elle peut être résiliée par lettre recommandée avec avis de réception au moins 3 mois avant la date d'échéance à l'initiative de l'une ou l'autre des parties notamment en cas de modification de leur périmètre, compétences ou règles de fonctionnement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention passée avec la Communauté d'Agglomération du bassin de Thau pour l'usage du Point Propriété de Villeneuve-lès-Maguelone ;
- dire que les recettes sont inscrites au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 20 : ENVIRONNEMENT – COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - PROGRAMME LOCAL DE PRÉVENTION DES DÉCHETS - MODALITÉS DE PARTICIPATION FINANCIÈRE À L'ACHAT DE LOMBRICOMPOSTEURS PAR LES FOYERS EN HABITAT COLLECTIF - APPROBATION

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Par délibération n° 11172 du 8 octobre 2012, le Conseil communautaire a approuvé la signature de la deuxième

convention annuelle d'application relative au Programme Local de Prévention des déchets de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Dans les actions définies dès la deuxième année, et permettant de promouvoir la réduction à la source des biodéchets sur le territoire, il est prévu un soutien à l'acquisition de lombricomposteurs individuels pour les foyers résidant en habitat collectif et n'ayant pas accès à une solution de valorisation des biodéchets que ce soit par un compostage collectif en pied d'immeuble (en cours de développement) ou par une collecte sélective en porte à porte (utilisant les sacs orange). Ainsi, quels que soient son type et son lieu de logement, chaque habitant de l'Agglomération pourra trier et valoriser ses biodéchets.

Les lombricomposteurs mettent en œuvre des vers spécifiques de la dégradation des litières végétales qui transforment les déchets de repas non carnés en compost, dont les caractéristiques sont semblables à celles du compost de jardin.

Les lombricomposteurs sont vendus aux particuliers par diverses enseignes (jardinerie ou bricolage...), pour des montants variant actuellement de 70 à 140 euros.

Pour susciter le recours à ces équipements et accompagner les foyers volontaires, il est proposé d'attribuer à l'acquéreur un soutien financier d'un montant de 50 euros net de taxes, dans la limite des frais engagés par ce dernier, sur présentation de la facture originale d'achat et après signature d'une convention d'aide financière dont le modèle est joint à la présente délibération. Cette convention précise qu'il ne sera soutenu qu'un seul lombricomposteur par foyer et définit les engagements des deux parties : pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, outre le soutien financier, la mise à disposition d'une assistance technique au démarrage ; pour l'acquéreur, outre la bonne utilisation du matériel soutenu, son engagement à participer aux enquêtes de satisfaction faisant partie du dispositif d'évaluation de l'action.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le modèle de convention annexé à la présente délibération ;
- approuver le soutien à l'acquisition par les usagers volontaires de lombricomposteurs pour un montant de 50,00 Euros par foyer, dans la limite des frais d'acquisition engagés par les bénéficiaires ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°21 : ENVIRONNEMENT – COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - ETUDE SUR LA MISE EN ŒUVRE D'UNE FISCALITÉ INCITATIVE - DEMANDE D'AIDES FINANCIÈRES

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

La compétence « collecte des déchets ménagers et assimilés » a été transférée à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le 1^{er} janvier 2004. Cette modification statutaire traduit la volonté de maîtriser à l'échelle d'un territoire cohérent l'ensemble des filières de collecte, tri, valorisation et traitement des déchets. En accompagnement de ce transfert de compétence, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) à taux unique a été instituée par délibération n°5415 du Conseil de Communauté du 29 septembre 2003.

La TEOM demeure la principale source de financement des services de gestion des déchets ménagers et assimilés. Elle varie en fonction de l'assiette foncière des locaux imposés et ne dépend donc pas des quantités et qualités de déchets présentés à la collecte.

En 2006, le dispositif de financement des services de gestion des déchets a été complété par l'instauration de la redevance spéciale qui met à contribution, conformément à l'article L2333-78 du Code Général des Collectivités Territoriales, les gros producteurs de déchets assimilés aux déchets des ménages et collectés dans le cadre de la collecte publique.

Dans la continuité de la mise en place dans les années 1990 et 2000 des dispositifs de tri et des nouveaux modes de traitement et de valorisation des déchets ménagers et assimilés, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a initié au début des années 2010 des démarches spécifiques visant, au-delà du tri et de la valorisation, à réduire les quantités de déchets produites. De nombreuses actions ont été définies et sont en cours de développement dans le cadre d'un ambitieux programme local de prévention des déchets, signé pour la période 2011-2015 avec l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME).

Parallèlement, la loi Grenelle II promulguée en juillet 2010 rend obligatoire la mise en place d'une tarification incitative, comme levier complémentaire destiné à induire des modifications de comportements à même de contribuer à la réduction des déchets. Les ajustements progressifs de ce nouveau dispositif réglementaire, qui n'est pas encore totalement défini à ce jour, traduisent les interrogations légitimes des différentes parties prenantes à cette évolution attendue des modes de financement de la gestion des déchets.

C'est dans ce contexte que la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite engager une étude relative à la mise en œuvre d'une fiscalité incitative pour le financement de la gestion des déchets. Il ne s'agit pas à ce stade d'une étude pré opérationnelle, mais bien d'une réflexion qui doit permettre d'analyser, en amont de toute décision de mise en œuvre et en prenant en compte les spécificités géographiques, économiques et sociales du territoire de l'Agglomération, les conséquences d'un passage à une telle fiscalité, d'un point de vue à la fois technique,

financier et organisationnel.

Le budget prévisionnel de cette étude est fixé à 30 000 € H.T. Elle entre dans le cadre du règlement des aides financières de l'ADEME.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter les aides financières de l'ADEME pour la réalisation d'une étude sur la mise en œuvre d'une fiscalité incitative,
- dire que les crédits nécessaires au paiement de cette étude sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité

AFFAIRE N°22 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY CINQUIÈME LIGNE - MARCHÉ N°8.824 D'ASSISTANCE FONCIÈRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la 5^{ème} ligne de tramway (ex ligne 4) de la Communauté d'Agglomération de Montpellier entre Lavérune et Prades le Lez.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la 5^{ème} ligne de tramway.

Par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le bilan de la concertation préalable et le programme définitif de l'opération et du projet de la 5^{ème} ligne de tramway à soumettre à l'enquête publique.

Le présent marché porte sur une mission d'assistance pour les acquisitions foncières et comprend l'accomplissement de l'ensemble des démarches et formalités visant à la maîtrise foncière des terrains, parties de terrains et immeubles nécessaires à la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway. Il comporte l'enquête parcellaire initiale et complémentaire, les servitudes d'ancrage, les acquisitions foncières et les études de dureté foncière.

Le marché est passé pour une durée de 7 ans à compter de sa date de notification. C'est un marché à bons de commande à prix unitaires, d'un montant minimum de 400 000 € H.T. et d'un montant maximum de 1 800 000 € H.T.

Pour l'attribution de ce marché, TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, a lancé une procédure négociée conformément aux articles 144-I-1°, 165 et 166 du Code des Marchés Publics.

L'avis d'appel public à candidatures a été envoyé à la publication le 22 mai 2012.

Quatre candidatures ont été reçues dans les délais. La sélection des candidatures a eu lieu le 13 juillet 2012. Les quatre candidatures ont été retenues.

Le Représentant de l'entité adjudicatrice, en présence des membres de la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 11 septembre 2012, a procédé à l'ouverture des offres initiales. Une offre a été reçue. Après analyse de l'offre reçue, la phase de négociation s'est engagée avec le candidat ayant remis une offre.

Le Représentant de l'entité adjudicatrice, en présence des membres de la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 25 octobre 2012, a procédé à l'ouverture de l'offre négociée. Le candidat ayant participé à la négociation a remis une nouvelle offre.

L'analyse des offres a été effectuée, conformément au règlement de la consultation, selon les critères et pondérations ci-après :

- valeur technique de l'offre au regard des exigences du cahier des charges pour 50%,
- prix des prestations pour 30%,
- délais pour 20 %.

A l'issue de cette procédure de mise en concurrence, la Commission d'Appel d'Offres réunie le 13 novembre 2012 a décidé de retenir l'offre du groupement d'entreprises SETIS / SCET, mandataire SETIS de Montpellier (34), jugée satisfaisante au regard des critères définis dans le règlement de la consultation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de marché n°8.824,
- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération, à signer le projet de marché avec le groupement d'entreprises SETIS / SCET, mandataire SETIS de Montpellier (34) pour un montant minimum de 400 000 € H.T. et maximum de 1 800 000 € H.T.,
- dire que les crédits nécessaires au marché dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°23 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY TROISIÈME LIGNE, EXTENSION OUEST DE LA PREMIÈRE LIGNE ET LIGNE 4 LA CIRCULADE - AVENANT N°1 AU MARCHÉ N°3.581 DU MOBILIER URBAIN EN LIGNE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°6289 du 21 décembre 2004, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la 3^{ème} ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier.

Par arrêté n°2007-01-1185, en date du 18 juin 2007, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique les travaux et acquisitions nécessaires à la réalisation de la 3^{ème} ligne et à l'extension ouest de la ligne 1 du tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Par délibération n°9764 du 28 septembre 2010, le Conseil de Communauté a approuvé le projet de marché et a autorisé TaM à signer le marché n°3.581 avec le groupement d'entreprises TECHNICFER / URBAN'NT, mandataire TECHNICFER de Montpellier (34), pour un montant de 1 128 155 € H.T.

Ce marché porte sur la fourniture et la pose de mobilier urbain en acier galvanisé thermolaqué, acier inox et fonte et bois pour les bornes hautes et bases, les bancs, les corbeilles à papier, les racks à vélo, les grilles d'entourage des arbres, les clous, les barrières et les abris container.

Il comprend une tranche ferme et deux tranches conditionnelles.

La tranche ferme intègre l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation et à la pose du mobilier urbain de Mosson au terminus Pérols,

La tranche conditionnelle n°1 intègre l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation et à la pose du mobilier urbain du secteur A (Juvignac),

La tranche conditionnelle n°2 intègre l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation et à la pose du mobilier urbain du secteur F (Lattes).

Le projet d'avenant n°1 a pour objet :

- la modification du délai global qui passe de 15 à 17 mois à compter de la notification du marché, du fait des décalages de l'achèvement des travaux de revêtements de surface et de la mise en place du fonctionnement des espaces définitifs,
- la prise en compte de travaux supplémentaires et de modifications de programmes du fait de modifications du phasage des travaux et de prestations supplémentaires, notamment la pose de mobiliers au droit de la station Rives du Lez, l'ajout de mobiliers spécifiques pour matérialiser les points de manœuvre tramway sur la Place Gibert et l'ajout de grilles d'entourage d'arbre.

Le montant de l'avenant s'élève à 173 368 € H.T. et porte le montant total du marché à 1 301 523 € H.T., représentant une augmentation d'environ 15,37%

Le montant total de l'opération de la 3^{ème} ligne de tramway reste inchangé.

La Commission d'Appel d'Offres réunie en date du 13 novembre 2012 a donné un avis favorable à cet avenant n°1 au marché.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 au marché n°3.581 du mobilier urbain en ligne,
- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération, à signer le projet d'avenant n°1 avec le groupement d'entreprises TECHNICFER / URBAN'NT, mandataire TECHNICFER de Montpellier (34), portant le montant du marché à 1 301 523 € H.T.,
- dire que les crédits nécessaires au marché dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 24 : PROTECTION DES ANIMAUX, FOURRIÈRE ANIMALE – EXPLOITATION DE LA FOURRIÈRE ANIMALE - ACTUALISATION DES TARIFS DE PRISE EN CHARGE DES ANIMAUX - APPROBATION

Mme D. SANTONJA, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Protection des animaux, Fourrière Animale, rapporte :

Par délibération n°8633 du 15 janvier 2009, le Conseil de Communauté a autorisé la signature de la convention constitutive de groupement de commandes pour l'attribution du marché de prestations de service relatifs à l'exploitation de la fourrière sise au lieu dit Carré du Roi sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

La convention de groupement de commandes est conclue entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau, la Communauté de Communes du Nord Bassin de Thau et les Communes de Mauguio et de Palavas-les-Flots, et les prestations objet du marché d'exploitation concernent pour les animaux errants :

- leur récupération et leur conduite dans les locaux de la fourrière ;
- leur accueil ;
- la recherche du propriétaire et si nécessaire la pose d'un procédé d'identification;
- leur inspection sanitaire et vaccination ;
- leur garde au sein des équipements de la fourrière pendant la durée légale ;
- leur cession au refuge ou euthanasie en fonction de leur état sanitaire.

A l'issue de la procédure de mise en concurrence, lors de sa séance du 22 septembre 2009, la Commission d'Appel d'Offres a décidé de retenir la Société de Protection des Animaux comme exploitant de la fourrière.

Les prestations du marché d'exploitation sont rémunérées par un prix global et forfaitaire annuel.

Par délibération n°9184 du 27 octobre 2009 la Communauté d'Agglomération de Montpellier a fixé les tarifs facturés aux propriétaires qui viennent récupérer leur animal.

Ces tarifs sont inchangés depuis leur adoption, il convient donc de les actualiser.

Les tarifs proposés par au 1^{er} janvier 2013 sont définis comme suit, toutes charges comprises :

- Récupération et conduite : 100 € (soit + 5€)
- Pose d'un procédé d'identification : 77 € (soit + 2€)
- Inspection sanitaire et vaccination : 57 € (soit + 2€)
- Garde : 1^{er} jour 21 € ensuite 12 € par jour (soit + 1€/jour)

Les tarifs relatifs à la recherche du propriétaire (10 €) et aux frais de dossier (10 €) restent inchangés.

Il est précisé que conformément au marché conclu avec l'exploitant, afin de favoriser les procédures de recherches de propriétaires et d'éviter une saturation de la fourrière, celui-ci perçoit un intéressement sur les recettes perçues par la Communauté d'Agglomération sur la base d'un pourcentage fixé contractuellement et qui évolue en fonction du nombre de propriétaires ayant récupéré leur animal.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'actualisation pour 2013 des tarifs liés à la prise en charge des animaux et imputables aux propriétaires venant récupérer leur animal en fourrière,
- dire que les crédits sont inscrits au budget communautaire au chapitre 921,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité (Mme Bénézech ne prend pas part au vote).

AFFAIRE N°25 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – SIMI 2012 - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER, LA SAAM ET LA SERM - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme G. Deloncle, Vice-Présidente, Présidente suppléante de la Commission MMT : Développement Economique et Emploi, rapporte :

La Société d'Economie Mixte de la Région Montpelliéraine (SERM) et la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) sont des acteurs majeurs de l'aménagement et du développement économique de notre territoire. Les synergies développées entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et ces sociétés sont un des principaux éléments de notre dynamisme.

Cette action concertée doit être mise en œuvre dans les salons professionnels de dimension nationale et internationale afin d'optimiser la commercialisation de nos principales opérations immobilières et d'aménagements.

Le SIMI, salon de l'immobilier d'entreprises, rassemble pendant trois jours près de 22 000 professionnels et 400 exposants représentant l'intégralité de l'offre immobilière et foncière et également l'ensemble des services associés à l'immobilier et l'entreprise.

Il s'agit donc pour la SERM et la SAAM d'un rendez-vous privilégié afin de promouvoir leurs opérations et favoriser les prospects. Le succès des actions entreprises au cours de ces salons appelle une forte mobilisation de leurs équipes, dirigeants, administrateurs de la société et techniciens.

Ce succès passe aussi par la capacité à mobiliser les élus et les responsables cadres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour apporter aux investisseurs et autres opérateurs des réponses appropriées et globales aux besoins exprimés.

La présente convention a pour objet de définir les modalités du partenariat à développer entre ces trois acteurs, dans le cadre de cet événement majeur en matière de développement économique, notamment concernant :

- les actions financées et développées spécifiquement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour ce type de salon professionnel,
- la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la stratégie de commercialisation et de communication,
- les missions et le rôle des élus et des cadres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- les modalités de prise en charge des frais inhérents à la participation à ce rendez-vous économique de renommée internationale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine et la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier relative à leur participation au SIMI du 5 au 7 décembre 2012,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention et l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité (Mme H. Mandroux, MM J.-P. Moure, J.-L. Gély, G. Pastor, M. Dufour, J. Touchon, M. Passet, M. Lévi, J. Martin ne prennent pas part au vote).

AFFAIRE N°26 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET EMPLOI – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE CENTRE DE COMPÉTENCES EN CALCUL HAUTE PERFORMANCE HPC@LR ET LE BIC DE MONTPELLIER AGGLOMÉRATION - APPROBATION

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Économique et Emploi, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite favoriser la création d'emplois durables sur son territoire. Pour ce faire, le soutien de la création d'entreprises innovantes est l'un des axes forts de sa politique de développement économique.

Les deux pépinières d'entreprises de Montpellier Agglomération Cap Oméga et Cap Alpha, sous le label Business & Innovation Centre (BIC), permettent aux porteurs de projets et aux jeunes entreprises innovantes de bénéficier à la fois d'une solution immobilière et de conseils appropriés.

Le but est de les accompagner en phase de création en optimisant les chances de réussite et en réduisant les risques, ceci afin de favoriser la création d'entreprises innovantes à fort potentiel de croissance, créatrices d'emplois et de richesses, et de faciliter l'installation de ces entreprises sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Dans un souci d'excellence, le BIC de Montpellier Agglomération s'attache à fournir toujours plus de services à haute valeur ajoutée auprès des créateurs d'entreprises innovantes qui le rendent plus discriminant et attractif.

Ainsi, pour augmenter leur caractère innovant et/ou accélérer la mise sur le marché de leurs solutions, un certain nombre de start-up accompagnées par le BIC ont des besoins en calcul haute performance et sont susceptibles de recourir aux services du centre de compétences HPC@LR.

Créé en juin 2010, le centre de compétences HPC@LR, est une plateforme technologique dévolue au calcul intensif (High Performance Computing - HPC) à destination des entrepreneurs, des chercheurs et ingénieurs des secteurs public et privé ainsi qu'aux enseignants qui ont besoin de traiter informatiquement de très grosses quantités de données.

Porté par l'Université Montpellier 2 (co-financé par la Région LR et le FEDER), le centre HPC@LR permet aux utilisateurs d'accéder (sous forme de prestations de services payantes) aux ressources techniques de la plateforme pour accélérer leurs codes informatiques, faire face à leurs besoins de calculs sophistiqués sur des données volumineuses qui nécessitent des méthodes complexes.

C'est pourquoi, il est envisagé de passer une convention de partenariat avec le centre de compétence HPC@LR – UM2.

La présente convention a pour objectif de permettre aux entreprises et projets innovants accompagnés par le BIC de Montpellier Agglomération de bénéficier gratuitement d'heures de calcul sur la plateforme HPC@LR, à raison de 5000 heures/entreprise sur une durée de 3 ans.

En contrepartie, le BIC de Montpellier Agglomération prescrira les services de HPC@LR auprès des entreprises et projets innovants qu'il accompagne.

Cette convention est sans incidence financière.

La présente convention est signée pour une durée de trois ans, renouvelable par voie d'avenant pour la même durée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention avec l'Université de Montpellier 2 pour le nom et compte du centre HPC@LR,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention avec l'Université de Montpellier 2 pour le nom et compte du centre HPC@LR, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°27 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET EMPLOI – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA SOCIÉTÉ CONSEIL PLUS GESTION ET LE BIC DE MONTPELLIER AGGLOMÉRATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Le Business Innovation Centre (BIC) de la Communauté d'Agglomération de Montpellier qui réunit les deux pépinières d'entreprises Cap Oméga et Cap Alpha permet aux porteurs de projets et aux jeunes entreprises innovantes de bénéficier à la fois d'une solution immobilière et d'un accompagnement personnalisé poussé dans l'attente que soient réunies les conditions de leur implantation définitive.

L'objectif est donc de les accompagner en phase de création en optimisant les chances de réussite et en réduisant les risques, ceci afin de favoriser l'émergence de projets innovants, à fort potentiel de développement, créateurs d'emplois et de richesse et de faciliter ainsi l'installation de ces entreprises sur le territoire de la Communauté d'Agglomération. Le BIC de Montpellier Agglomération accompagne les porteurs de projet ou les jeunes entreprises dans leurs démarches en vue de trouver des financements nécessaires à leur développement, de la formation pour acquérir les connaissances et les outils nécessaires au pilotage de l'entreprise, des conseils d'expert ou bien encore à mettre ces entreprises en relation avec les acteurs de l'environnement.

Dans le cadre de sa mission d'accompagnement de projets innovants, le BIC de Montpellier Agglomération joue un rôle moteur dans le renforcement des fonds propres des start-up qu'il accompagne pour en faire des entreprises à forte croissance. En effet, l'absence de fonds propres handicape fortement les capacités d'investissement de ces jeunes sociétés, ralentissant ainsi leur développement. De plus, le processus de levée de fonds s'étale sur de longs mois et mobilise un temps considérable pour le dirigeant, ce qui entrave considérablement leur rythme de croissance.

Face à cette problématique, le BIC a mis en place un certain nombre d'actions afin d'améliorer l'accès aux capitaux privés pour les jeunes entreprises innovantes de Montpellier Agglomération telles que :

- Montpellier Capital Risque : une rencontre annuelle entre une trentaine de Fonds d'Investissement en Capital Risque et quinze dirigeants de Start-up
- Jump'Invest : un cercle d'investisseurs ouvert à tous (fonds de capital risque, business angels, particuliers investisseurs) qui se mobilise pour investir au démarrage sur de très jeunes pousses.

Au-delà de ces actions, face au contexte de crise grandissant et à la raréfaction des fonds investis dans les start-up, le BIC de Montpellier Agglomération se doit de nouer des relations étroites avec des fonds susceptibles d'investir dans les jeunes pousses du territoire communautaire.

Dans le même temps, certains fonds d'investissement sont à la recherche de prescripteurs de qualité, capables de suivre dans la durée et de manière professionnelle les sociétés qu'ils financent.

Pour ce faire, une première convention de partenariat est envisagée entre le BIC de Montpellier Agglomération et CPG (Conseil Plus Gestion), société de gestion entrepreneuriale, qui envisage la création d'un nouveau Fonds Commun de Placement à Risques (FCPR), souscrit auprès d'institutionnels financiers de long terme.

Le FCPR a vocation à investir sur 3 ans dans une vingtaine d'entreprises innovantes en priorité dans les trois régions : PACA, Languedoc-Roussillon et Rhône-Alpes avec un montant moyen de 300 k€/entreprise pour (co)financer des entreprises en phase d'amorçage dans les secteurs suivants :

- Microélectronique
- Télécommunications
- Logiciels
- Multimédia
- Maîtrise de la demande en énergie
- Solaire
- Eolien
- Hydraulique
- Energies marines et la géothermie
- Biomasse et les bioénergies
- Hydrogène et le stockage de l'énergie
- Le couplage et l'intégration des systèmes énergétiques

Ce partenariat vise notamment :

Pour le BIC de Montpellier Agglomération, à :

- Accroître les sources de financement de l'innovation et l'amorçage pour les jeunes entreprises qu'il accompagne
- Réduire les délais d'instruction et de décisions d'investissement pour les entreprises
- Obtenir une indemnisation sur le temps de suivi des entreprises du territoire communautaire financées par le fonds de 1 850 € H.T./jour dans la limite de 30 000 € H.T. par an.

Pour le fonds d'investissement, à :

- Bénéficier d'une prescription de qualité d'entreprises accompagnées par le BIC (15 entreprises prescrites sur 3 ans)
- Diminuer le risque en s'appuyant sur l'expertise du BIC pour assurer le suivi des entreprises financées (7 à 8 entreprises financées sur 3 ans)

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention avec CPG (Conseil Plus Gestion),
- approuver le tarif d'indemnisation ci-dessus,
- dire que ce tarif sera appliqué à CPG à compter du 1^{er} janvier 2013,

- dire que les recettes sont inscrites au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention avec CPG, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité :

AFFAIRE N°28 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations scientifiques d'envergure nationale ou internationale sur Montpellier, s'appuyant sur le potentiel de recherche local.

Ces événements contribuent à la notoriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et représentent une activité économique à part entière. En effet, selon une étude de l'Office du Tourisme de Montpellier, un congressiste dépense en moyenne 275 € par jour (estimation de 2011).

Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès prévu au Budget Primitif 2012, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

77^{ème} Congrès National de la CNA - Confédération Nationale des Avocats

La Confédération Nationale des Avocats, section locale de Montpellier, sous l'autorité de sa Présidente, Madame Catherine SZWARC, a organisé du 11 au 14 octobre 2012, à l'Opéra Comédie de Montpellier, une manifestation intitulée « 77^{ème} Congrès National de la CNA - Confédération Nationale des Avocats ».

Ce congrès national qui s'est déroulé cette année à l'opéra Comédie de Montpellier, sur le thème des nouveaux métiers de l'avocat, a accueilli plus de 400 participants et près de 60 personnalités, comme des avocats de renom, des universitaires reconnus, des auteurs et personnalités locales avec la présence exceptionnelle de Monsieur Robert Badinter. Les nouvelles orientations de la profession ont été abordées par le biais de formations pratiques délivrées par des spécialistes de différents domaines. Ont eu lieu également de nombreux débats au cœur de l'actualité politique et des groupes de travail traitant de sujets innovants et des nouveaux services rendus par les avocats.

Une subvention de 10 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

IRL 2012 – L'Humain au cœur des réseaux

Le Club Business 34 LR, sous l'autorité de son Président, Monsieur Bertrand THIEBAULT, organisera le 6 décembre 2012, à Sup de Co Montpellier, une manifestation intitulée « IRL 2012 – L'humain au cœur des Réseaux ».

Cette manifestation annuelle a l'objectif de promouvoir l'importance des réseaux sociaux tant réels que numériques, de faire découvrir les principaux réseaux économiques du territoire tout en favorisant les rencontres inter réseaux, en particulier sur des terrains inattendus. De nombreux ateliers, à thématiques diverses liées aux réseaux et reprenant le thème de cette année, seront animés par des experts reconnus dans le monde numérique et des nouvelles technologies. Plus de 450 participants sont attendus, dont les membres des 15 réseaux économiques montpellierains ainsi des chefs d'entreprises, des cadres salariés, des décideurs locaux, des porteurs de projets et des étudiants.

Une subvention de 5 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature de la convention entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les organisateurs,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°29 : INSERTION PAR L'ECONOMIQUE – ASSOCIATION INTERDÉPARTEMENTALE ET RÉGIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'INSERTION PAR L'ECONOMIQUE (AIRDIE) - CONVENTION - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Insertion par l'Economique, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence « Insertion par l'économique » et, dans ce cadre, souhaite soutenir l'action menée par l'Association Interdépartementale et Régionale pour le Développement de l'Insertion par l'Economique (AIRDIE).

L'AIRDIE, financeur solidaire pour l'emploi, créé en 1994, est un acteur régional doté d'une antenne à Montpellier. L'association soutient :

- 1- les projets de création d'entreprises des personnes en difficulté d'accès au financement. Elle dispose pour le

compte de partenaires bancaires de délégations de décision sur des enveloppes de prêts. Elle dispose aussi de fonds de financements propres et de garanties bancaires ;

- 2- les projets de structures d'utilité sociale porteuses d'emplois, par le renforcement des fonds propres et l'attribution de garanties.

Les partenaires de l'AIRDIE sont le Conseil Régional Languedoc-Roussillon (295 000 €), l'Europe (FSE : 270 000 €), le Ministère de l'Emploi (225 000 €), le Département de l'Hérault (216 000 €), le Département de l'Aude (100 000 €), le Département du Gard (90 000 €), le Département des Pyrénées Orientales (100 000 €), le Département de la Lozère (67 000 €), la Caisse des Dépôts (76 000 €), l'Agefiph (22 100 €) et France Active (26 100 €).

Sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, qui concentre 17 à 20% de l'activité régionale, l'AIRDIE soutient entre 50 et 80 créateurs d'entreprises par an. Ces créations permettant de générer un peu plus de 100 emplois par an. Par ailleurs, l'AIRDIE a soutenu, depuis 2005, plus de 70 structures de l'Economie Sociale et Solidaire (associations, SCOP, SCIC) porteuses d'utilité sociale et d'emplois (plus de 200 nouveaux emplois créés et 650 emplois consolidés en 6 ans).

La Communauté d'Agglomération intervient déjà sur le champ de la création d'entreprise, par le biais de ses propres outils : le Business Incubation Center (BIC) et la Cyber Base, ainsi que par le soutien apporté à des opérateurs locaux de la création et reprise d'entreprises. Aujourd'hui, le microcrédit solidaire viendrait compléter la palette des outils sur une cible pour laquelle la Communauté d'Agglomération souhaite renforcer son action.

Etant donné les enjeux en termes économiques, d'emplois et de solidarité, il est demandé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier d'accorder à l'AIRDIE une subvention de 10 000 euros, au titre de l'année 2012, afin de soutenir le développement de son action.

Une convention entre l'AIRDIE et la Communauté d'Agglomération de Montpellier précisera les objectifs et les actions soutenues.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à l'Association Interdépartementale et Régionale pour le Développement de l'Insertion par l'Economique (AIRDIE) une subvention de 10 000 euros pour le financement solidaire de la création d'activité sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au titre de l'année 2012, sous réserve de la signature de la convention et de l'engagement des co-financeurs,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°30 : INSERTION PAR L'ECONOMIQUE – ASSOCIATION LE PASSE MURAILLE - CHANTIER D'INSERTION ET D'UTILITE SOCIALE - METIERS DU TERTIAIRE ET DE LA COMMUNICATION SUR L'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER - CONVENTION - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Insertion par l'Economie, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence « Insertion par l'économie » et, dans ce cadre, a souhaité expérimenter un chantier d'insertion novateur. Il s'agit d'un chantier tourné vers les métiers de la communication et du tertiaire, présentant notamment l'intérêt de s'ouvrir d'avantage aux femmes que les habituels chantiers dans les métiers du bâtiment. Pour pré-professionnaliser aux métiers du tertiaire, il s'appuie sur la réalisation d'actions de communication au service des communes de la Communauté d'Agglomération et de la Communauté d'Agglomération elle même.

Cette action a déjà bénéficié du soutien de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre de l'exercice 2010 puis de celui de 2011. A l'issue de l'action menée au titre de l'exercice 2010, 32,5% des personnes avaient eu une "sortie positive" (un en CDI, 3 CDD et 3 départs en formation). A l'issue de la première session de 6 mois de l'action menée au titre de l'exercice 2011, sur 11 bénéficiaires, 54% ont connu une sortie en emploi durable et plus largement 72% ont eu une "sortie positive", à savoir 3 CDI, 3 CDD supérieurs à 6 mois et 2 départs en formation qualifiante.

Au vu de ces bons résultats, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite continuer à apporter son soutien à cette action, pour la troisième année consécutive.

Ce chantier d'insertion est co-financé par l'Etat, le Département de l'Hérault, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les communes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier associées à l'action et le Fonds National d'Aménagement et de Développement du Territoire. Il permettra de créer 11 postes de travail destinés à un public jeune et adulte, rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle, habitant la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Ce chantier d'insertion et d'utilité sociale permettra de pré-qualifier les bénéficiaires de l'action dans les métiers du tertiaire et de la communication. Les activités de production du chantier sont proposées aux Communes et au service communication de la Communauté d'Agglomération de Montpellier : réalisation de documents administratifs, de supports de communication et participation au montage et à l'accueil d'événements publics.

Sont principalement visés les métiers du secrétariat, d'agent d'accueil, agent administratif, et d'aide comptable. Le chantier est un support pédagogique dans le cadre d'une démarche globale d'accompagnement à l'emploi où il s'agit de déceler, de faire grandir, de renforcer, les compétences techniques initiales des personnes qui seront recrutées. Le but est d'améliorer leur champ de compétences, vers des métiers dont les exigences technologiques évoluent sans cesse. Le salarié est au centre du dispositif, il participe à sa reconstruction sociale et professionnelle dans le cadre du chantier.

Les bénéficiaires seront recrutés en Contrat d'Accompagnement à l'Emploi (CAE) pour une durée de six mois renouvelable.

Les travaux prévus sur 12 mois comprennent la réalisation de documents administratifs, de supports de communication et participation au montage et à l'accueil d'événements publics. Il est prévu que chaque salarié alterne à différents postes de travail et découvre, ou se perfectionne, sur l'ensemble des techniques mises en œuvre sur le chantier.

L'association Le Passe Muraille opérera en qualité d'employeur et aura en charge l'organisation générale du chantier, notamment l'encadrement technique et pédagogique de l'action et l'embauche des salariés bénéficiaires.

Pour mener à bien cette action, il est demandé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de participer à hauteur de 15 000 euros, avec un co-financement de 15 000 € du FNADT (Fonds National d'Aménagement et de Développement du Territoire), dans le cadre de la signature du Programme Local de Redynamisation, sur un budget de 276 032 euros sous réserve de l'accord de la Commission Départementale de l'Insertion par l'Activité Economique, de la signature de la Convention, et de l'engagement des cofinancements suffisants à la réalisation de l'action.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est le suivant :

- la DIRECCTE : 151 545 euros, (dont salaires, CAE, ACI, FDI)
 - le Département de l'Hérault : 65 000 euros,
- les communes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (services communication) : 25 487 euros,
- le service communication de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (prestations) : 4 000 euros,
- la Communauté d'Agglomération de Montpellier (subvention) : 15 000 euros,
- Le Fonds National d'Aménagement et de Développement du Territoire : 15 000 euros.

Une convention précise le déroulement de l'action ainsi que les modalités du financement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à l'association Le Passe Muraille une subvention de 15 000 euros pour mener à bien le chantier d'insertion « Métiers du tertiaire et de la communication » sur l'Agglomération de Montpellier, sous réserve de l'engagement des co-financeurs et de la signature de la convention,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2012, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°31 : HORS COMMISSION – COMMISSIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ - DÉSIGNATION DES ELUS - MODIFICATION

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

M. Lionel LOPEZ, Conseiller Communautaire et Mme Séverine ROUX, Conseillère Communautaire suppléante représentants la Commune de Lattes ont démissionné de leurs fonctions par courrier en date du 10 octobre 2012. Lors du Conseil municipal de la Commune de Lattes en date du 23 octobre 2012, M. Eric PASTOR a été élu Conseiller Communautaire et M. Lionel LOPEZ Conseiller Communautaire suppléant.

Par courrier en date du 5 novembre 2012, M Yves PINASSEAU, Conseiller Communautaire et M. Bernard Laporte, Conseiller Communautaire suppléant représentants la Commune de Saint-Jean-de-Védas ont démissionné de leurs fonctions. Lors du Conseil municipal de la Commune de Saint-Jean-de-Védas en date du 6 novembre 2012, M. Michel LENTHERIC a été élu Conseiller Communautaire et Mme Claire CATHALA Conseillère Communautaire suppléante.

Enfin, MM Christian LAURENT et Jean-Claude TISSOT de la Commune du Crès ne souhaitent plus participer aux Commissions, et M. Lionel MARIN souhaite participer à la Commission Sports.

Ainsi, il convient de modifier la composition des Commissions, comme suit :

COMMISSION ARTISANAT, COMMERCE, MARCHÉ D'INTERET NATIONAL

Jean-Pierre MOURE : Président	
Gabrielle DELONCLE : Présidente déléguée	
Alain ZYLBERMAN : Président délégué suppléant	
Hubert ALLOUCHE	Thierry DEWINTRE
Rosy BUONO	Noël SEGURA
Marc GERVAIS	Robert SUBRA
Représentants des Communes membres	
Bernadette BRISARD (Clapiers)	Eliane MARTIN (Lattes)
Ghislaine CONSTANS (Cournonsec)	Frédéric MENON (Saint Georges D'Orques)
Gilles DEMONTOUX (Cournonsec)	Brigitte PAU (Le Crès)
Sylvianne DURAND (Lavérune)	Eric PETIT (Saint-Jean-de-Védas)
Denis LLORIA (Villeneuve-lès-Maguelone)	Jean-Paul SIMO (Castelnau le Lez)
Séverine LECOESTER (Saint-Brès)	

COMMISSION EAU ET ASSAINISSEMENT

Jean-Pierre MOURE : Président	
Louis POUGET : Président délégué	
Josette CLAVERIE : Présidente déléguée suppléante	
Jean-Marc ALAUZET	Michel LANDIER
François ANDREU	Michel LENTHERIC
Alain BARRANDON	Jean-Marc LUSSERT
Roger CAIZERGUES	Jacques MARTINIER
Michelle CASSAR	Nadia MIRAOU
Pierre COMBETTES	Christian QUIOT
Jean-Pierre COULET	René REVOL
Pierre DUDIEUZERE	Adrien SIVIEUDE
Serge FLEURENCE	Noël SEGURA
Michel FRAYSSE	Robert SUBRA
Jackie GALABRUN-BOULBES	
Représentants des Communes membres	
Salvador ALEMANY (Cournonsec)	Jean-Paul HUBERMAN (Villeneuve-lès-Maguelone)
Bruno BARDY (Le Crès)	Frédéric LAFFORGUE (Castelnau le Lez)
Jean-Claude BOUISSEREN (Juvignac)	Philippe LENOIR (Lavérune)
Richard CAMPOS (Grabels)	Christian LE PEUCH (Murviel lès Montpellier)
Christian CATHOMEN (Restinclières)	Jean-Marie LE ROLLE (Saint-Brès)
Michel CHASTAING (Clapiers)	Gilles NURIT (Cournonsec)
Jean-Philippe DACHEUX (Saint-Drézéry)	Patrick POITEVIN (Villeneuve-lès-Maguelone)
Carole DONADA (Lattes)	Joël RAYMOND (Montaud)
Jean- Paul FINART (Vendargues)	Marc ROUDIL (Saint-Brès)
Danièle GOMEZ (Saint-Jean-de-Védas)	Gérard VALLS (Sussargues)

COMMISSION COMMUNICATION

Jean-Pierre MOURE : Président	
Alain BARRANDON : Président délégué	
Jean-Michel ANDRE	Jacques MARTIN
Annie BENEZECH	Jean-Luc MEISSONNIER
Nicole BIGAS	Cyril MEUNIER
Jackie GALABRUN-BOULBES	Noël SEGURA
Représentants des Communes membres	
Frédéric ADJADJ (Saint Georges d'Orques)	Pierre-Yves HERVET (Lavérune)
Marie-France AUDRAN (Vendargues)	Marie-Jean JAMOT (Saint Georges d'Orques)
Olivier BINET (Saint-Drézéry)	Guy LAURET (Vendargues)
Josette BOUSQUET (Cournonsec)	Eliane LLORET (Sussargues)
Bernadette BRISARD (Clapiers)	Olivier MALAFOSSE (Saint-Brès)
Joëlle DROUIN (Pérols)	Florence PLAYS (Juvignac)
Guy EL FASSY (Pérols)	Patrick POITEVIN (Villeneuve-lès-Maguelone)
Olivier GIRAudeau (Saint-Brès)	Laurent PUIGSEGUR (Jacou)
Dominique GRANDIN (Saint-Brès)	Joseph RODRIGUEZ (Saint-Brès)

COMMISSION CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES

Jean-Pierre MOURE : Président	
Pierre MAUREL : Président délégué	
René REVOL : Président délégué suppléant	
Jean-Marc ALAUZET	Jean-Louis GELY
Michel ASLANIAN	Jean-Marie LEGOUGE
Pierre BONNAL	Jacques MARTIN
Jean-Pierre COULET	Noël SEGURA
Représentants des Communes membres	
Salvador ALEMANY (Cournonsec)	Gilles CUSIN (Murviel-les-Montpellier)
Patricia BERNARD (Grabels)	Jean OUSSET (Juvignac)

COMMISSION COPROPRIETES

Jean-Pierre MOURE : Président	
Pierre DUDIEUZERE : Président délégué	
Roger CAIZERGUES : Président délégué suppléant	
Amina BEN OUARGHA-JAFFIOL	Noël SEGURA
Pierre COMBETTES	
Représentants des Communes membres	
Jean-Pierre CHARTIER (Cournonsec)	Patrick POITEVIN (Villeneuve-lès-Maguelone)
Evelyne LABORDE (Juvignac)	Nicole RENARD (Jacou)

COMMISSION CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES

Jean-Pierre MOURE : Président	
Nicole BIGAS : Présidente déléguée	
Thierry BREYSSE : Président délégué suppléant	
Frédéric ARAGON	Michel LANDIER
Alain BARRANDON	Jean-Marie LEGOUGE
Eva BECCARIA	Richard MAILHE
Sophie BONIFACE-PASCAL	Jacques MARTIN
Agnès BOYER	Jacques MARTINIER
Josette CLAVERIE	Cyril MEUNIER
Magalie COUVERT	Gilbert PASTOR
Perla DANAN	René REVOL
Michaël DELAFOSSE	Noël SEGURA
Christiane FOURTEAU	Cédric SUDRES
Régis JOUVE	Philippe THINES
Représentants des Communes membres	
Nadine ALART (Jacou)	Sophie LAFINE (Murviel les Montpellier)
Dominique ARTIGAU (Le Crès)	Séverine LECOESTER (Saint-Brès)
Marie-Christine BARBASTE (Montferrier-sur-Lez)	Eliane LLORET (Sussargues)
Nancy CHAMUSSY (Grabels)	Brigitte MIAS (Clapiers)
Patrick COLAS (Villeneuve-lès-Maguelone)	Patricia MELLINAS (Saint-Brès)
Hélène COTTE-DUNAND (Lattes)	Pierre NICOLAS (Saint Georges d'Orques)
Patricia DELEUIL (Lattes)	Marie-Laure OMS (Saint-Jean-de-Védas)
Guy EL FASSY (Pérols)	Yves PIGNOL (Saint-Jean-de-Védas)
René ESCUDIE (Cournonsec)	Serge PRIVAT (Cournonterral)
Pascal FILIPPI (Villeneuve-lès-Maguelone)	Joseph RODRIGUEZ (Saint-Brès)
Dély FRAISSE (Lavérune)	Mia ROMERO (Juvignac)
Murielle GAILLET (Le Crès)	Martine ROUJON (Saint-Brès)
Daniel GREPINET (Castelnau le Lez)	Régine SALLES (Vendargues)
Cathy ITIER (Vendargues)	Catherine SAUVEUR (Prades le lez)

COMMISSION DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIES NOUVELLES ET GESTION DES TEMPS

Jean-Pierre MOURE : Président	
Jean-Luc MEISSONNIER : Président délégué	
Jean-Louis GELY : Président délégué suppléant	
Francis ANDREU	Jacques MARTINIER
Alain BARRANDON	Arnaud MOYNIER
Annie BENEZECH	Christophe MORALES
Roger CAIZERGUES	Michel PASSET
Marlène CASTRE	Louis POUGET
Pierre COMBETTES	René REVOL
Michaël DELAFOSSE	Philippe SAUREL
Jackie GALABRUN-BOULBES	Noël SEGURA
Laurent JAOUL	Robert SUBRA
Régis JOUVE	Frédéric TSITSONIS
Catherine LABROUSSE	Alain ZYLBERMAN
Jean-Marc LUSSERT	
Représentants des Communes membres	
Dominique ARTIGAU (Le Crès)	Eliane GAUZY-CHABLE (Juvignac)
Thierry AUFRANC (Grabels)	Danièle GOMEZ (Saint-Jean-de-Védas)
Philippe BELTRA (Prades le Lez)	Patricia JOUD (Sussargues)
Monique BORNE (Pérols)	Frédéric LAFFORGUE (Castelnau le Lez)
Dominique BOURDIER (Villeneuve-lès-Maguelone)	Loïc LE BLEVEC (Saint-Drézéry)
Renaud CALVAT (Jacou)	Jean-Marie LE ROLLE (Saint-Brès)
Gérard CARBONELL (Le Crès)	Lionel LOPEZ (Lattes)
Jean-Louis CLERC (Vendargues)	François MILOSZYK (Le Crès)
Gilles CUSIN (Murviel lès Montpellier)	Thierry NOEL (Clapiers)
Carole DONADA (Lattes)	Paloma PERVENT (Lavérune)
René ESCUDIE (Cournonsec)	Marc PISCOT (Cournonsec)
Graziella EVOUNA NGUEMA (Saint Georges d'Orques)	Patrick POITEVIN (Villeneuve-lès-Maguelone)

COMMISSION ECOLOTHEQUE

Jean-Pierre MOURE : Président	
Claudine TROADEC-ROBERT : Présidente déléguée	
Jean-Marc LUSSERT : Président délégué suppléant	
Josette CLAVERIE	Cédric SUDRES
Michaël DELAFOSSE	Patrick VIGNAL
Jean-Marie LEGOUGE	
Représentants des Communes membres	
Joëlle ALIAGA (Jacou)	Yves GIL (Villeneuve-lès-Maguelone)
Eliette AMICO (Le Crès)	Jean-Marie LE ROLLE (Saint-Brès)
Dominique ARTIGAU (Le Crès)	Thierry NOEL (Clapiers)
Simone BESSIERES (Prades le Lez)	Paloma PERVENT (Lavérune)
Olivier BINET (Saint-Drézéry)	Marc PISCOT (Cournonsec)
Claire CATHALA (Saint-Jean-de-Védas)	Nicole PLANCKE (Lattes)
Sandrine GAUBE (Le Crès)	Arlette VESSIOT (Saint-Jean-de-Védas)
Eliane GAUZY-CHABLE (Juvignac)	

**COMMISSION ECONOMIE AGRICOLE, VITICOLE, TRADITIONS POPULAIRES ET RURALITE, RELATIONS AVEC
LA CHASSE ET LA PECHE**

Jean-Pierre MOURE : Président	
Yvon PELLET : Président délégué	
Jean-François AUDRIN : Président délégué suppléant	
Pierre COMBETTES : Président délégué suppléant	
Francis ANDREU	Marc GERVAIS
Michel ASLANIAN	Laurent JAOUL
Alain BARRANDON	Catherine LABROUSSE
Philippe CHASSING	Jacques MARTINIER
Josette CLAVERIE	Jean-Luc MEISSONNIER
Pierre DUDIEUZERE	Arnaud MOYNIER
Michel FRAYSSE	Noël SEGURA
Jackie GALABRUN-BOULBES	
Représentants des Communes membres	
Jacques ARLERY (Jacou)	Gisèle GUILLIMIN (Villeneuve-lès-Maguelone)
Anne AUBRY (Saint-Drézéry)	Olivier GUITTARD (Sussargues)
Laurent BASTIDE (Saint Génès des Mourgues)	Kaki JANIN (Castries)
Servane BESSOLES (Clapiers)	Sylvie JAUMES (Saint-Brès)
Maxime CHAVANCE (Le Crès)	Guy LAURET (Vendargues)
Patrick COLAS (Villeneuve-lès-Maguelone)	Pierre NICOLAS (Saint Georges d'Orques)
Carole DONADA (Lattes)	Gilles NURIT (Cournonsec)
Lise FONS VINCENT (Juvignac)	Jean-Marie REBOUL (Le Crès)
Trinité FRANCES (Cournonterral)	Régis SUDRES (Murviel lès Montpellier)
Michel GINER (Lavérune)	

COMMISSION ENVIRONNEMENT

Jean-Pierre MOURE : Président	
Christian VALETTE : Président délégué	
Jackie GALABRUN-BOULBES : Présidente déléguée suppléante	
Francis ANDREU	Michel LANDIER
Alain BARRANDON	Jacques MARTINIER
Annie BENEZECH	Michel PASSET
Michelle CASSAR	Gilbert PASTOR
Pierre COMBETTES	René REVOL
Serge FLEURENCE	Noël SEGURA
Régis JOUVE	
Représentants des Communes membres	
Joëlle ALIAGA (Jacou)	Rachid KHENFOUF (Prades le Lez)
Dominique ARTIGAU (Le Crès)	Christian LE PEUCH (Murviel lès Montpellier)
Bruno BARDY (Le Crès)	Jean-Marie LE ROLLE (Saint-Brès)
Dominique BOURDIER (Villeneuve-lès-Maguelone)	Lionel MARIN (Le Crès)
Gérard CARBONELL (Le Crès)	Gilles NURIT (Cournonsec)
Jean-Louis CLERC (Vendargues)	Jean-Louis PAGES (Grabels)
Guy COMBE (Juvignac)	Franck PASTOR (Saint Georges d'Orques)
Carole DONADA (Lattes)	Paloma PERVENT (Lavérune)
Gilles DUTAU (Clapiers)	Marc PISCOT (Cournonsec)
Patricia JOUD (Sussargues)	Joël RAYMOND (Montaud)

COMMISSION FINANCES

Jean-Pierre MOURE : Président	
Thierry BREYSSE : Président délégué	
Michel FRAYSSE : Président délégué suppléant	
Jean-François AUDRIN	Michel LANDIER
Alain BARRANDON	Jean-Marie LEGOUGE
Françoise BERGER	Max LEVITA
Pierre BONNAL	Jean-Marc LUSSERT
Roger CAIZERGUES	Hélène MANDROUX
Michelle CASSAR	Jacques MARTINIER
Jean-Marcel CASTET	Pierre MAUREL
Pierre COMBETTES	Jean-Luc MEISSONNIER
Jean-Pierre COULET	Cyril MEUNIER
Magalie COUVERT	Arnaud MOYNIER
Thierry DEWINTRE	Gilbert PASTOR
Pierre DUDIEUZERE	Yvon PELLET
Jackie GALABRUN-BOULBES	Christian QUIOT
Jean-Pierre GRAND	René REVOL
Isabelle GUIRAUD	Danièle SANTONJA
Laurent JAOUL	Noël SEGURA
Catherine LABROUSSE	Christian VALETTE
Représentants des Communes membres	
Thierry AUFRANC (Grabels)	France GABORIT (Clapiers)
André BARBE (Restinclières)	Bernard Jean (Le Crès)
Jacques BATTIVELLI (Lattes)	Jean-Jacques LAGET (Lavérune)
Valérie BESSIERES (Prades le Lez)	Jean OUSSET (Juvignac)
Bernard BONIFACE (Cournonsec)	Nadine RUIZ (Vendargues)
Josette BOUSQUET (Cournonsec)	Pierre SEMAT (Villeneuve-lès-Maguelone)
Renaud CALVAT (Jacou)	Anne-Gaël VACHERET (Saint-Drézéry)
Robert CARMONA (Saint Georges d'Orques)	Catherine VALETTE-LEBEAU (Prades le Lez)
Jean-Louis CLERC (Vendargues)	Gérard VALLS (Sussargues)
Sylvie COULON (Jacou)	Philippe VILLEMUS (Cournonsec)
Magalie DELARUE (Le Crès)	

COMMISSION INNOVATION

Jean-Pierre MOURE : Président	
Michel ASLANIAN : Président délégué	
: Président délégué suppléant	
Amina BEN OUARGHA-JAFFIOL	Noël SEGURA
Nicole BIGAS	Gilbert PASTOR
Christian BOUILLE	Eric PASTOR
Régis JOUVE	

Représentants des Communes membres	
Sarah ANTONICELLI (Cournonsec)	Sylvain LAMPEL (Saint-Brès)
Dominique BOURDIER (Villeneuve-lès-Maguelone)	Christian LE PEUCH (Murviel lès Montpellier)
Ludovic CASTAGNEDOLI (Clapiers)	Eric PETIT (Saint-Jean-de-Védas)
Guy COMBE (Juvignac)	Nadine RUIZ (Vendargues)
Magalie DELARUE (Le Crès)	Cécile VEILLON (Vendargues)
Bernard JEAN (Le Crès)	

COMMISSION INSERTION PAR L'ECONOMIQUE

Jean-Pierre MOURE : Président	
Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM : Présidente déléguée	
Christian BOUILLE : Président délégué suppléant	
Amina BEN OUARGHA-JAFFIOL	Pierrette MIENVILLE
Pierre DUDIEUZERE	Hélène QVISTGAARD
Christiane FOURTEAU	René REVOL
Laurent JAOUL	Noël SEGURA
Richard MAILHE	
Représentants des Communes membres	
Teddy ABOULAFIA (Prades le Lez)	Dung LE N' GUYEN (Juvignac)
Xavier BERTAUD (Sussargues)	Eliane MARTIN (Lattes)
Rosa BOUISRI (Saint-Brès)	Myriam MOUCHEBOEUF (Castries)
Isabelle BREDI (Cournonsec)	Marie NAVARRO (Vendargues)
Florence DONATIEN-GARNICA (Villeneuve-lès-Maguelone)	Maryèle RIZZOLI (Le Crès)
Véronique IRIGOYEMBORDE (Le Crès)	Gérard ROLLAND (Clapiers)
Claire JABADO (Grabels)	Rida SALHI (Murviel lès Montpellier)

COMMISSION LUTTE CONTRE LES INONDATIONS

Jean-Pierre MOURE : Président	
Cyril MEUNIER : Président délégué	
Philippe SAUREL : Président délégué suppléant	
Roger CAIZERGUES	Jacques MARTINIER
Michelle CASSAR	René REVOL
Serge FLEURENCE	Noël SEGURA
Michel FRAYSSE	Adrien SIVIEUDE
Michel LANDIER	Cédric SUDRES
Représentants des Communes membres	
Salvador ALEMANY (Cournonsec)	Lionel LOPEZ (Lattes)
Dominique BOURDIER (Villeneuve-lès-Maguelone)	Jean-Louis PAGES (Grabels)
Gérard CARBONELL (Le Crès)	Eric PAUL (Juvignac)
Michel CHASTAING (Clapiers)	François PETIT (Lavérune)
Luc CLAPAREDE (Pérols)	Marc PISCOT (Cournonsec)
Alain FAUCHARD (Fabrègues)	Joël RAYMOND (Montaud)
Jean-Paul FINART (Vendargues)	Régis SUDRES (Murviel lès Montpellier)
Danièle GOMEZ (Saint-Jean-de-Védas)	Josy SCHWARTZ (Saint-Brès)

COMMISSION MONTPELLIER MEDITERRANEE TECHNOPOLE : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI

Jean-Pierre MOURE : Président	
Gilbert PASTOR : Président délégué	
Gabrielle DELONCLE : Présidente déléguée suppléante	
Hubert ALLOUCHE	Jean-Marc LUSSERT
Michel ASLANIAN	Jacques MARTINIER
Rosy BUONO	Pierrette MIENVILLE
Michelle CASSAR	Arnaud MOYNIER
Perla DANAN	Eric PASTOR
Thierry DEWINTRE	René REVOL
Marc DUFOUR	Noël SEGURA
Marc GERVAIS	Cédric SUDRES
Laurent JAOUL	Alain ZYLBERMAN
Représentants des Communes membres	
Marie-France AUDRAN (Vendargues)	Philippe GRANGE (Saint Georges d'Orques)
Robert BONA (Vendargues)	Bernard JEAN
Rosa BOUISRI (Saint-Brès)	Christian LE PEUCH (Murviel les Montpellier)
Norbert BOUZEREAU (Cournonsec)	Denis LLORIA (Villeneuve-lès-Maguelone)
Bernadette BRISARD (Clapiers)	Lionel LOPEZ (Lattes)
Richard CAMPOS (Grabels)	Eliane MARTIN (Lattes)
Magalie DELARUE (Le Crès)	Eric PETIT (Saint-Jean-de-Védas)
Sylvianne DURAND (Lavrune)	Maryèle RIZZOLI (Le Crès)
Jean-Paul FINART (Vendargues)	Jean-Paul SIMO (Castelnau le Lez)
Dominique GRANDIN (Saint-Brès)	Philippe VILLEMUS (Cournonsec)
René GAZZO (Pérols)	

COMMISSION PERSONNEL

Jean-Pierre MOURE : Président	
Pierre BONNAL : Président délégué	
Alain BARRANDON : Président délégué suppléant	
Rosy BUONO	Louis POUGET
Jean-Pierre COULET	Christian QUIOT
Hélène MANDROUX	Noël SEGURA
Richard MAILHE	Robert SUBRA
Représentants des Communes membres	
André BARBE (Restinclières)	France GABORIT (Clapiers)
Bernard BONIFACE (Cournonsec)	Michel GINER (Lavrune)
Robert CARMONA (Saint Georges d'Orques)	Marie MOULIN (Jacou)
Patrick COLAS (Villeneuve-lès-Maguelone)	Jean OUSSET (Juvignac)

COMMISSION POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT

Jean-Pierre MOURE : Président	
Hervé MARTIN : Président délégué	
Louis POUGET : Président délégué suppléant	
Jean-Marc LUSSERT : Président délégué suppléant	
Brahim ABBOU	Laurent JAOUL
Eva BECCARIA	Régis JOUVE
Amina BEN OUARGHA-JAFFIOL	Michel LANDIER
Christian BOUILLE	Michel LENTHERIC
Rosy BUONO	Jacques MARTINIER
Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM	Nadia MIRAOUÏ
Magalie COUVERT	Gilbert PASTOR
Pierre DUDIEUZERE	Hélène QVISTGAARD
Jackie GALABRUN-BOULBES	Noël SEGURA
Jean-Louis GELY	Claudine TROADEC-ROBERT
Représentants des Communes membres	
Monique BORNE (Pérols)	Philippe LENOIR (Lavérune)
Rosa BOUISRI (Saint-Brès)	Christian LE PEUCH (Murviel lès Montpellier)
Jean-Claude BOUISSEREN (Juvignac)	Lionel LOPEZ (Lattes)
Isabelle BREDA (Cournonsec)	Jean-Pierre MEZY (Clapiers)
Joël CANTIE (Saint-Brès)	François MILLE (Saint Georges d'Orques)
Florence DONATIEN GARNICA (Villeneuve-lès-Maguelone)	François MILOSZYK (Le Crès)
Régine ILLAIRE (Cournonsec)	Philippe PANEL (Prades le Lez)
Patricia JOUD (Sussargues)	Rémi PANIS (Le Crès)
Claude JENNEPIN (Jacou)	Josy SCHWARTZ (Saint-Brès)
Loïc LE BLEVEC (Saint-Drézéry)	Arlette VESSIOT (Saint-Jean-de-Védas)

COMMISSION PROTECTION DES ANIMAUX, FOURRIERE ANIMALE

Jean-Pierre MOURE : Président	
Danièle SANTONJA : Présidente déléguée	
Jean-François AUDRIN, Jean-Pierre COULET : Présidents délégués suppléants	
Annie BENEZECH	Jacques MARTINIER
Françoise BERGER	Noël SEGURA
Rosy BUONO	Régine SOUCHE
Josette CLAVERIE	
Représentants des Communes membres	
Salvador ALEMANY (Cournonsec)	Gabrielle CROUZIL (Clapiers)
Dominique BOURDIER (Villeneuve-lès-Maguelone)	Sonia DUVAL (Le Crès)
Ghislaine CONSTANS (Cournonsec)	

COMMISSION RELATIONS INTERNATIONALES

Jean-Pierre MOURE : Président	
Alain ZYLBERMAN : Président délégué	
Frédéric ARAGON : Président délégué suppléant	
Jean-Michel ANDRE	Max LEVITA
Brahim ABBOU	Jacques MARTIN
Michel ASLANIAN	Cyril MEUNIER
Eva BECCARIA	Pierrette MIENVILLE
Nicole BIGAS	Françoise PRUNIER
Agnès BOYER	Hélène QVISTGAARD
Josette CLAVERIE	René REVOL
Magalie COUVERT	Noël SEGURA
Gabrielle DELONCLE	Philippe THINES
Régis JOUVE	Jacques TOUCHON
Jean-Marie LEGOUGE	
Représentants des Communes membres	
Josette BOUSQUET (Cournonsec)	Philippe GRANERO (Castries)
Bernadette BRISARD (Clapiers)	Séverine LECOSTER (Saint-Brès)
Renaud CALVAT (Jacou)	Christian LE PEUCH (Murviel lès Montpellier)
Michel CAPRON (Juvignac)	Chantal LUTZ (Saint-Brès)
Jean-Louis CLERC (Vendargues)	Saïd MOUNIME (Grabels)
Nathalie ESTRADE (Saint Georges d'Orques)	Pierre NICOLAS (Saint Georges d'Orques)
Michèle GARCIA (Vendargues)	Philippe VILLEMUS (Cournonsec)
Dominique GRANDIN (Saint-Brès)	

COMMISSION SANTE, HANDICAP, ACCESSIBILITE ET GERONTOPOLE

Jean-Pierre MOURE : Président	
Pierrette MIENVILLE : Président délégué	
Françoise BERGER : Présidente déléguée suppléante	
Rosy BUONO	Cyril MEUNIER
Philippe CHASSING	Eric PASTOR
Magalie COUVERT	René REVOL
Perla DANAN	Philippe SAUREL
Christiane FOURTEAU	Noël SEGURA
Jackie GALABRUN-BOULBES	Jacques TOUCHON
Jean-Pierre GRAND	Claudine TROADEC ROBERT
Richard MAILHE	
Représentants des Communes membres	
Anne AMIEL (Saint Georges d'Orques)	Paul HUBICHE (Castries)
Pascale BARBIER (Saint-Brès)	Véronique IRIGOYEMBORDE (Le Crès)
Xavier BERTAUD (Sussargues)	Chantal LUTZ (Saint-Brès)
Jean-Claude BOUISSEREN (Juvignac)	Lionel LOPEZ (Lattes)
Isabelle BREDA (Cournonsec)	Marie NAVARRO (Vendargues)
Joël CANTIE (Saint-Brès)	Jennifer PLANCHON (Laverune)
Ghislaine CONSTANS (Cournonsec)	Joëlle RAMBAUD (Prades le Lez)
Nathalie COUDENE (Villeneuve-lès-Maguelone)	Gérard ROLLAND (Clapiers)
Dominique DANCE (Grabels)	Ghislaine TOUPAIN (Jacou)
Gisèle GUILLIMIN (Villeneuve-lès-Maguelone)	Viviane VIALETES (Le Crès)

COMMISSION SERVICES FUNERAIRES

Jean-Pierre MOURE : Président	
Jean-Marcel CASTET : Président délégué	
Marlène CASTRE : Présidente déléguée suppléante	
Hubert ALLOUCHE	Michel FRAYSSE
Amina BEN OUARGHA JAFFIOL	Noël SEGURA
Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM	Robert SUBRA
Jean-Pierre COULET	
Représentants des Communes membres	
Salvador ALEMANY (Cournonsec)	Gisèle MENARDO (Clapiers)
Patrick COLAS (Villeneuve-lès-Maguelone)	Jean OUSSET (Juvignac)
Patricia JACQUEY (Villeneuve-lès-Maguelone)	

COMMISSION SPORTS

Jean-Pierre MOURE : Président	
Jacques MARTIN : Président délégué	
Brahim ABBOU : Président délégué suppléant	
Jean-Michel ANDRE	Jackie GALABRUN-BOULBES
Francis ANDREU	Marc GERVAIS
Michel ASLANIAN	Laurent JAOU
Alain BARRANDON	Régis JOUVE
Eva BECCARIA	Jean-Marc LUSSERT
Sophie BONIFACE-PASCAL	Richard MAILHE
Christian BOUILLE	Hervé MARTIN
Michelle CASSAR	Jacques MARTINIER
Philippe CHASSING	Cyril MEUNIER
Pierre COMBETTES	Arnaud MOYNIER
Jean-Pierre COULET	René REVOL
Christiane FOURTEAU	Noël SEGURA
Michel FRAYSSE	Adrien SIVIEUDE
Représentants des Communes membres	
Dominique ARTIGAU (Le Crès)	Gérard FORMARELLI (Castries)
André BARBE (Restinclières)	Christine GALANT (Grabels)
Olivier BINET (Saint-Drézéry)	Alain GILLES (Saint-Jean-de-Védas)
Philippe BERETTI (Vendargues)	Martine GINE (Cournonterral)
Patrick BILLETTE (Lavérune)	Olivier GIRAUDEAU (Saint-Brès)
Norbert BOUZEREAU (Cournonsec)	Cathy ITIER (Vendargues)
Thierry BOYDENS (Clapiers)	Lionel MARIN (Le Crès)
Maxime CHAVANCE (Le Crès)	Patricia MÉLLINAS (Saint-Brès)
Patrick COLAS (Villeneuve-lès-Maguelone)	Marie-Laure OMS (Saint-Jean-de-Védas)
Frédéric COMBE (Pérols)	Jacques RUIZ (Montferrier-sur-Lez)
Michel COMBETTES (Jacou)	Albert RUST (Saint Georges d'Orques)
Philippe CONTE (Juvignac)	Muriel SARRADIN (Castelnau le Lez)
Jean-Philippe DACHEUX (Saint-Drézéry)	Josy SCHWARTZ (Saint-Brès)
Brigitte DAVRIEUX (Prades le Lez)	Eric SEGUI (Prades le Lez)
François DEHISSI (Murviel lès Montpellier)	Régine SUAY (Baillargues)
Jean-Pierre DELFIEU (Sussargues)	Henri VALLIER (Villeneuve-lès-Maguelone)
Pascal FILIPPI (Villeneuve-lès-Maguelone)	Paul VERGNES (Saussan)

COMMISSION TOURISME

Jean-Pierre MOURE : Président	
Richard MAILHE : Président délégué	
Fanny DOMBRE-COSTE : Présidente déléguée suppléante	
Francis ANDREU	Jacques MARTINIER
Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM	Pierre MAUREL
Roger CAIZERGUES	Cyril MEUNIER
Jean-Pierre COULET	Yvon PELLET
Perla DANAN	Françoise PRUNIER
Gabrielle DELONCLE	Noël SEGURA
Marc DUFOUR	Robert SUBRA
Jackie GALABRUN-BOULBES	Alain ZYLBERMAN
Catherine LABROUSSE	

Représentants des Communes membres	
Jean-Michel ANDRE	Alain DA SILVA (Restinclières)
Bernadette BRISARD (Clapiers)	Sonia DUVAL (Le Crès)
Michel CAPRON (Juvignac)	Patricia JOUD (Sussargues)
Marylène COEURVEILLE (Saint Georges d'Orques)	Nathalie MIFSUD (Lattes)
Nathalie COUDENE (Villeneuve-lès-Maguelone)	Philippe VILLEMUS (Cournonsec)

COMMISSION TRAMWAY, TRANSPORTS, DEPLACEMENTS

Jean-Pierre MOURE : Président	
Robert SUBRA : Président délégué	
Christophe MORALES : Président délégué suppléant	
Brahim ABBOU	Hervé MARTIN
Stéphanie BLANPIED	Jacques MARTINIER
Roger CAIZERGUES	Jean-Luc MEISSONNIER
Michelle CASSAR	Cyril MEUNIER
Serge FLEURENCE	Nadia MIRAOUI
Christiane FOURTEAU	René REVOL
Michel FRAYSSE	Noël SEGURA

Michel LANDIER	Adrien SIVIEUDE
Michel LENTHERIC	Philippe THINES
Jean-Marc LUSSERT	

Représentants des Communes Membres	
Emile BATIGNE (Jacou)	Jean-François LOPEZ (Courmonterral)
Christine BECK (Saint-Brès)	Lionel LOPEZ (Lattes)
Jean-Claude BOUISSEREN (Juvignac)	François MILOSZYK (Le Crès)
Dominique BOURDIER (Villeneuve-lès-Maguelone)	Paloma PERVENT (Lavérune)
Josette BOUSQUET (Cournonsec)	Christian PONS (Cournonsec)
Gérard CARBONELL (Le Crès)	Maxime PONS (Saint Georges d'Orques)
Patrick COLAS (Villeneuve-lès-Maguelone)	Marilyn SILVESTRE (Clapiers)
Gilles CUSIN (Murviel-les-Montpellier)	Viviane VIALETES (Le Crès)
Jean-Paul FINART (Vendargues)	Clément VERNEDAL (Grabels)
Régine ILLAIRE (Cournonsec)	

COMMISSION URBANISME, POLITIQUE FONCIERE

Jean-Pierre MOURE : Président	
Christophe MORALES: Président délégué	
Frédéric TSITSONIS : Président délégué suppléant	
Alain BARRANDON	Michel LENTHERIC
Eva BECCARIA	Hélène MANDROUX
Michelle CASSAR	Jacques MARTINIER
Marlène CASTRE	Jean-Luc MEISSONNIER
Pierre COMBETTES	Arnaud MOYNIER
Jean-Pierre COULET	Yvon PELLET
Michaël DELAFOSSE	Louis POUGET
Gabrielle DELONCLE	René REVOL
Fanny DOMBRE-COSTE	Philippe SAUREL
Pierre DUDIEUZÈRE	Noël SEGURA
Jackie GALABRUN-BOULBES	Adrien SIVIEUDE
Laurent JAOU	Alain ZYLBERMAN
Michel LANDIER	

Représentants des Communes Membres

Laurent BASTIDE (Saint Génès des Mourgues)	Philippe LENOIR (Lavérune)
André BARBE (Restinclières)	Christian LE PEUCH (Murviel lès Montpellier)
Jean-Claude BOUISSEREN (Juvignac)	Lionel LOPEZ (Lattes)
Josette BOUSQUET (Cournonsec)	Carine LORENTE (Cournonsec)
Richard CAMPOS (Grabels)	Claudine MEJRI (Castries)
Jean-Louis CLERC (Vendargues)	Jean-Pierre MEZY (Clapiers)
Trinité FRANCES (Cournonterral)	Gaby MOULIN (Jacou)
Jean GUERRIERI (Vendargues)	Francis MILOSZYK (Le Crès)
Jean-Paul HUBERMAN (Villeneuve-lès-Maguelone)	Brigitte PAU (Le Crès)
Régine ILLAIRE (Cournonsec)	Patrick POITEVIN (Villeneuve-lès-Maguelone)
Patricia JOUD (Sussargues)	Josy SCHWARTZ (Saint-Brès)
Frédéric LAFFORGUE (Castelnau le Lez)	Alexis TORRENT (Prades le Lez)
Loïc LE BLEVEC (Saint-Drézéry)	Viviane VIALETES (Le Crès)

COMMISSION VOIRIE, JALONNEMENT

Jean-Pierre MOURE : Président	
Hélène QVISTGAARD : Président délégué	
Jean-Luc MEISSONNIER : Président délégué suppléant	
Francis ANDREU	Jacques MARTINIER
Jean-Pierre COULET	Noël SEGURA
Hervé MARTIN	Serge FLEURENCE
Représentants des Communes Membres	
André BARBE (Restinclières)	Frédéric LAFFORGUE (Castelnau le Lez)
Jean-Claude BOUISSEREN (Juvignac)	Francis MILOSZYK (Le Crès)
Patrick CASTELLANO (Jacou)	Gilles NURIT (Cournonsec)
Jean-Marie CORP (Cournonsec)	Lionel LOPEZ (Lattes)
Gabrielle CROUZIL (Clapiers)	Brigitte PAU (Le Crès)
Jean-Philippe DACHEUX (Saint-Drézéry)	Paloma PERVENT (Lavérune)
Jean-Paul FINART (Vendargues)	Marc ROUDIL (Saint-Brès)
Jean-Paul HUBERMAN (Villeneuve-lès-Maguelone)	

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la composition des Commissions ci-dessous ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°32 : HORS COMMISSION – ORGANISME INTERNE - REPRÉSENTANT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER AU SEIN DE LA COMMISSION DE CONTRÔLE DU CASSC - MODIFICATION

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Par délibération n°8822 du 26 mai 2009, le Conseil de Communauté a procédé à la désignation de représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein de la Commission de contrôle du CASSC :

C. FOURTEAU

Y. PINASSEAU

Compte tenu de la démission de M. Yves PINASSEAU, il convient de procéder à la désignation d'un représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

A cet effet, il est proposé au Conseil de Communauté de ne pas voter au scrutin secret mais à main levée dans les conditions fixées à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales.

A l'unanimité, le Conseil adopte.

M. le Président propose la candidature de M. Michel Fraysse.

Aucune autre candidature n'est proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité de ne pas voter au scrutin secret dans les conditions fixées à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- désigner M. Michel Fraysse, représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein de la Commission de Contrôle du CASSC en remplacement de M. Yves PINASSEAU,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif

à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°33 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - CLE SAGE - DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT - MODIFICATION

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Commission Locale de l'Eau élabore et révisé le Schéma d'Aménagement de Gestion de l'Eau. La Communauté d'Agglomération dispose de cinq représentants à la Cle-Sage qui ont été désignés par délibération n°8879 du Conseil de Communauté du 26 mai 2009 :

- J.-P. Moure
- A. Sivieude
- L. Lopez
- R. Caizergues
- J.-P. Grand

Suite à la démission de M. Lionel LOPEZ, il convient de désigner un nouveau représentant.

A cet effet, il est proposé à l'assemblée, de décider à l'unanimité, de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée, conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales.

A l'unanimité, le Conseil adopte.

Monsieur le Président propose la candidature de M. Jacques Martinier.

Aucune autre candidature n'est proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité de ne pas voter au scrutin secret dans les conditions fixées à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- désigner M. Jacques Martinier, représentant de la Communauté d'Agglomération à CLE-SAGE en remplacement de M. Lionel LOPEZ,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°34 : HORS COMMISSION – SYNDICAT MIXTE DU BASSIN DE L'OR - DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT - MODIFICATION

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Par délibération n°9828 du 29 octobre 2010, le Conseil de Communauté a modifié les représentants délégués au Comité Syndical :

MEMBRES TITULAIRES :

- L. Lopez,
- L. Claparède,
- Y. Pellet,
- A. Barrandon,
- P. Bonnal,
- J. Raymond.

MEMBRES SUPPLEANTS :

- J.-P. Coulet,
- L. Jaoul,
- G. Pastor,
- J.-L. Meissonnier,
- P. Dudieuzère,
- A. Moynier.

Suite à la démission de M. Lionel LOPEZ en sa qualité de Conseiller Communautaire, il est demandé au Conseil de bien vouloir désigner un représentant titulaire.

Conformément à l'article L.2121.21 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé au Conseil de décider à l'unanimité de ne pas procéder à cette désignation au scrutin secret mais au vote à main levée.

A l'unanimité, le Conseil adopte.

Monsieur le Président propose la candidature de M. Lionel LOPEZ en tant que Conseiller Municipal de la Commune de Lattes.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité de ne pas voter au scrutin secret dans les conditions fixées à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- désigner M. Lionel LOPEZ, conseiller municipal de la Commune de Lattes, représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein du Syndicat mixte du Bassin de l'Or en remplacement de M. Lionel LOPEZ,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°35 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT COPROPRIÉTÉS DÉGRADÉES - CÉVENNES I À MONTPELLIER - 2010-2015 - AVENANT N°2 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Par délibération n°9520 du 27 mai 2010, le Conseil Communautaire a décidé le soutien financier de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de la copropriété « Cévennes 1 », engagée par la Ville de Montpellier. La Communauté d'Agglomération de Montpellier attribue ainsi par délégation les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), qu'elle complète par ses propres aides. Cette participation a fait l'objet d'une convention en date du 27 juillet 2010 entre les différents partenaires impliqués.

Un avenant modificatif a été adopté par délibération n°10194 du Conseil Communautaire du 23 juin 2011 pour tenir compte de la réforme du régime d'aide de l'ANAH applicable depuis le 1^{er} janvier 2011.

Le présent avenant a pour objet de prendre en compte la volonté des copropriétaires de réaliser l'isolation par l'extérieur de l'ensemble des bâtiments, favorisant la réduction de la précarité énergétique. Cette intervention n'avait pas été souhaitée dans le programme initial hormis pour un seul bâtiment (bâtiment I), en raison d'une mise en peinture il y a 12 ans des autres immeubles.

Après négociation avec l'ANAH centrale, la Communauté d'Agglomération de Montpellier en sa qualité de délégataire de l'attribution des aides de l'Agence, en lien avec la Ville de Montpellier, a obtenu d'augmenter le plafond de travaux défini initialement (11 663 € par logement) qui ne prenait pas en compte cette amélioration énergétique. Le plafond est ainsi porté à hauteur du plafond de droit commun (15 000 € par logement + 150 000 € par immeuble) défini par l'ANAH.

De même, l'évolution des règles d'intervention de l'Agence rend possible la mobilisation des aides à la solidarité écologique (ASE) du Fond d'Aide à la Rénovation Thermique (FRAT) pour les 150 propriétaires les plus modestes de la copropriété des Cévennes (sous réserve de leur éligibilité).

Ces deux mesures s'appliquent pour tous les bâtiments de la copropriété pour lesquels les travaux ont été déjà engagés (hors bâtiment I en cours).

Cet abondement complémentaire des aides FART, ANAH et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier par délégation, sans impact sur les aides des autres financeurs, porte sur 1 073 845 € pour les 349 logements concernés, dont plus de 700 000 € pouvant être mobilisés d'ici à la fin de l'année 2012.

Les gains énergétiques par bâtiments seront supérieurs à 60 %. Ils vont permettre d'éviter le rejet de 620 tonnes de CO₂ par an.

Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a souhaité intervenir afin de mieux financer les travaux de rénovation lourde ou de lutte contre l'habitat indigne pour 5 logements conventionnés sociaux, sur crédits délégués (+ 193 750 €) et sur fonds propres (+ 28 750 €),

Les modifications apportées ont pour incidence la redéfinition des contributions financières des différents partenaires pour la réalisation des travaux sur les parties communes et privatives, réparties désormais de la façon suivante :

- Communauté d'Agglomération par délégation de l'ANAH : 4 127 250 € (dont 240 000 € au titre du FART) contre 2 867 672 € initialement ;
- Communauté d'Agglomération sur ses crédits propres : 212 250 € contre 183 500 € initialement ;
- Ville de Montpellier : 672 039 € (inchangé).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°2 à la convention d'OPAH copropriété dégradée "Cévennes I" ;
- dire que les crédits correspondant sont ou seront inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 907 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°36 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 48 LOGEMENTS SOCIAUX - ZAC PORT MARIANNE-RIVE GAUCHE, LOT 2A À MONTPELLIER -

ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'OPH-ACM - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et aides à la création de logements sociaux telles que les subventions pour surcoût de charge foncière ou les garanties d'emprunt. En application de son Programme Local de l'Habitat 2007-2012 adopté par délibération n°7604 du Conseil Communautaire du 16 mai 2007, elle intervient pour favoriser la réalisation dans l'ensemble de ses 31 communes de l'objectif d'au moins 25 % de logements locatifs sociaux dans la production globale de logement.

Dans ce cadre, l'Office Public de l'Habitat de l'Agglomération de Montpellier (OPH-ACM) a sollicité la Communauté d'Agglomération afin qu'elle apporte son concours à la construction de 48 logements sociaux, ZAC Port Marianne-Rive Gauche lot 2A à Montpellier.

Le programme comprend 33 logements sociaux financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et 15 logements très sociaux financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI). Conçu par le cabinet d'architecture Caremoli-Miramond à Montpellier, le programme développe une Surface Hors Œuvre Nette (SHON) totale de 3 225.11 m², selon la typologie suivante : 3 T1 bis, 8 T2, 29 T3 et 8 T4.

La subvention de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est proposée sur la base de 80 € par m² de SHON.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût de l'opération : 6 224 646 €
- Subvention Etat déléguée : 184 800 €
- Subvention Région à la production : 203 175 €
- Subvention Région à la surcharge foncière : 139 942 €
- Subvention Action Logement (« 1% ») : 48 000 €
- Prêts CDC : 5 390 720 €
- Participation Communauté d'Agglomération de Montpellier : 258 009 €

Par ailleurs, la subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 10 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à l'OPH-ACM de 258 009 € pour la réalisation de 48 logements locatifs sociaux, ZAC Port Marianne-Rive Gauche Lot 2A à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution de subvention fixant les modalités de leur versement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité (Mesdames Capuozzi-Boualam, Fourteau et Messieurs Passet, Pastor, Pouget, et Subra ne prennent pas part au vote.).

AFFAIRE N°37 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 11 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE L'ESCOUDE - CHEMIN DE SUSSARGUES À CASTRIES - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'OPH-ACM - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et aides à la création de logements sociaux telles que les subventions pour surcoût de charge foncière ou les garanties d'emprunt. En application de son Programme Local de l'Habitat 2007-2012 adopté par délibération n°7604 du Conseil Communautaire du 16 mai 2007, elle intervient pour favoriser la réalisation dans l'ensemble de ses 31 Communes de l'objectif d'au moins 25% de logements locatifs sociaux dans la production globale de logement.

Dans ce cadre, l'Office Public de l'Habitat de l'Agglomération de Montpellier (OPH-ACM) a sollicité la Communauté d'Agglomération afin qu'elle apporte son concours à la construction de 11 logements sociaux, résidence « L'Escoude », chemin de Sussargues à Castries.

Le programme comprend 7 logements sociaux financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et 4 logements très sociaux financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI), selon la typologie suivante : 3 T2, 7 T3 et 1 T4. Il est conçu par le cabinet d'architecture Atelier A5 établi à Montpellier.

Le bilan de l'opération étant difficile à équilibrer compte tenu de la localisation de l'opération en zone 3, dans

laquelle les loyers réglementaires sont inférieurs à la zone 2, et du coût élevé des voiries et réseaux divers (VRD), la subvention de la Communauté d'Agglomération est proposée sur la base de 10 000 € par logement.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût de l'opération : 1 386 156 €
- Subvention Etat déléguée : 53 000 €
- Subvention Région : 44 100 €
- Subvention Région à la surcharge foncière : 25 230 €
- Prêts CDC : 1 153 826 €
- Participation Communauté d'Agglomération de Montpellier : 110 000 €

Sur la base des dépenses qu'elle aura engagées, la Communauté d'Agglomération pourra solliciter le Fonds d'Aménagement Urbain (FAU) susceptible de subventionner les actions réalisées en faveur du logement social par les communes en déficit au titre de l'article 55 de la loi SRU, ou les EPCI dont elles sont membres.

Par ailleurs, la subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 10 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à l'OPH-ACM de 110 000 € pour la réalisation de 11 logements locatifs sociaux, résidence "L'Escoude", chemin de Sussargues à Castries ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution de subvention fixant les modalités de leur versement ;
- solliciter du Fonds d'Aménagement Urbain les subventions les plus larges possibles ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité (Mesdames Capuozzi-Boualam, Fourteau et Messieurs Passet, Pastor, Pouget, et Subra ne prennent pas part au vote).

AFFAIRE N° 38 POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 20 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE DE LA VALETTE - QUARTIER DU FESQUET À CLAPIERS - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'OPH-ACM - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et aides à la création de logements sociaux telles que les subventions pour surcoût de charge foncière ou les garanties d'emprunt. En application de son Programme Local de l'Habitat 2007-2012 adopté par délibération n°7604 du Conseil Communautaire du 16 mai 2007, elle intervient pour favoriser la réalisation dans l'ensemble de ses 31 communes de l'objectif d'au moins 25 % de logements locatifs sociaux dans la production globale de logement.

Dans ce cadre, l'Office Public de l'Habitat de l'Agglomération de Montpellier (OPH-ACM) a sollicité la Communauté d'Agglomération afin qu'elle apporte son concours à la construction de 20 logements sociaux, résidence de Lavalette, quartier du Fesquet à Clapiers.

Le programme comprend 14 logements sociaux financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et 6 logements très sociaux financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI). Conçu par le cabinet d'architecture Caremoli-Miramond établi à Montpellier, le programme développe une Surface Hors Œuvre Nette (SHON) totale de 1 623,52 m², selon la typologie suivante : 4 T2, 11 T3 et 5 T4.

Afin de permettre l'équilibre financier de l'opération, difficile à atteindre compte tenu du coût élevé des voiries et réseaux divers (VRD), la Communauté d'Agglomération apporte son appui financier à hauteur de 282 000 €, soit environ 174 €/m² SHON.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût de l'opération : 2 534 592,91 €
- Subvention Etat déléguée : 87 200 €
- Subvention Région à la production : 87 412,50 €
- Subvention Région à la surcharge foncière : 13 843,73 €
- Subvention Action Logement (« 1 % ») : 36 000 €
- Subvention solaire : 32 000 €
- Prêts CDC : 1 996 136,68 €
- Participation Communauté d'Agglomération de Montpellier : 282 000 €

Sur la base des dépenses qu'elle aura engagées, la Communauté d'Agglomération pourra solliciter le Fonds d'Aménagement Urbain (FAU) susceptible de subventionner les actions réalisées en faveur du logement social par les communes en déficit au titre de l'article 55 de la loi SRU, ou les EPCI dont elles sont membres.

Par ailleurs, la subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 10 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à l'OPH-ACM de 282 000 € pour la réalisation de 20 logements locatifs sociaux, résidence « de Lavalette », quartier du Fesquet à Clapiers ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution de subvention fixant les modalités de leur versement ;
- solliciter du Fonds d'Aménagement Urbain les subventions les plus larges possibles ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité (Mesdames Capuozzi-Boualam, Fourteau et Messieurs Passet, Pastor, Pouget, et Subra ne prennent pas part au vote).

AFFAIRE N° 39 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – DEMANDE DE SUBVENTION AU FONDS D'AMÉNAGEMENT URBAIN (FAU) - APPROBATION

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et aides à la création de logements sociaux telles que les subventions pour surcoût de charge foncière ou les garanties d'emprunt. En application de son Programme Local de l'Habitat 2007-2012 adopté par délibération n°7604 du Conseil Communautaire du 16 mai 2007, elle intervient pour favoriser la réalisation dans l'ensemble de ses 31 Communes de l'objectif d'au moins 25 % de logements locatifs sociaux dans la production globale de logement.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier finance directement en 2012 les opérateurs qui construisent sur son territoire afin de leur permettre d'équilibrer sur le plan financier leurs opérations, le cas échéant, compte tenu notamment de la cherté du foncier mobilisable.

Or les actions foncières et immobilières en faveur du logement social, réalisées ou financées en tout ou partie par les communes et établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) peuvent être subventionnées par le Fonds d'Aménagement Urbain (FAU) géré par l'Etat en région (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement), sous certaines conditions.

Ce fonds favorise en effet la réalisation de logements sociaux dans les communes qui en possèdent le moins (moins de 20% au sens de la loi SRU), dont la population est au moins égale à 3 500 habitants et faisant partie d'un EPCI dont la population totale est supérieure à 50 000 habitants et comprenant une Commune de plus de 15 000 habitants.

Il est ainsi proposé de solliciter auprès du comité de gestion du FAU les subventions les plus larges possibles au regard des aides mobilisées durant l'année 2012 par la Communauté d'Agglomération en faveur du logement social.

Le récapitulatif des opérations concernées est annexé à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la demande de subvention auprès du comité de gestion du Fonds d'Aménagement Urbain (FAU) ;
- dire que la recette sera inscrite au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°40 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 8 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE GASTON BAISSETTE - CHEMIN DES CROUZETTES À MONTAUD - GARANTIE D'EMPRUNTS À L'OPH-ACM - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

L'Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (OPH-ACM) a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'il va contracter pour financer la construction de 8 logements sociaux, résidence « Gaston Baissette », chemin des Crouzettes à Montaud.

L'opération comprend 6 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet Empreinte d'Architecture.

L'OPH-ACM demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75% les emprunts d'un montant total de 799 282 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 524 700 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 122 617 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 123 180 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 28 785 €.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :				
Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	524 700 €	122 617 €	123 180 €	28 785 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0 %			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Préfinancement	sans objet			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAИ construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAИ foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'OPH-ACM, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à l'OPH-ACM pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 599 461,50 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 799 282 €, sollicités par l'OPH-ACM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 8 logements locatifs sociaux, résidence "Gaston Baissette", chemin des Crouzettes à Montaud ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'OPH-ACM, et à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité (Mesdames Capuozzi-Boualam, Fourteau et Messieurs Passet, Pastor, Pouget, et Subra ne prennent pas part au vote).

AFFAIRE N° 41 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 46 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE WEBB ELLIS - ZAC OVALIE LOT 10B À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS À L'OPH-ACM - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

L'Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (OPH-ACM) a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'il va contracter pour financer la construction de 46 logements sociaux, résidence « Webb Ellis », ZAC Ovalie lot 10B, à Montpellier. L'opération comprend 41 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 5 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par les architectes Christian PIRO et Pierre CAUSSE.

L'OPH-ACM demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 100% les emprunts qu'il sollicite pour financer cette opération auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, pour un montant total de 4 475 400 € :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 3 366 434 € ;

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 622 510 € ;

- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 410 540 € ;

- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 75 916 €.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	3 366 434 €	622 510 €	410 540 €	75 916 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0 %			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'OPH-ACM, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à l'OPH-ACM pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 4 475 400 €, représentant 100% des quatre prêts sollicités par l'Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 46 logements locatif sociaux, résidence « Webb Ellis » Zac Ovalie, lot 10B à Montpellier ;

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération, et à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité (Mesdames Capuozzi-Boualam, Fourteau et Messieurs Passet, Pastor, Pouget, et Subra ne prennent pas part au vote).

AFFAIRE N°42 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 16 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE LES PATIOS D'OR - AVENUE GEORGES CLEMENCEAU À FABRÈGUES - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA S.A. D'HLM UN TOIT POUR TOUS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE.

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 16 logements sociaux, résidence «Les Patios d'Or», avenue Georges Clémenceau à Fabrègues. L'opération, réalisée sous maîtrise d'ouvrage du promoteur M&A, comprend 12 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 4 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par l'agence d'architecture Rio-Chrétien.

Un Toit Pour Tous demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les

quatre emprunts d'un montant total de 1 213 037 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 801 935 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 146 121 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 214 887 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 50 094 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25% restants.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	801 935 €	146.121 €	214 887 €	50 094 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt – 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0% (actualisable à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A)			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Un Toit Pour Tous, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par Un Toit Pour Tous est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à Un Toit Pour Tous pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75% ouvre un droit à réservation portant sur 15% des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 909 777,75 €, représentant 75% des quatre prêts d'un montant total de 1 213 037 €, sollicités par la S.A. d'HLM Un Toit Pour Tous auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 16 logements locatifs sociaux, résidence « Les Patios d'Or » à Fabrègues ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la S.A. d'HLM Un Toit Pour Tous, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°43 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT - CONSTRUCTION DE 20 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE LES PICHOLINES - ZAC POMPIDOU, LOT CS2 À VENDARGUES - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la construction de 20 logements sociaux,

résidence « Les Picholines », ZAC Pompidou lot CS2 à Vendargues. L'opération comprend 15 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 5 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par l'architecte Pierre TOURRE.

FDI Habitat demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 1 947 776 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 1 257 006 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 236 914 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 381 881 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 71 975 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25% restants.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations conformément aux articles 125, 126 et 127 de la loi n° 2005-102 du 12 février 2005				
Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	1 257 006 €	236 914 €	381 881 €	71 975 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	de 0 % à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par FDI Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par FDI Habitat est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à FDI Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75% ouvre un droit à réservation portant sur 15% des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 460 832 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 947 776 €, sollicités par la SA d'HLM FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 20 logements locatifs sociaux, résidence "Les Picholines", ZAC Pompidou lot CS2 à Vendargues ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la S.A. d'HLM FDI Habitat, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité (Mme T. Capuozzi-Boualam et M. Y. Pellet ne prennent pas part au vote).

AFFAIRE N°44 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT - CONSTRUCTION DE 34 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION - RÉSIDENCE PREMIUM - ZAC OVALIE, LOT 4A À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SOCIÉTÉ FDI PROMOTION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de

mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La société FDI Promotion a sollicité la Communauté d'Agglomération afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer la construction de 34 logements en location-accession, résidence « Premium », ZAC Ovalie lot 4A à Montpellier.

Le projet a été conçu par Nicolas LEBUNETEL, architecte-urbaniste établi à Montpellier.

FDI Promotion demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75% le Prêt Social de Location-Accession (PSLA) d'un montant total de 4 869 214 € que la société sollicite auprès du Crédit Agricole du Languedoc.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunt ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques du prêt PSLA consenti par le Crédit Agricole du Languedoc sont les suivantes :

Montant du prêt PSLA :	4 869 214 €
Durée :	32 ans
dont préfinancement :	2 ans
Taux annuel maximum :	Livret A + 1 %

Au cas où FDI Promotion, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires encourus, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple notification du Crédit Agricole du Languedoc par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

La Communauté d'Agglomération s'engage, pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir la charge de l'emprunt.

Pour rappel, le dispositif PSLA prévoit que l'opérateur rembourse au fur et à mesure des levées d'option des locataires accédants la partie du prêt correspondant au logement vendu. Lorsque l'ensemble du prêt est remboursé, la garantie n'a plus cours. Par ailleurs, la part du prêt qui serait le cas échéant transférée au locataire-accédant lors de l'acquisition du bien n'est pas couverte par la garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il y a lieu de formaliser cette garantie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 3 651 910,50 €, représentant 75% du prêt d'un montant total de 4 869 214 €, sollicité par FDI Promotion auprès du Crédit Agricole du Languedoc pour financer la réalisation de 34 logements en location-accession, résidence "Premium", ZAC Ovalie, lot 4A à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre le Crédit Agricole du Languedoc et la société FDI Promotion, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité. (Mme T. Capuozzi-Boualam et M. Y. Pellet ne prennent pas part au vote).

AFFAIRE N°45 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA, MUSÉE HENRI PRADES - CONVENTION CADRE DE COOPÉRATION SCIENTIFIQUE AVEC LE CNRS DÉLÉGATION PROVENCE ET CORSE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme J. CLAVERIE, Conseillère disposant d'un mandat spécial, déléguée à l'Archéologie, Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades et Culture Occitane, rapporte :

Le Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades souhaite étendre son rayonnement à l'échelle régionale et nationale par le biais de partenariats scientifiques, culturels, pédagogiques ou touristiques. Il souhaite également se rapprocher d'établissements et d'institutions dont les missions et les problématiques scientifiques et culturelles sont proches, afin d'encourager la mise en commun de projets et l'échange de savoirs, moyens et compétences.

Dans cette optique, il est proposé de conclure une convention cadre ayant pour objectif de définir les principes directeurs d'une future coopération scientifique avec le CNRS délégation Provence et Corse et l'Université Aix-Marseille, dont dépend notamment le Centre Camille Jullian (CCJ), laboratoire de recherche spécialisé dans l'archéologie méditerranéenne.

Cette convention s'appuie sur une volonté commune de valorisation du patrimoine archéologique auprès du grand public, et précise les grandes orientations de cette collaboration, en posant les bases de futurs partenariats sur des actions communes (expositions, publications, séminaires etc.). Aucun flux financier n'est prévu entre les parties, et des avenants ou conventions particulières seront conclus ultérieurement afin de préciser les modalités de collaboration sur ces opérations.

Conclue pour une durée de trois ans, cette convention cadre formalise donc la volonté de rapprochement de ces établissements autour de thématiques scientifiques et culturelles partagées, et définit le cadre général de cette coopération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention cadre de coopération scientifique entre le Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades et le CNRS délégation Provence et Corse ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention cadre de coopération scientifique entre le Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades et le CNRS délégation Provence et Corse, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°46 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA, MUSÉE HENRI PRADES - CONTRAT DE COORGANISATION DE L'EXPOSITION ODYSSEE GAULOISE, PARURES FÉMININES À L'ORIGINE DES PREMIERS ÉCHANGES ENTRE LA GAULE ET LA GRÈCE - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDE AVEC BIBRACTE ETABLISSEMENT PUBLIC DE COOPÉRATION CULTURELLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme J. CLAVERIE, Conseillère disposant d'un mandat spécial, déléguée à l'Archéologie, Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades et Culture Occitane, rapporte :

Le site archéologique Lattara, Musée Henri Prades et Bibracte Etablissement Public de Coopération Culturelle ont souhaité s'associer afin d'organiser conjointement l'exposition temporaire « *Odyssée Gauloise, Parures féminines à l'origine des premiers circulations entre la Grèce et la Gaule* ».

Cette exposition permettra de partager avec le grand public les avancées récentes de la recherche archéologique sur les routes maritimes méditerranéennes aux VII^{ème} et VI^{ème} siècles avant notre ère, et de mettre en lumière les premiers contacts entre grecs et gaulois.

Elle se fonde sur les travaux scientifiques de Stéphane Verger, professeur à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, et la présentation d'une série très particulière de vestiges disséminés entre le Centre de la France, le Languedoc, la Sicile et les rives de la Mer Noire : objets parfois difficiles à identifier, le dispositif de l'exposition aura aussi pour but de montrer le travail des archéologues pour faire parler ces vestiges.

Elle sera présentée à Lattes d'avril 2013 à janvier 2014, puis à Bibracte en 2014.

Aussi, afin de définir les modalités de collaboration entre les deux parties, est-il nécessaire d'établir un contrat qui précise l'ensemble des obligations de chacun des coorganisateurs, et leurs engagements respectifs. Celui-ci détermine également les méthodes de répartition des frais partageables liés à l'organisation de l'exposition, notamment en ce qui concerne le transport, les assurances, l'administration des prêts, le catalogue d'exposition et la communication.

En outre, sur la question plus particulière du transfert des œuvres entre le musée Lattara et Bibracte, et considérant que la réalisation commune de cette prestation conduirait à des gains financiers globaux pour les deux entités publiques, il est proposé de constituer un groupement de commandes sur le fondement du décret n°2006-975 du 1^{er} août modifié portant code des marchés publics, et notamment son article 8, entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Bibracte EPCC, en vue de la passation d'un marché portant sur les prestations suivantes :

- Transport intermédiaire du mobilier archéologique

Un projet de convention a été élaboré à cet effet. La Communauté d'Agglomération de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement, chargée de conduire la procédure d'appel à la concurrence et mandatée pour signer et notifier les marchés.

Concernant le règlement des marchés à intervenir, chaque contrat fera l'objet d'une annexe financière qui : soit individualise précisément les sommes dues par chaque membre du groupement ; soit, lorsqu'une telle individualisation ne peut être déterminée lors de la passation du contrat, indique les modalités de sa détermination (clé de répartition).

Enfin, compte tenu de l'envergure de cette exposition, dont le budget global est estimé à 227 555 €, il convient de demander les subventions les plus élevées possibles auprès de l'Etat, de la Région Languedoc-Roussillon et du Département de l'Hérault, de manière à soutenir l'effort consenti et à étendre le rayonnement du musée à l'échelle régionale et au-delà.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du contrat de coorganisation de l'exposition "Odyssée Gauloise, Parures féminines à l'origine des premiers circulations entre la Grèce et la Gaule" avec Bibracte Etablissement Public de Coopération Culturelle ;
- approuver les termes de la convention de groupement de commande avec Bibracte Etablissement Public de Coopération Culturelle ;
- déposer les demandes de subventions les plus larges possibles auprès de l'Etat, de la Région Languedoc-Roussillon et du Département de l'Hérault ;
- dire que les recettes correspondantes seront inscrites au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le contrat de coorganisation et la convention de groupement de commande susvisés ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°47 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA, MUSÉE HENRI PRADES - CONVENTION D'APPLICATION POUR LE PROGRAMME CHEMINS DE L'HISTOIRE - SUD DE FRANCE AVEC LA RÉGION LANGUEDOC-ROUSSILLON - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme J. CLAVERIE, Conseillère disposant d'un mandat spécial, déléguée à l'Archéologie, Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades et Culture Occitane, rapporte :

La Région Languedoc-Roussillon, dans le cadre de sa stratégie de valorisation du patrimoine régional définie en 2007, a mis en place un programme, intitulé "Chemins de l'Histoire - Sud de France", destiné à favoriser la structuration d'un réseau d'acteurs culturels liés au patrimoine. Son objectif est de proposer une offre patrimoniale cohérente et de qualité, et d'améliorer la visibilité et l'attractivité touristique de ces établissements à l'échelle locale, nationale et internationale. Elle s'appuie également sur la volonté de faire de cette offre patrimoniale un vecteur de développement économique territorial.

Le Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades quant à lui, depuis son transfert à la Communauté d'Agglomération de Montpellier en 2006, s'attache à diversifier et développer ses activités dans le but d'offrir un accès le plus large possible à ses collections.

Il lui est aujourd'hui proposé d'intégrer le programme "Chemins de l'Histoire - Sud de France", et ainsi de s'inscrire dans ce réseau régional d'établissements culturels à vocation patrimoniale.

Pour ce faire, il est nécessaire de conclure avec la Région Languedoc-Roussillon une convention précisant les termes et les conditions de ce partenariat. Celle-ci précise notamment :

- les engagements respectifs du Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades et de la Région Languedoc-Roussillon relatifs au programme « Chemins de l'Histoire – Sud de France » ;
- les modalités de ce partenariat en termes de moyens humains, techniques et financiers ;
- la durée de cette convention, fixée à cinq ans ;
- le plan de financement prévisionnel des projets sur cinq ans. Ce plan de financement prévoit en particulier le versement d'une subvention de la Région à hauteur de 15 000 € par an, en soutien à la réalisation des programmes d'activités annuels du musée, correspondant à une dépense annuelle totale de 50 000 €.

La signature de cette convention permettra de renforcer le partenariat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier avec la Région Languedoc-Roussillon et l'ensemble des acteurs membres du programme « Chemins de l'Histoire – Sud de France ». Elle répond également à la volonté conjointe de la Région Languedoc-Roussillon et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de valoriser le patrimoine archéologique local et d'en améliorer l'attractivité touristique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention liant la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la Région Languedoc-Roussillon ;
- dire que les crédits seront inscrites au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°48 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MÉDIATHÈQUE CENTRALE D'AGGLOMÉRATION EMILE ZOLA - CONVENTION DE COOPÉRATION AVEC L'INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIOVISUEL - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

L'Institut National de l'Audiovisuel (INA), et la médiathèque Centrale d'Agglomération Emile Zola exercent pour l'Etat des fonctions de collecte et de mise en valeur du dépôt légal : l'INA, pour les œuvres et les documents de la radio, de la télévision et des sites français des média audiovisuels, la médiathèque pour l'ensemble des documents imprimés en Languedoc-Roussillon (livres, périodiques, cartes postales, affiches).

Conformément au décret du 19 décembre 2011, les ressources et collections de l'INA doivent être accessibles en région, au-delà des emprises de l'INA, dans les grandes villes universitaires, et dans les organismes habilités à recevoir le dépôt légal. La médiathèque Centrale d'Agglomération ayant vocation à accueillir des étudiants, des chercheurs, des amateurs et à mettre en valeur le dépôt légal, l'INA propose d'installer à la médiathèque deux postes de consultation multimédias pour accéder aux archives audiovisuelles de l'INA.

La mise en œuvre de cette coopération nécessite la conclusion d'une convention qui règle et définit l'ensemble des modalités techniques et administratives qui y sont liées. Ainsi l'INA prend en charge l'acquisition des deux postes de consultation, des logiciels et de la maintenance. Pour sa part, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'occupe des raccordements informatiques et de l'alimentation informatique. L'installation des postes et des logiciels sera effectuée au cours des deuxième et troisième trimestres 2013, afin de tester cet applicatif au

printemps 2013 et de pouvoir proposer ce service au public en octobre 2013.

Cette convention, établie pour une durée d'un an et renouvelable trois fois, permettra une meilleure accessibilité au patrimoine de la radio et de la télévision ainsi qu'une réelle démocratisation de ses richesses audiovisuelles. Un accompagnement sous forme de formations et d'actions culturelles sera programmé parallèlement à ce service d'intérêt national.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de coopération avec l'Institut National de l'Audiovisuel,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°49 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MÉDIATHÈQUE CENTRALE D'AGGLOMÉRATION EMILE ZOLA - CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LE DÉVELOPPEMENT DU LIVRE ET DE LA LECTURE PUBLIQUE AU SEIN DE LA MAISON D'ARRÊT DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE, DU CENTRE DE SEMI-LIBERTÉ ET AUPRÈS DE L'ENSEMBLE DES PERSONNES MAJEURES ET MINEURES SUIVIES EN MILIEU OUVERT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Dans le cadre des orientations nationales en matière de politique de lecture auprès des personnes placées sous main de justice, les partenaires que sont, le Département de l'Hérault, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Toulouse, la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Languedoc-Roussillon, le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation de l'Hérault, la Direction Interrégionale Sud de la Protection judiciaire de la jeunesse, la Maison d'arrêt de Villeneuve-lès-Maguelone, et le Centre de semi-liberté, souhaitent formaliser leur partenariat par voie de convention.

Sur le plan local, cette convention s'inscrit dans la continuité des différentes actions auxquelles participait la médiathèque George Sand située à Villeneuve-lès-Maguelone bien avant son transfert à la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il s'agit de poursuivre les engagements des différents partenaires dans le domaine de la cohésion sociale.

Elle a pour objet de fixer les termes de la collaboration entre les signataires de ce document concernant des actions concourant au développement d'une politique vivante de lecture publique au sein de la Maison d'arrêt de Villeneuve-lès-Maguelone, du Centre de semi-liberté et auprès de l'ensemble des personnes majeures et mineures suivies en milieu ouvert.

Les partenaires de la présente convention considèrent que le livre peut offrir aux personnes placées sous main de justice un espace d'ouverture au monde, mais également un outil de formation et de préparation à l'insertion. Il peut également nourrir leur imaginaire dans un moment de difficulté et d'exclusion de la vie sociale. Les actions, dans ce domaine, contribuent également à la prévention et à la lutte contre l'illettrisme. Elles participent pleinement à la prévention de la délinquance et de la récidive.

L'objectif est donc de faire accéder ce public à la culture, grâce à des interventions suivies autour du livre et de la lecture et via les documents déposés à la Maison d'arrêt par la médiathèque George Sand de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Les médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sont susceptibles désormais d'accueillir des personnes en main de justice et en voie de réinsertion.

La convention est conclue pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat pour le développement du livre et de la lecture auprès des personnes placées sous main de justice,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°50 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – PLANÉTIARIUM GALILÉE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA SOCIÉTÉ VERT MARINE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

La société Vert Marine exploite en France en délégation de service public près de 80 établissements de loisir dans les secteurs culturels, touristiques, des centres aquatiques, des patinoires (dont la patinoire communautaire Végapolis) ... Elle a aussi une activité de tour opérateur et d'agence de voyages et entend proposer des séjours individuels à Montpellier.

Dans ce but, elle a manifesté son intérêt pour permettre à ses clients d'acheter en ligne sur sa centrale de réservation, lors de la réservation de leurs séjours, des places du planétarium Galilée en produits secs ou packagés. Cette proposition traduit ainsi l'intérêt d'un opérateur du tourisme national pour la destination Odysseum et pour le territoire communautaire. Elle s'inscrit dans un développement touristique plus global qui consiste à valoriser l'offre existante par la vente de billetterie en ligne.

La mise en œuvre de ce partenariat nécessite la conclusion d'une convention de partenariat avec la société Vert Marine, qui définit l'ensemble des modalités techniques, administratives et financières de la collaboration à venir. Cette convention, conclue pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2013 et reconductible une fois par tacite reconduction, dispose ainsi que la société Vert Marine s'engage à commercialiser en ligne, sur son site internet www.vert-marine-tourisme.com, les billets d'entrée individuels adultes et enfants donnant accès aux séances publiques du Planétarium Galilée. Les visiteurs paieront les prestations en ligne, sur le site susvisé, et se présenteront au Planétarium avec un bon d'échange permettant l'émission d'un billet.

Chaque mois, un bilan des recettes encaissées par la société Vert Marine sera transmis au Planétarium, qui facturera ainsi l'intégralité des prestations. La société Vert Marine sera rémunérée par application d'une commission de 8% sur les recettes, qui fera l'objet d'une facturation mensuelle séparée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat avec la S.A.R.L. Vert Marine;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 51 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – OPÉRA COMÉDIE - AVENANT N°1 À LA CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC AVEC L'ASSOCIATION OPÉRA ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER LANGUEDOC-ROUSSILLON - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

Par délibération n°10874 du 24 mai 2012, le Conseil de Communauté a approuvé la signature de la convention d'occupation temporaire de l'Opéra Comédie au bénéfice de l'association Opéra Orchestre National de Montpellier Languedoc Roussillon (OONM).

Conclue à titre onéreux, moyennant une redevance annuelle de 245 000 €, et pour une durée initiale de deux ans à compter du 3 octobre 2012, cette convention définit l'ensemble des modalités techniques financières et administratives inhérentes à sa mise en œuvre, en précisant notamment les conditions particulières d'utilisation des espaces, les conditions financières et fiscales applicables ainsi que la répartition des responsabilités des parties et les prescriptions d'assurances indispensables.

Sur ce dernier point en particulier, la convention dispose que l'OONM est tenue de contracter des polices d'assurances 'responsabilité civile' et 'risques locatifs' garantissant des montants qui ne peuvent être inférieurs aux limites usuellement pratiquées sur le marché européen de l'assurance. Aucune clause de renonciation à recours n'est donc intégrée dans ces dispositions.

Considérant la nature même du bâtiment, sa valeur patrimoniale ainsi que les récents investissements entrepris par la Communauté d'Agglomération pour la rénovation de la cage de scène, il est nécessaire de préciser les prescriptions relatives aux obligations d'assurances, notamment 'risques locatifs', et ce afin, d'une part, de garantir une couverture minimale de ce bien, et d'autre part, de ne pas faire peser une charge excédant les capacités financières de l'association occupante.

Il est ainsi proposé que l'assurance souscrite par l'OONM garantisse en première ligne les biens objet de la convention, à concurrence d'un montant maximum de 15 000 000 € (15 millions d'euros), ce montant comprenant les éventuelles pertes de recettes qui résulteraient pour l'OONM d'un dommage causé aux biens concernés.

Ces nouvelles prescriptions doivent être formalisées par la conclusion d'un avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire, dont toutes les autres clauses demeurent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire de l'Opéra Comédie avec l'association Opéra Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°1 susvisé ainsi que tout document découlant de cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité (Mmes Nicole Bigas, Perla Danan, MM Jean-Pierre Moure, Alain Zylberman, Philippe Saurel et Philippe Thines ne prennent pas part au vote).

AFFAIRE N°52 : SPORTS – PISCINES COMMUNAUTAIRES ALEX JANY À JACOU, AMPHITRITE À SAINT-JEAN-DE-VÉDAS ET ALFRED NAKACHE À MONTPELLIER - AVENANT N°2 AU MARCHÉ N°2227DS09 DE CONDUITE, EXPLOITATION ET MAINTENANCE DES INSTALLATIONS

TECHNIQUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte : Pour assurer des prestations d'interventions techniques et garantir la qualité du fonctionnement des piscines Alex Jany, Amphitrite et Alfred Nakache, il a été nécessaire de confier la maintenance et l'exploitation technique des installations de traitement d'air et d'eau, de chauffage, de plomberie, d'électricité, de gestion technique centralisée, de système incendie à une entreprise spécialisée.

Pour la réalisation de ces prestations, la Communauté d'Agglomération a lancé un appel d'offres ouvert, en application des articles 33, 57 à 59 du Code des Marchés Publics, dont l'avis a été transmis à la publication le 15 janvier 2010.

C'est un marché à prix global et forfaitaire conclu pour une durée de 3 ans à compter de sa notification.

La Commission d'Appel d'Offres lors de sa session du 13 avril 2010 a attribué le marché n°2227DS09 à la société IDEX située 2 impasse Louis Breguet à Saint-Jean-de-Védas, qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, appréciée au regard de la valeur technique et des prix des prestations présentés pour un montant annuel global et forfaitaire estimé à 236 845 € H.T., soit 710 535 € H.T. sur 3 ans.

A partir de janvier 2013, une régie des piscines sera créée et la conduite, l'exploitation et la maintenance de la piscine Amphitrite seront réalisées par des agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Cette restructuration entraîne un avenant en moins value sur la part du marché concernant la maintenance affectée à la piscine Amphitrite pour la période du 1^{er} janvier 2013 à l'échéance, soit le 21 juin 2013.

Montant initial du marché : 236 845 € H.T.

Montant de l'avenant n°2 : - 43 687,50 € H.T.

Montant total du marché : 193 157,50 € H.T. soit une diminution de 18,44%.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°2 au marché n°2227DS09, tel que présenté ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au chapitre 904 du budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°2 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 53 : SPORTS – PISCINE LES NÉRÉIDES À LATTES - AVENANT N°1 AU MARCHÉ DE TRAVAUX N°2253DS10 LOT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte : Par délibération n°7727 en date du 23 juillet 2007, le Conseil de Communauté a approuvé la réalisation d'une piscine communautaire sur la Commune de Lattes.

Il a également approuvé le pré-programme de cet équipement, son budget prévisionnel arrêté au stade de la programmation, ainsi que le lancement du concours de maîtrise d'œuvre, et a désigné les membres du jury du concours.

Suite aux élections municipales et au renouvellement des Conseillers d'Agglomération, le Conseil de communauté a procédé à la désignation de nouveaux membres du jury de concours par délibération n°8149 en date du 30 avril 2008.

A l'issue du concours de maîtrise d'œuvre et par délibération du Conseil de Communauté n°8340 en date du 23 juillet 2008, l'équipe représentée par Monsieur Jean CHABANNE, Président de la SAS CHABANNE § PARTENAIRES, était désignée lauréate.

Par délibération n°9044 en date du 3 juillet 2009, le Conseil de Communauté a adopté l'avant-projet définitif, le coût prévisionnel des travaux qui s'élève à 6 300 000 € H.T. (valeur juillet 2008, date de référence pour les valeurs de ce contrat) et un montant de travaux en tranche conditionnelle estimé à 402 000 € H.T. et approuvé l'avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre arrêtant le forfait définitif de rémunération à la somme de 1 106 980 € H.T. et la rémunération complémentaire pour la tranche conditionnelle à 39 194,60 € H.T.

Pour la réalisation des travaux, la Communauté d'Agglomération a lancé un appel d'offres ouvert, en application des articles 33, 57 à 59 du Code des Marchés Publics, dont l'avis a été transmis à la publication le 28 octobre 2010.

Par délibération du Conseil d'Agglomération du 10 mars 2011, le marché de travaux du lot n°1 Gros-œuvre Fondations VRD pour la construction de la piscine Les Néréides à Lattes a été attribué à SOGEA SUD (Montpellier) pour un montant de 2 425 893,36 € H.T.

Ce montant inclut la tranche ferme, l'option n°1 (cuve de récupération des eaux pluviales), et les tranches conditionnelles n°1 (esplanade d'entrée Est), n°2 (socle production ECS solaire), n°3 (mur de protection) et n°4 (parking).

Ce marché a été notifié le 6 mai 2011 pour une durée globale de 20 mois.

A ce jour, seule la tranche conditionnelle n°1 a été affirmée, ramenant donc le montant du marché à 2 205 459,91 € H.T.

Le présent avenant de travaux supplémentaires a pour objet :

- les adaptations de méthodologie de chantier et la prolongation de délais liée au dépôt de bilan du premier

titulaire du lot charpente métallique

- la réalisation de fondation par micropieux pour les ouvrages extérieurs et diverses adaptations suite à un avis du géotechnicien sur les risques de tassements de remblais.

Sur le premier point, il convient de rappeler l'historique du lot n°2 Charpente métallique.

Le dépôt de bilan du premier titulaire du lot n°2 a eu lieu en juillet 2011, trois mois après sa notification. Pendant la période de consultation et réattribution de ce lot, il s'est avéré nécessaire d'adapter la méthodologie du lot n°1 Gros-œuvre, notamment concernant les inserts de platines de charpente.

Ces adaptations ont permis de limiter le décalage de planning global à 4 mois et de ne pas prononcer d'arrêt de chantier, dont les frais d'immobilisation auraient été à la charge du Maître d'Ouvrage.

Par ailleurs, la durée globale d'exécution du chantier ayant été allongée, ceci a généré des frais d'installation de chantier supplémentaires.

Le second point a pour origine un avis complémentaire du bureau d'étude géotechnique EGSA qui a identifié de probables tassements différentiels importants sur les remblais périphériques de hauteur supérieure à 0,5m.

Ces tassements présentent un risque de désordre pour les fondations sur semelles isolées ou filantes des ouvrages extérieurs, principalement sur l'escalier et parvis d'entrée, le pédiluve extérieur, les murs de soutènement en limite de propriété avec le collège.

Compte tenu de ces nouvelles données, il est apparu indispensable de réaliser des fondations par micropieux pour certains ouvrages extérieurs. Par ailleurs, ont été également adaptés l'esplanade d'entrée, les murets et rampe pour personne à mobilité réduite en façade Est et la voirie d'accès technique à l'arrière du bâtiment.

Le montant de l'avenant de travaux supplémentaires s'élève à 280 000 € H.T. Le montant du marché est porté à 2 485 459,91 € H.T., soit une augmentation de 12,7%.

Lors de la séance du 31 octobre 2012, la Commission d'Appel d'Offres a donné un avis favorable à la signature d'un avenant de travaux supplémentaires à SOGEA SUD pour un montant de 280 000 € H.T. et pour prolonger l'exécution du présent marché jusqu'au 1^{er} avril 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 au marché n°2253DS10, tel que présenté ;
- autoriser la prolongation du marché jusqu'au 1^{er} avril 2013 ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget communautaire ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

